

De guerre lasse

1918

« Déjà vous n'êtes plus
qu'un mot d'or sur nos
places. Déjà vous n'êtes
plus que pour avoir péri. »

Louis ARAGON



LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE / LES AMÉRICAINS / CIVILS AU CŒUR DU DRAME /
TRANSPORTÉS DANS LA GUERRE / VIVRE L'ABSENCE ET LES DEUILS / EN FINIR /
VISAGE(S) DE GUERRE ET D'APRÈS-GUERRE

GÉNÉRAL
CONSEIL
L' AISNE

www.aisne.com

Poilus dans une tranchée dans le secteur de Saint-Quentin fin 1917, début 1918.
Coll. Yves Fohlen.



EN COUVERTURE...

Ferme des Loges, à l'ouest d'Anthueil (Oise). La première ligne française. 10 juillet 1918.

« Cette photographie qui présente un homme harassé au bord d'une route a été prise dans le même temps qu'un film (la pratique est courante). Alors que le personnage nous semble triste et accablé, l'image animée le montre joyeux, faisant de grands gestes avec sa fourchette. Cette fraction de seconde de la photographie permet d'appréhender une part de l'inconscient ».

Thérèse Blondet-Bisch

Tirage argentique original 13x18 thermocollé sur page album Valois 210x272 - ALBUM VALOIS OISE - 19. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

ISBN en cours, 2^e trimestre 2008.

Cet ouvrage ne peut être vendu. Reproduction interdite sauf accord du Conseil général de l'Aisne.



Directeur de la publication : Yves DAUDIGNY

Directeur scientifique : Rémy CAZALS

Directeur de projet : Damien BECQUART

Comité de rédaction :

Damien BECQUART, Rémy CAZALS

Guy MARIVAL, Denis ROLLAND

Contributeurs :

Alain ARNAUD, historien, Société historique de Villers-Cotterêts.

Damien BECQUART, chargé de mission Chemin des Dames/Familistère Godin, Conseil général de l'Aisne, ancien journaliste.

Anne BELLOUIN, responsable du Musée du Chemin des Dames - Caverne du Dragon.

Eckart BIRNSTIEL, historien, UMR 5136 Framespa CNRS et Université de Toulouse.

Pascale CARTEGNE, responsable du service communication, Conseil général de l'Aisne.

Rémy CAZALS*, historien, UMR 5136 Framespa CNRS et Université de Toulouse.

Bastien DEZ, étudiant en master, Université Paris IV-Sorbonne.

Jean-Yves DUPAIN, journaliste indépendant, écrivain.
Yves FOHLEN, guide au Musée du Chemin des Dames - Caverne du Dragon.

Noël GENTEUR, éleveur, maire de Craonne, conseiller général.

Thierry HARDIER*, professeur d'histoire-géographie, doctorant.

Jean-François JAGIELSKI*, professeur d'histoire-géographie.

Elise JULIEN, historienne, Université de Lille.

Guy MARIVAL, enseignant, chargé de mission Chemin des Dames, Conseil général de l'Aisne.

Mark MEIGS, historien, Université Paris-Diderot.

Stéphanie PETIT, historienne.

Denis ROLLAND*, historien, président de la Société historique de Soissons.

Philippe SALSON, professeur d'histoire-géographie.

Laurent VERAY, historien du cinéma, Université Paris X.

* Membre du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre 14-18 (CRID 14-18).

MERCI

Ils n'ont pas hésité à nous accorder leur confiance, ils ont facilité à des titres divers l'aboutissement de ce travail qui fut une aventure, qu'ils en soient très sincèrement et chaleureusement remerciés.

La famille Abescat ; Jeffrey Aarnio (cimetière militaire américain de Seringes-et-Nesles) ; Association du Chemin des Dames ; Archipel Studio (reprographie) ; David Atkinson (cimetière militaire américain de Belleau) ; la BDIC pour son accueil ; Martine de Boisdeffre (Archives de France) ; Céline Carrat ; Caro et Tichot ; Caroline Choain (Conservation des musées) ; Luc Couvée ; Denis Defente et l'ensemble de l'équipe de la Conservation des musées et de l'archéologie (Conseil général de l'Aisne) ; Yves Desfossés (Conservatoire régional de l'archéologie Champagne-Ardenne) ; Emmanuel Froment (régie pub *Libération*) ; Chantal Garrot (commune d'Etreux) ; Pierre Gastou (Archives municipales de Toulouse) ; Sylvia Genteur ; Karine Gosseau, Henriette Chatelain et la commune de Monceau-lès-Leups ; Marie Gourlin ; Denis Harlé, Philippe Mignot, Marlène Pérez et Eric Vantal (Conseil général de l'Aisne) ; Eckart Holtz (Service des sépultures allemandes en France) ; Laurent Joffrin et la rédaction de *Libération* pour le droit d'asile ; Christian Jomard ; Ivan de la Maisonneuve (Mémorial de Cerny) ; Gaëtan Margot (traduction) ; Jean-Luc Pamart (Association Soissonnais 14-18) ; Frédéric Panni (Familistère Godin, Guise) ; Didier Pazery (photographe indépendant) ; Martine Peigner (*Libération* - partenariats) ; Frédéric Pillet (ville de Saint-Quentin) ; Aude Roelly, Caroline Durançois et toute l'équipe des Archives départementales de l'Aisne ; Frédéric Rousseau et le CRID 14-18 ; Stéphane Rouziou (Comité départemental du tourisme de l'Aisne) ; Arlette Sart, Monique Séverin et André Triou (Société académique de Saint-Quentin) ; Jean-Luc Stoessler (Tribunal de grande instance de Laon) ; Gaëlle Texier ; Michel Thibault ; Céline Van Coppenolle ; André Verhulst (commune de Belleau) ; Jean-Pierre Verney (Musée de la Grande Guerre, Meaux).

Le lieutenant-colonel Robert Denisse, petit-fils d'Albert Denisse, originaire d'Etreux, qui nous a si généreusement fait parvenir de nombreux documents. Et qui est parti trop vite.

BD de Jacques TARDI

Reportages photographiques

François-Xavier DESSIRIER, photographe et rédacteur, service communication, Conseil général de l'Aisne.
Alice LEBEAUX, atelier photo collège Léopold Sedar Senghor de Corbeny/Caverne du Dragon - Musée du Chemin des Dames, direction artistique Bruno Gouhoury.

Conception et réalisation maquette :

Laurence MOUTARDE, graphiste, service communication, Conseil général de l'Aisne.

Recherche iconographique

Annie BEAUVILLAIN, Damien BECQUART, Anne BELLOUIN, Yves FOHLEN, Alexis JAMA (Conservation des musées, Conseil général de l'Aisne) Denis ROLLAND.

Avec le précieux concours de Thérèse BLONDET-BISCH de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Assistante

Annie BEAUVILLAIN, chargée de communication, Conseil général de l'Aisne.

Documentation et archives

Sophie LEVERT, responsable de la documentation, Conseil général de l'Aisne et Annie BEAUVILLAIN. Archives départementales de l'Aisne, l'Association Soissonnais 14-18, la Société historique de Soissons et la Société académique de Saint-Quentin.

Secrétariat, renseignements

service communication, Conseil général de l'Aisne. Tél : 03 23 24 62 80 / servicecom@cg02.fr

Imprimé en août 2008 par l'imprimerie V. SUIN
Réédition avril 2015 : Imprimerie du Conseil départemental de l'Aisne

Poilus dans une tranchée dans le secteur de Saint-Quentin fin 1917, début 1918. Coll. Yves Fohlen.



Le souvenir des hommes, pas des soldats de plomb

Le retentissement du Chemin des Dames associé à l'année 1917 est tel qu'il assourdit l'écho des autres épisodes de la Grande Guerre survenus dans l'Aisne.

Le singulier de l'histoire est que l'on pourrait considérer, en empruntant un raccourci, que l'année 1918 sur le front ouest démarre au même endroit, entre Laon, Soissons et Reims, sur cette barrière naturelle que dessine au nord la vallée de l'Ailette et au sud celle de l'Aisne. Bien sûr, il y eut avant, plus à l'ouest, les événements militaires du début du printemps. Mais c'est bien là, sur les pentes de ce chemin que, le 27 mai 1918, les Allemands, dans une formidable poussée, bousculent les défenses françaises et, surpris eux-mêmes du succès de leur percée, décident de courir à la Marne.

Moins de quatre jours plus tard, à nouveau, la menace plane sur Paris. Soissons est tombé, Château-Thierry est pris. Fin du premier acte de ce que l'on a appelé la 2^e bataille de la Marne. Les Allemands tentent à plusieurs reprises de pousser leur avantage, mais, jamais, ils ne réitéreront de progression comparable à celle du 27 mai. Les défenses tiennent. Le succès allemand, spectaculaire, a pu masquer la réalité d'une armée en campagne depuis presque quatre années, où les troupes aguerries, les équipements et le moral faisaient cruellement défaut. Et déjà se préparait, troisième acte de cette 2^e bataille de la Marne disputée sur le sol de l'Aisne, la contre-offensive du 18 juillet avec le renfort des Américains.

Mais cette publication a l'ambition d'aller au-delà du récit des batailles, maintes fois écrit, qui finirait, si l'on n'y prenait garde, comme ces soldats de plomb, ces alignements d'uniformes impeccables et d'armes bien as-

tiquées qu'affectionnent les collectionneurs, par donner de la guerre une vision totalement édulcorée. Prenons garde, la guerre, n'est pas cela.

L'engagement, dans les commémorations du 90^e anniversaire de 1918, des collectivités qui, comme le Département de l'Aisne représentent les territoires du front, doit avoir du sens. Ce sens c'est d'abord le rappel pour le présent des milliers de vies sacrifiées, des destructions, de l'abomination que représente la guerre. Et c'est, en prolongement, un appel à la réflexion, à la philosophie – n'ayons pas peur des mots –, à la vie ; cette dimension qu'incarne tellement bien le Chemin des Dames et les événements pour lequel le monde le connaît.

« Déjà vous n'êtes plus qu'un mot d'or sur nos places. Déjà vous n'êtes plus que pour avoir péri », écrivait Aragon*. Comme lui, gardons plutôt le souvenir des hommes que celui des soldats de plomb qu'ils ne furent jamais.

Yves DAUDIGNY
Président du Conseil général de l'Aisne

* Phrase en exergue sur la couverture de cette publication.



Chassemy, 1918.
Archives départementales de l'Aisne.

Présentation générale 6 à 8

LA DEUXIÈME BATAILLE DE LA MARNE 9 à 20

Les épisodes de la bataille 10 à 19

Louis Jaurès
Soissons, la défense brisée
Chars et chevaux 12 et 13

Pertes de la X^e armée
« Devant moi, des Américains »
La Savière 14 et 15

Duchêne forcément responsable
Van Vollenhoven
Château-Thierry allemand
L'offensive dirigée d'une tour 16 et 17

Seul dans Soissons
« Le plus beau jour de ma vie »
« En bonne camaraderie » 18 et 19

Les Italiens reprennent le Chemin des Dames
Les cent derniers jours 20

LES AMÉRICAINS DANS LA GUERRE 21 à 30

L'entrée en guerre des Américains 22 et 23
Bois Belleau 24 et 25
On a retrouvé le soldat Lupo 26
L'excès de confiance allemand 27
Anne Morgan, Anne Murray Dike, les humanitaires 28
Charlot soldat 29
Les Etats-Unis et le monde 30



14 octobre 1918, Laon. Arrivée de la musique du 58^e RI.
Archives départementales de l'Aisne.

LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME 31 à 44

A nouveau pris pour cible 32 et 33
La vraie histoire de la grosse Bertha 34 et 35
Otage en Lituanie 36 et 37
Adam et Oudelet 38
Espion en Thiérache 39
Les "dénonciateurs du Nord" 40
L'acquittement des négociants en textile 41
Libérable au 31 juillet 1958 42
Viser les villes pour finir la guerre? 43
Image d'habitants dans les ruines 44

TRANSPORTÉS DANS LA GUERRE 45 à 54

Grand brassage régional sur le front 46 et 47
De l'Afrique, de l'Asie et du Pacifique 48 et 49
Rares témoignages "d'indigènes" 50
Souvenirs du ravin sans nom 51
Murmures de guerre dans les creutes 52, 53 et 54

VIVRE L'ABSENCE ET LES DEUILS 55 à 64

Mes chers exilés 56 et 57
Captivité d'un soldat allemand 58
Orphelins de guerre 59
Quelle paix pour les veuves? 60 et 61
Saint-Quentin ville fantôme 62, 63 et 64



« Au casse-gueule » Jacques Tardi

TERMINER UNE GUERRE 65 à 70

7, 8, 9, 10 novembre...
la guerre n'est pas finie 66 et 67
La guerre réinterprétée 68 et 69
Matthias Erzberger : la paix à en mourir 70

VISAGE(S) DE GUERRE ET D'APRÈS-GUERRE 71 à 80

Au Casse-gueule, TARDI 72 et 73
(Por)traits (re)tirés 74 et 75
Dedans, un ailleurs 76 et 77
Guerre dans le paysage 78 et 79
« Ces morts, je les relèverai » 80

Bibliographie 81
Pour aller plus loin 82 et 83

Troupes allemandes dans Saint-Quentin. D.R.



Près d'Essigny-le-Grand, 7 février 1918. Dans les lignes britanniques, le ravitaillement, la nuit. British Offic. Photo/BDIC.



De guerre lasse 1918

De Riga à Laon avec un régiment allemand

En avril 1918, le régiment de Dominik Richert quitte Riga, traverse la Prusse orientale, passe à Berlin «où les premiers bulletins de victoire sur le front occidental venaient d'être publiés. Ces nouvelles semblaient avoir redonné courage à une population à moitié affamée. Partout, on nous acclamait avec force, car les trains bondés de soldats et de matériel de guerre se suivaient de près entre la Russie et l'ouest, et tous pensaient que les troupes dégagées de Russie allaient briser le front franco-britannique, et forcer enfin la victoire finale. [...] La suite du voyage nous conduisit à travers la Ruhr, vers Düsseldorf et Cologne. Là on fut ravitaillés et on continua vers la Belgique. Beaucoup de paysans étaient en train de travailler aux champs. En montrant la direction du front, presque tous nous faisaient signe que nous allions nous faire égorger. Lorsque nous approchâmes de Laon, quatre bombes lancées par des avions tombèrent à côté du train : premier salut du front de l'ouest. Cependant il n'y eut aucun dégât. Nous devions être débarqués à Laon, mais on dut descendre une station plus tôt, la ville essuyant justement un puissant tir d'artillerie. On marcha vers La Fère. On passa la nuit dans ce petit bourg à moitié détruit. De l'avant, nous parvenait le tonnerre du feu des pièces d'artillerie.»

Extrait de *Cahiers d'un survivant. Un soldat dans l'Europe en guerre 1914-1918*, p. 213.

Présentation

Par Rémy CAZALS

Unité de recherche mixte 5136 FRAMESPA CNRS et Université de Toulouse Le Mirail CRID 14-18.

En août 1914, vers Berlin ou *nach Paris*, ils étaient partis pour une guerre courte. Sur leur carnet personnel, ils avaient écrit «*Campagne de 1914*». Les survivants durent ajouter 1915, 1916... Leurs vœux exprimaient l'espoir que chaque année nouvelle apporterait la paix. Les divers moyens mis en œuvre par le bourrage de crâne cherchaient à en persuader l'opinion. Au printemps 1917, de l'offensive Nivelle devait sortir la victoire. Janvier 1918 était le 42^e mois de guerre. Dans l'armée française, le total des morts, disparus et prisonniers au 1^{er} janvier 1918 s'élevait à un million et demi. Si l'on tient compte des blessés non récupérés et des hommes renvoyés à l'arrière, on comprend que les troupes étaient formées par les jeunes classes, toujours appelées par anticipation, et par ceux qui se considéraient comme des survivants. Les grands chefs militaires de 18 n'étaient plus ceux de 14. Ces derniers avaient dû céder la place à cause de leur manque de réussite. Moltke avait payé l'échec du plan Schlieffen. Falkenhayn chercha à se disculper en prétendant avoir voulu «*saigner*

à blanc» l'armée française, mais il n'avait pas pris Verdun qui était son objectif. En 1918, Ludendorff, second dans la hiérarchie, lança les offensives qui portent son nom. Il considérait qu'on lui avait «adjoint» le commandant en chef Hindenburg¹. Les coups de dés de la nouvelle direction furent perdants. La guerre sous-marine à outrance ne fit pas plier les Alliés et fut une des causes de l'intervention d'une armée américaine que les stratèges allemands avaient sous-estimée. Les attaques du printemps 18 eurent des succès éphémères et épuisèrent complètement l'armée allemande (p. 9-20). Ludendorff fut ensuite un des principaux artisans de la légende du coup de poignard dans le dos qui allait miner la République de Weimar (p. 68-69), provoquer l'assassinat du signataire de l'armistice (p. 70) et être exploitée par Hitler. Ludendorff publia dans les années 30 le livre *La guerre totale*, dans lequel il regrettait que celle de 14-18 soit restée «*insuffisamment totale*» si l'on peut employer cette expression. Du côté des Alliés, Pershing commandait les Américains; Haig, les Britanniques; Diaz, les Italiens, après le désastre de Caporetto en octobre 1917. A la tête de l'armée française, Joffre, «le vainqueur de la Marne», fut longtemps ménagé malgré ses

L'assassinat du signataire de l'armistice



Forêt de Villers-Cotterêts. 21 juillet 1918. Route de Villers-Soissons. Halte des troupes Hindoues venant relever les troupes franco-américaines. BDIC.



Vue de 3/4 d'un tank allemand intact à Poulainville - Somme 1918. Fonds Berthélé.

La ruée sur les métaux

C'est encore Dominik Richert qui écrit, à Framerville en mai 1918 : «*Peu de temps après, on fut informés qu'on recevrait tant et tant d'argent par kilo de plomb, cuivre, zinc, fer-blanc, etc., amené à un point de collecte dans le village. Le saccage qui suivit est indescriptible. Toutes les poignées de porte, de fenêtre furent démontées, les ustensiles de cuisine en cuivre confisqués, des toits entiers démontés et transportés pièce par pièce. Certains soldats reçurent plus de cent marks pour leur vol. Ils s'attaquèrent finalement aux cloches de l'église. Il y avait un certain nombre de spécialistes du démontage des cloches d'église en territoire occupé. Je dis au lieutenant Strohmayer que je trouvais inadmissible de s'attaquer aux cloches. 'Qu'est-ce que vous voulez, tous les moyens sont bons pour défendre une juste cause!' C'était l'excuse typique.»*

Extrait de *Cahiers d'un survivant...*, p. 234.

Américains étaient opérationnels en août, et des renforts importants continuaient à arriver. Leur intervention dans les combats en 1918 est présentée ici (p. 21-30). L'historien Mark Meigs, qui participe à notre ouvrage, a bien montré que la guerre des Sammies a été différente de celle des Européens, enlisés dans les tranchées depuis l'automne 14. La guerre des Américains a été courte, offensive et victorieuse. Ils sont apparus optimistes³ à leurs camarades français (et «riches comme Crésus») ⁴. Après avoir été détruits

L'âpreté des combats de l'été 1918

Installés près de Compiègne, Prosper Viguier et son équipe pratiquent 614 opérations entre le 15 et le 31 juillet 1918 : 591 sur des Français ; 7 sur des soldats alliés ; 16 sur des prisonniers allemands. Du 1^{er} au 10 août, ce sont encore 390 opérations.

D'après *Un chirurgien de la Grande Guerre*, p. 150-152.

au 19^e siècle, les Indiens sont ressuscités en tant que symboles positifs. On évoque leurs qualités guerrières qui deviennent par extension celles de l'armée américaine. La figure de l'Indien avec sa coiffure de plumes est utilisée comme signe distinctif, gravée par exemple par un Sammy sur la paroi d'une creute (voir p. 54). En même temps, citons cette lettre retrouvée par Mark Meigs dans laquelle le soldat Big Thunder écrit à sa famille qu'il aimerait être de retour chez lui pour travailler à la ferme, thème récurrent dans la cor-



Exhumation du char de type Mark IV female, D51 Deborah, Flesquières (Nord), novembre 1998. Photo: Jean-Marie Patin (MCC, SRA Nord-Pas de-Calais)



Près de Laon, le 14 octobre 1918. Route de Soissons, des civils venus au devant des troupes françaises en marche sur la ville.



Courtemont, 30 août 1918. Hôpital américain pour gazés : malades sous la tente.

respondance des combattants français de milieu paysan.

C'est le moment de redire qu'il faut rendre à la guerre de 14-18 la complexité qui est la sienne. Un conflit européen qui touche les populations des autres continents (p. 45-54). Une guerre de mouvement abandonnée contre leur gré par les généraux ; la réalité des tranchées même

« Il a beau faire soleil, on est toujours à l'ombre dans la tranchée »

fortune creusées et organisées à la hâte, je n'ai pour toit que le ciel bleu. Et comme les camarades je passe les nuits

à taper des pieds (car il fait bien froid), à tirer des coups de fusil pour me distraire ou me réchauffer les doigts et à me dire à chaque instant : Oh ! quand donc le jour se lèvera-t-il ? Le jour finit par arriver... et l'on est presque aussi malheureux. Il a beau faire soleil, on est toujours à l'ombre dans la tranchée. Il vous prend des envies quelquefois de grimper les talus, d'aller courir en pleine lumière. » ●

Rémy CAZALS

1 - Général Ludendorff, *La guerre totale*, trad. fr. 1936, p. 225.
2 - Voir Michel Goya, *La chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Tallandier, 2004, p. 333-369, chapitre intitulé « Le poing d'acier ».
3 - On retrouve le titre du livre de Mark Meigs, *Optimism at Armageddon*.
4 - Expression de Georges Cuvier, *La guerre sans galon*, p. 141.

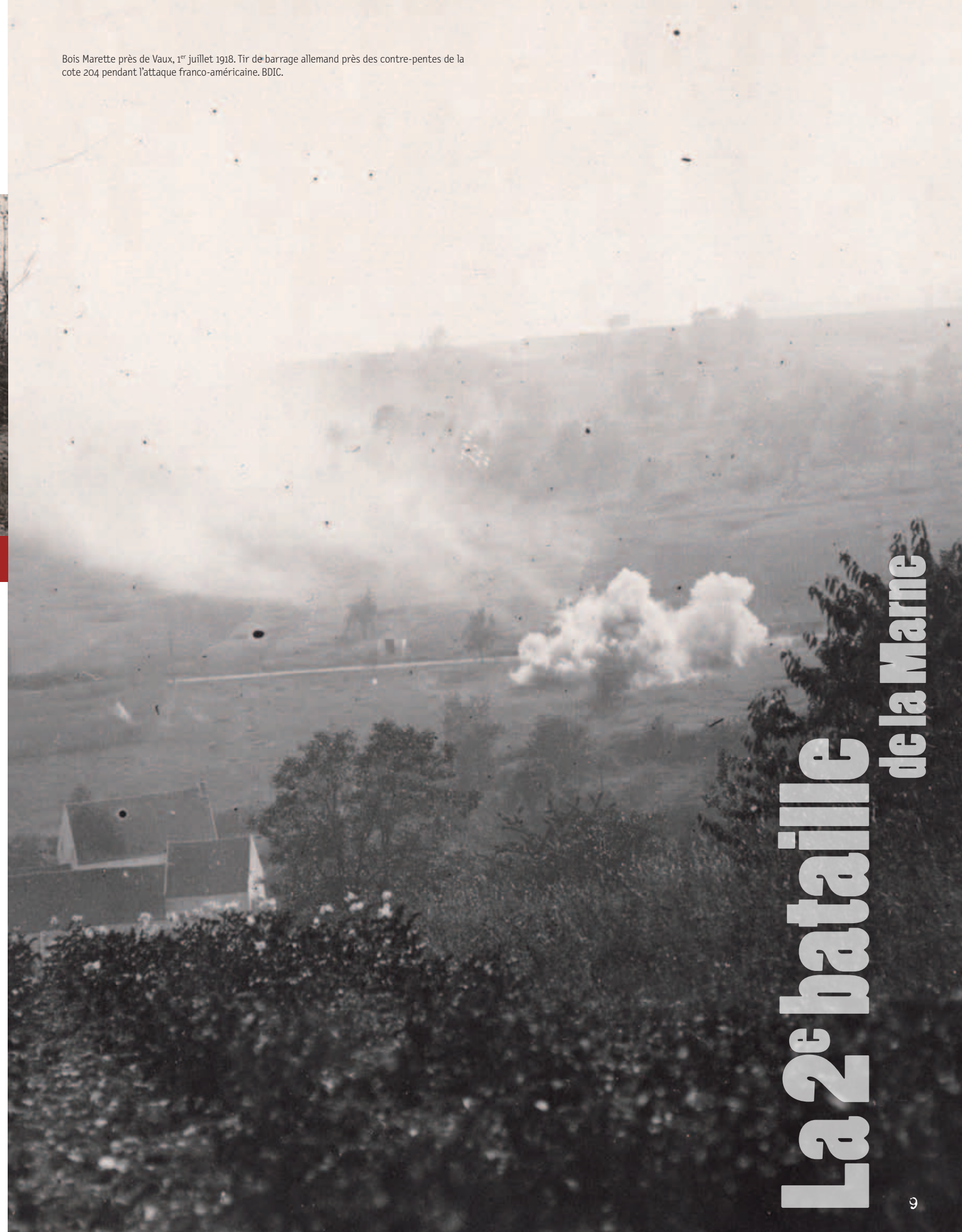
« C'est formidable ! »

En septembre 1918, le caporal Barthas, qui revient de convalescence, se trouve au dépôt du 248^e à Vitry. A l'occasion d'une visite au château des Roches-Noires où habita Mme de Sévigné, il écrit : « Dans le parc, il y avait une dalle ; si l'on y parlait dessus, il se faisait un jeu d'échos très curieux. J'y criai : 'Vive la Paix !' Puisse-t-il ce cri être répété à tous les échos du monde et aller frapper les oreilles des mauvais bergers des peuples. »

Plus tard, conférence sur l'aide américaine : « Donc cet officier embusqué, encore jeune, ce charlatan de morale, fit défiler à nos oreilles des chiffres fantastiques de canons, d'avions, de tanks, de Yankees armés jusqu'aux dents que déversait sans cesse une flotte colossale. Et à chaque tirade, en manière de conclusion, il s'écriait deux ou trois fois : "C'est formidable ! C'est formidable !" Ce fut d'abord des sourires, puis des rires étouffés qui fusèrent bientôt, éclatèrent irrévérencieusement. Les officiers avaient grand-peine à tenir leur sérieux [...]. A la fin, l'orateur lui aussi fut gagné par le rire qui secouait la salle entière, et cette bizarre conférence prit fin au milieu de l'hilarité générale. Ce qui était le plus drôle, c'est que cet émissaire de Clemenceau ne paraissait pas se douter le moins du monde du motif de cette hilarité et continuait à hacher toutes ses phrases de ces exclamations où il mettait toute sa conviction : "C'est formidable ! C'est formidable !" »

Extrait des *Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, p. 547-548.

Bois Marette près de Vaux, 1^{er} juillet 1918. Tir de barrage allemand près des contre-pentes de la cote 204 pendant l'attaque franco-américaine. BDIC.



Juin 1918 - Américains à Bois Belleau. L'illustration.

Du Chemin des Dames à la Marne, les Allemands épuisent leurs dernières cartes maîtresses

Du 27 mai au 6 août 1918, l'Aisne est l'épicentre de l'un des engagements déterminants de la Grande Guerre, la 2^e bataille de la Marne. Les Allemands reprennent le Chemin des Dames reconquis six mois auparavant, progressent au-delà de Château-Thierry et sont stoppés à moins de 100 kilomètres de Paris. A partir du 18 juillet, ils subissent à leur tour une violente contre-offensive, prélude aux combats qui mèneront les Alliés à la victoire.

À u début de mars 1918, une offensive allemande de grande ampleur ne fait plus de doute. La libération des troupes du front de l'est confère à Ludendorff un avantage numérique notable qu'il doit exploiter avant l'arrivée des Américains à un rythme accéléré. Les attaques sont attendues sur le front anglais, présumé plus faible que celui des Français. Probablement à la jonction des deux. Des mesures sont prises par Pétain et Haig pour parer à cette éventualité.

Le 21 mars débute la deuxième bataille de Picardie entre Croisilles (Pas-de-Calais) et La Fère (Aisne). Les deux premiers jours, la progression allemande est telle que l'aile droite de l'armée britannique est en très mauvaise posture. Des renforts français sont envoyés mais, entre temps, la situation s'est dégradée. Haig demande un soutien massif de l'armée française et la relève des armées britanniques très éprouvées. Pétain dépêche alors Fayolle et le Groupe d'armées de réserve (GAR) pour contenir l'offensive.

A partir du 27 mars, les Allemands portent leur principal effort au sud de la Somme. Le 9 avril, ils déclenchent une nouvelle offensive vers La Bassée (Nord). Les lignes anglaises cèdent une nouvelle fois et les Français viennent colmater la brèche. Le 25 avril, les Alliés perdent encore du terrain mais, le 29, les Allemands essuient un échec entre Ypres (Belgique) et les Monts (Nord).

Une offensive attendue

Si un calme relatif est revenu, l'inquiétude du Grand Quartier Général (GQG) est grande. Les attaques allemandes ont finalement été endiguées mais le front britannique, entre la Somme et l'Yser en ressort affaibli. Les pertes de cette armée atteignent 250 000 hommes. Une dizaine de divisions sur 62 sont désorganisées et les deux divisions portugai-



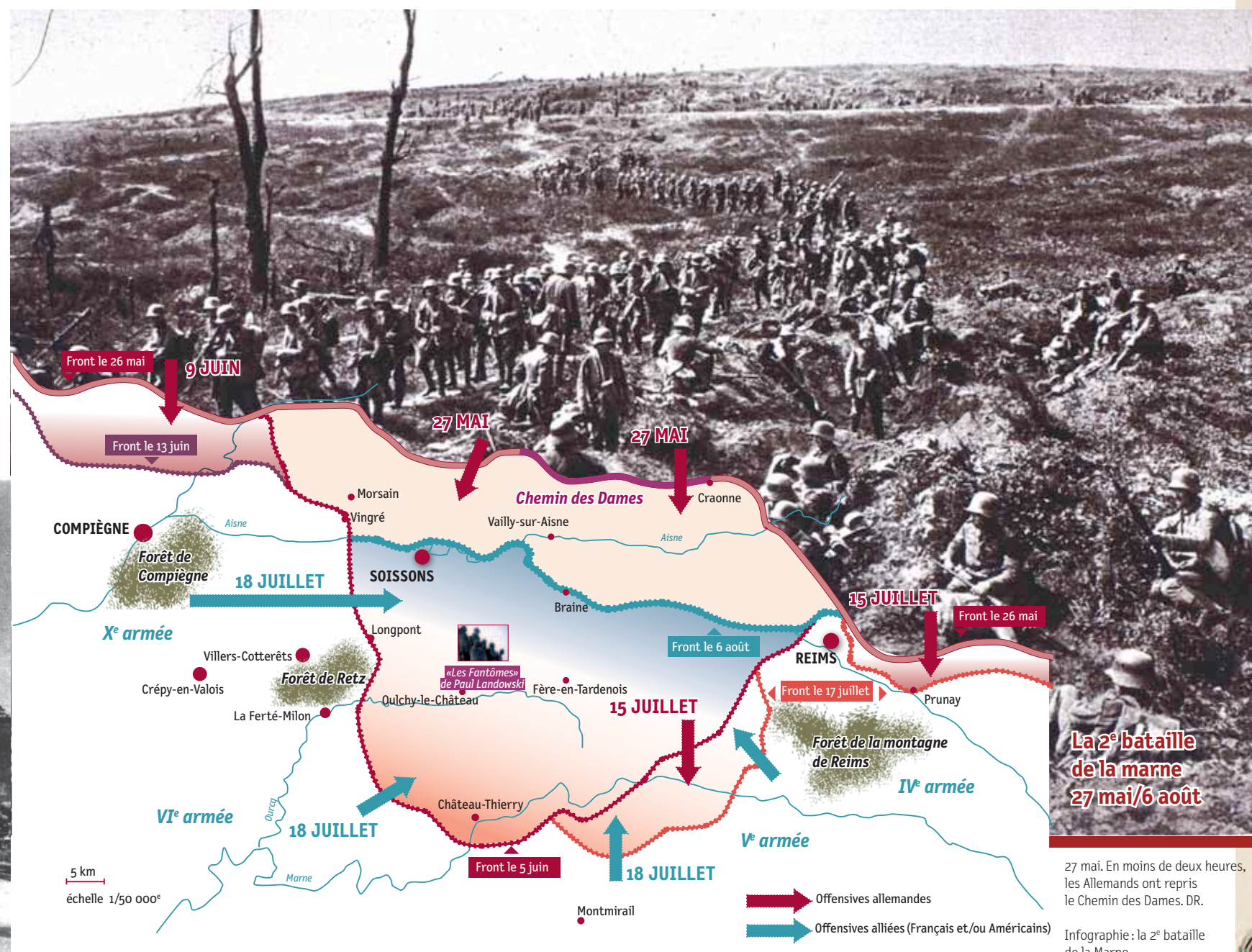
Aisne, en juin. Les Français bousculés se replient. Société historique de Soissons.

ses sont elles aussi hors de combat. L'armée américaine, en cours d'instruction et d'organisation, n'est pas encore en mesure d'apporter une aide efficace. Tout porte donc à croire que les Allemands feront rapidement une nouvelle et puissante tentative sur le front britannique. C'est effectivement leur intention. Toutefois, pour accroître leurs chances de réussite, ils décident d'entreprendre une opération de diversion dans le secteur du Chemin des Dames. La position est solide, mais Ludendorff sait que ce front est faiblement défendu. Placée sous le commandement du général Duchêne, la VI^e armée a en effet la garde d'un secteur étendu. Le long de l'Ailette, depuis Varesnes (Oise) jusqu'aux Cavaliers de Courcy (Marne), ses lignes s'étalent sur 92 kilomètres. Pour les défendre, il dispose de moyens réduits: 15 divisions dont 4 britanniques venues

en semi repos. En revanche, le massif du Chemin des Dames, avec ses pentes escarpées, facilite la défense.

En cas d'attaque, Duchêne entend résister sur les premières positions. Pétain, au contraire souhaite une défense sur la seconde ligne plus solide. Cela reviendrait à céder le plateau du Chemin des Dames gagné en 1917 au prix de sanglants efforts. Sous la pression de Foch, Pétain cède et le choix de Duchêne est retenu.

A Soissons et dans le sud de l'Aisne, la guerre semble bien lointaine. *L'Argus Soissonnais* du 18 mai s'intéresse au jugement de l'affaire du « Bonnet Rouge ». Les nouvelles de la guerre sont reléguées au second plan. Le 23 mai, sous le titre « Les Allemands étendront-ils leur front d'attaque? », le journal commente une dépêche de l'Associated Press.



La 2^e bataille de la Marne 27 mai/6 août

27 mai. En moins de deux heures, les Allemands ont repris le Chemin des Dames. DR.

Infographie: la 2^e bataille de la Marne.

L'agence croit à une attaque allemande entre Laon et Reims. Dans ce secteur, dit la dépêche, le front allemand « est bien desservi par des voies ferrées les mettant à même de faire par surprise une forte démonstration, dans le but d'attirer les réserves du général Foch, tandis que leur effort principal s'exercerait au nord ». Il n'y a pourtant aucun signe probant même si, vers la mi-mai, de vagues indices de préparatifs ont bien été perçus par l'aviation. En première ligne, des bruits de véhicules ont été entendus, mais pour en savoir plus il faudrait faire des prisonniers. Difficile, car les Allemands se dérobent. Ce n'est que le 26 mai que deux prisonniers révèlent que l'attaque sera déclenchée le lendemain et que la préparation d'artillerie débutera à 1 heure. La VI^e armée est mise en état d'alerte à 21 heures.

Duchêne aurait pu déclencher son artillerie immédiatement pour semer le trouble dans les troupes adverses en cours de rassemblement. Il préfère attendre la préparation d'artillerie.

La déferlante de mai

Le 27 mai à 3 h 40 du matin, le groupe d'armées du Kronprinz impérial passe à l'attaque avec 40 divisions. L'effort principal est porté sur le Chemin des Dames, là où la topographie est la moins favorable. Le secteur est tenu par la 21^e Division d'infanterie (DI) entre Chavignon et Froidmont, la 22^e DI entre Braye et Vauclerc et la 50^e DI britannique sur le plateau de Californie à Craonne. Sept puis dix divisions assaillent la 22^e, quatre puis six divisions

assaillent la 21^e. A 5 heures, les positions du Chemin des Dames sont enlevées, le plateau de Paissy investi. Vers midi, les Allemands ont atteint Terny, Vregny, Condé et l'Aisne qu'ils ont passée à Chavonne, Villers-en-Prayères et Pontavert. Le soir, ils ont dépassé la Vesle et atteint Braine, Tannièrre, Fismes, Roucy, Cormicy.

[suite page 12]

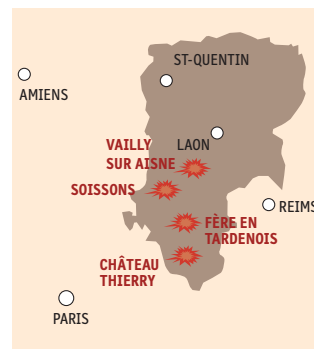
2^E BATAILLE DE LA MARNE

Combats pour la prise de Courcelles.
Archives départementales de l'Aisne.

Du Chemin des Dames à la Marne

[suite de la page 11]

Duchêne est mal informé, les lignes de communication ont été coupées, il ne reçoit que de vagues indications. Vers 10 heures, il sous-estime encore l'ampleur de la situation et commet de ce fait une erreur. Il prélève des troupes sur sa seconde ligne de défense pour renforcer des premières lignes qui en réalité n'existent plus. Les renforts se heurtent aux mitrailleuses allemandes et sont pris dans le mouvement de reflux général vers la rivière. Vers 8 h 30, Duchêne avait donné l'ordre verbal de charger les ponts de l'Aisne avec consigne d'attendre son ordre de destruction. A 11 heures, il délègue aux commandants de corps d'armée la décision de faire sauter les ponts quand ils le jugeront nécessaire. Le temps de retransmettre cet ordre, il est trop tard. Les Allemands ont passé l'Aisne à Vailly et Éuilly vers 9 h 30.



Durant toute la journée, les ordres de Duchêne sont en décalage avec les événements. Il faut tenir à tout prix sur la première ligne, prescrit-il, alors qu'elle n'existe plus. Il faut bloquer l'avance allemande sur la seconde ligne, alors qu'elle est débordée depuis longtemps. Il faut reprendre les ponts d'Éuilly et Vailly alors que les assaillants les ont franchis depuis plusieurs heures.

Au soir du 27 mai, les Allemands ont avancé de 20 km, la VI^e armée est disloquée, en pleine déroute. Ludendorff se retrouve face à une situation imprévue. Il s'attendait à une résistance opiniâtre de « l'ennemi » et il s'est volatilisé ! L'attaque de diversion a produit la rupture du front. Après quelques hésitations, il décide de poursuivre l'offensive jus-

qu'à la Marne. Des attaques latérales sur Soissons et Reims sont prescrites afin d'élargir la base de l'avance allemande.

Durant la journée du 28, le centre de la VI^e armée continue à céder. Toutes les tentatives d'arrêt du déferlement allemand se soldent par des échecs. A droite, les Anglais ont reculé pendant la nuit. A gauche, le 11^e corps d'armée du général Maud'huy est violemment attaqué au nord-est de Soissons et finit par céder.

En fin d'après-midi, les soldats allemands sont aux abords de Soissons et y entrent dans la soirée. Si à la fin de cette seconde journée, le centre de l'armée allemande a peu avancé, conformément aux ordres de Ludendorff, la base de l'attaque s'est élargie vers l'est et vers l'ouest. Soissons, Fismes et Jonchery sont occupés. Les Alliés réagissent par l'acheminement de renforts vers le théâtre des opérations : cinq divisions dont la Division marocaine, dans la région de Villers-Cotterêts (Aisne) ; cinq divisions dont une britannique dans la région de Reims ; deux divisions de cavalerie dans la Région de Montmirail (Marne). Ces unités ne seront opérationnelles qu'à partir du 30 ou du 31 mai.

Le 29 mai, les Allemands continuent en lançant des attaques dans les régions de Soissons et Fère-en-Tardenois (Aisne) où ils progressent de manière significative. Le soir, Pétain ordonne une contre-offensive pour le 31 mai, le temps de mettre en place le dispositif. Le lendemain, dans un nouvel effort que les Français ne parviennent pas à contenir, les Allemands atteignent la Marne à Château-Thierry (Aisne).

[suite page 14]

Passage de l'Aisne à Vailly-sur-Aisne par les troupes allemandes dans la matinée du 27 mai. Coll part.



DES CHARS DANS LES PAS DES CHEVAUX

Fin mai 1918 dans le secteur de Chaudun, près de Soissons, les hommes de la division marocaine sont les témoins, à 24 heures d'intervalle, de deux scènes qui illustrent le passage de la « guerre à l'ancienne » à la guerre moderne.

Ils assistent tout d'abord, le 30 mai à la pointe du jour, à une charge de cavalerie à cheval menée par le 4^e régiment de chasseurs à cheval, manœuvre destinée à appuyer le 299^e régiment d'infanterie qui a encaissé un assaut allemand sévère et subi de lourdes pertes. Les chasseurs sont appelés à la rescousse pour prévenir une nouvelle attaque adverse. Voici ce qu'on leur commande : « Le général vous prescrit de vous porter avec votre escadron de façon à attaquer à cheval le flanc droit de l'ennemi. Exécution immédiate ». Stationnés près du champ de tir de l'artillerie de la division marocaine, quatre-vingts cavaliers emmenés par le capitaine d'Avout s'élancent sabre au clair, comme à Waterloo, comme à Essling, plus d'un siècle auparavant...

Le lendemain, 31 mai, les combats font toujours rage dans ce secteur. La division marocaine voit ce jour-là passer, non plus des chevaux, mais les nouveaux chars légers Renault FT Chacun de ces engins engagés dans la charge affiche une puissance de... 35 chevaux.

Jean-Yves DUPAIN

Les Allemands ont pris la gare de Saponay et récupéré une grande quantité de matériels. Société historique de Soissons.



Jaurès Louis, Fils de Jean

Louis a 16 ans quand son père est assassiné. Les rumeurs indignes, qui insinuent que Jean Jaurès n'aimait pas la France, l'insupportent. Alors le fils du pacifiste rejoint les rangs des combattants sans attendre 1917, l'année où sa classe doit être appelée. « Quand on a l'honneur d'être le fils de Jean Jaurès, on doit donner l'exemple », déclare-t-il. Fin 1915, il intègre le 7^e Régiment de Dragons à l'âge de 17 ans. En 1918, il est aspirant au 10^e bataillon de chasseurs à pied. Le 3 juin, il est fauché debout dans les combats de la 2^e bataille de la Marne à Chaudun, près de Soissons. Son décès survient quelques heures plus tard à Pernant, commune dont le maire refusera que soit érigée une stèle en sa mémoire. C'est à Chaudun, où le maire est adhérent à la S.F.I.O., que sera élevée la plaque commémorative. Son inauguration a lieu en 1936 en présence de Léon Blum alors président du Conseil du Front Populaire.



Le 30 mai, évacuation de la Ferté-Milon devant la poussée allemande. BDIC.

28 MAI, SOISSONS : LA DÉFENSE BRISÉE

Les soldats allemands aimaient l'Aisne et la narration qu'ils donnent de la prise de Soissons, le 28 mai, semblerait presque bucolique... Ainsi du témoignage de l'oberleutnant Boehlm, du 12^e Grenadier, qui s'attache à des considérations bien peu guerrières : « A l'ouest, où le soleil s'incline, le rougeoiement du couchant apparaît. Dans la magnifique vallée de l'Aisne, se trouve Soissons, autrefois très disputé ». Ou encore de celui du capitaine qui dirige le bataillon et qui comme d'autres a participé à la première bataille de la Marne : « Regardez les gars, nous étions ici en 1914, voilà notre beau Bucy ».

L'heure pourtant n'est pas au voyage d'agrément. En ce jour, l'objectif allemand est la cité de Clovis. L'avancée des troupes se fait sans relâche. Parve-

nues sur les hauteurs de la ville, elles intensifient encore le rythme de marche : « Notre pas accéléré se transforme en une course à pied... Lorsque les premiers hommes ont atteint le camp et ont ouvert le feu sur l'ennemi qui se retire, on ne pouvait plus retenir le reste du bataillon ». Pourtant, tout n'est pas si simple pour les soldats allemands. Ils essuient dans le dos un tir d'artillerie, ils sont bombardés par l'aviation... A chaque fois, c'est leur propre armée qui, par erreur, les prend pour cible ! Quant aux Français, ils tentent de faire sauter un pont sur l'Aisne et d'empêcher ainsi l'inexorable progression adverse. L'explosion se produit, alors que les Allemands ne sont qu'à cent mètres du but. Les poutrelles sont bien tordues, mais les piles du pont ont tenu bon. « Avec l'eau à 15 mètres sous nos

pieds, nous parvenons à l'autre rive, tout le bataillon et sans perte », relève l'oberlt Boehlm. Le soir, après 22 heures, un bataillon de défenseurs, le 3^e B.C.P., se reforme au lieu-dit Maison-Neuve, croisant des isolés qui fuient Soissons et déclarent que la ville est occupée. Le sous-lieutenant Blondin et deux soldats à bicyclette s'en vont en reconnaissance, constater l'étendue des dégâts. Quand ils reviennent, ils racontent n'avoir vu qu'un soldat français tué au milieu de la rue. Soissons est aux mains des Allemands.

J-Y. D.

2^e BATAILLE DE LA MARNE

30 mai 1918. Évacuation de la Ferté-Milon devant la poussée allemande. BDIC.

Du Chemin des Dames à la Marne

[suite de la page 12]

La journée du 31 mai n'est pas faite pour apaiser les craintes du commandement français. Les Allemands ne passent pas la Marne mais développent leurs attaques vers le sud-ouest en direction de Paris. La contre-offensive française est plusieurs fois reportée au cours de la journée. Puis, faute de moyens disponibles elle se limite au secteur de Missy-aux-Bois (Aisne) où le 1^{er} corps d'armée ne parvient pas à avancer. Le 1^{er} juin, les Allemands progressent encore jusqu'à Longpont, Faverolles, Troesnes, Bournesches (Aisne). La situation semble se stabiliser à l'est, mais la pression allemande reste forte entre l'Ourcq et l'Aisne.

Durant les premiers jours de juin, les Allemands lancent de nouvelles attaques. Le 3 juin sur la Savière l'action conjuguée de l'infanterie, des chars Renault et des avions Bréguet XIV permet de les repousser. Le 4 et les jours suivants, la 1^{re}

division US rejette les Allemands à Bois Belleau. Des combats particulièrement âpres se livrent dans le secteur d'Ambleny-Cutry. Partout les troupes françaises tiennent bon. L'offensive est stoppée. En moins d'une semaine, les Allemands ont avancé de 40 km. Les Alliés ont perdu 60 000 prisonniers et des matériels en quantité qui étaient entreposés dans la région située entre l'Aisne et la Marne avec notamment l'énorme gare régulatrice de Fère-Saponay et les hôpitaux de Mont-Notre-Dame et Prouilly.



Règlement de compte à l'arrière

A l'arrière, la déroute du Chemin des Dames est mal perçue. Les députés multiplient leurs attaques contre le haut commandement. Mal informés, ils considèrent qu'un tel échec ne peut être dû qu'à des défaillances graves du commandement. A la tribune de la Chambre, Clemenceau couvre Foch et Pétain et obtient finalement le soutien du Parlement. Quelques jours plus tard, pour calmer l'opinion publique, il prend des sanctions inévitables. Duchêne est limogé. Il a certes des responsabilités, mais les effectifs placés sous ses ordres pouvaient-ils vraiment contenir l'ennemi à un contre quatre ? Micheler qui a réussi à conserver Reims est aussi limogé de même que Franchet-d'Esperey à qui on ne peut faire le moindre reproche. Les généraux des trois divisions écrasées sont aussi relevés de leur commandement.

L'attaque sur la Somme à laquelle on s'attendait se produit le 9 juin sur le Matz. Les Allemands progressent de 8 km, mais la riposte française du 11 juin les arrête. La situation restant critique entre Marne et Aisne, après bien des hésitations, Foch se décide à envoyer un nouveau renfort avec la X^e armée entre Villers-Cotterêts et Dormans. Mangin limogé en 1917 fait son retour comme commandant d'Armée.

[suite page 16]



1^{er} Juin. Une batterie d'artillerie se replie pendant l'offensive allemande dans le secteur de Soissons. Photo L'illustration.

LA SAVIÈRE, RUBICON DE L'ARMÉE ALLEMANDE

En juin 1918, la forêt de Retz constitue le dernier obstacle avant la capitale et c'est le ru de Savière, un modeste affluent de l'Ourcq sur la lisière orientale du massif forestier, qui va faire rempart à la formidable pression allemande. A partir du 1^{er} juin, les villages qui encadrent son petit ravin, Corcy au nord, Faverolles au sud, connaissent les pires heures de leur histoire : conquis et occupés, ils sont plusieurs fois repris par les Français, maison par maison, pendant trois longs jours, tandis que les Allemands progressent à travers les marais de Javage pour contourner l'obstacle.

La 128^e Division d'Infanterie du général Segonne lance plusieurs contre-attaques, soutenues par les chars légers Renault dont c'est l'un des tout premiers engagements. Mais les renforts allemands affluent toujours et inondent le secteur de gaz moutarde : il faut faire appel de toute urgence à une autre « arme nouvelle », l'aviation de bombardement. Dans la seule journée du 4 juin, cent vingt avions Bréguet XIV déversent sur le ru 7 200 obus en deux rotations. Un déluge qui bloque net la progression allemande ! Pour la première fois, l'arme aérienne a stoppé une offensive majeure. Le général de Maud'huy (2^e Corps de la VI^e Armée) indique dans son rapport quotidien : « L'ennemi n'est pas arrivé à briser notre résistance sur la ligne qu'il lui est interdit de dépasser ».

Pendant quatre jours, ces deux kilomètres de Savière ont ainsi constitué un petit Verdun. A huit kilomètres, Villers-Cotterêts n'a reçu que quelques obus à longue portée, Paris est sauvé. C'est de ce même secteur de la forêt de Retz que sera lancée, six semaines plus tard, la contre-offensive finale.

Alain ARNAUD

LES PERTES DE LA X^e ARMÉE

Selon le rapport Marin, les campagnes défensives de mars à juin 1918 se sont traduites par 167 000 tués pour l'ensemble des unités françaises engagées. Pour reprendre le terrain perdu jusqu'à la victoire, de juillet à novembre, 158 000 hommes ont encore été tués.

Pour la seule X^e armée du général Mangin, les pertes (tués, blessés et disparus) entre le 16 juillet et le 31 octobre s'élèvent à un total de 139 302 hommes :

Pertes de la X ^e armée	Tués	Blessés	Disparus	Totaux
16 juillet au 5 août	5187	31313	4705	41205
6 au 31 août	4216	28195	4001	36412
1 ^{er} au 30 septembre	3261	19461	1809	24531
1 ^{er} au 31 octobre	4144	29177	3833	37154
Totaux	16808	108146	14348	139302

Prisonniers français à Laon en juin 1918. DR.



«DEVANT MOI, DES SOLDATS AMÉRICAINS»

Christoph Fisher est lieutenant dans l'armée allemande. Son unité, le 48^e régiment d'artillerie, est engagée, début juin, dans le secteur d'Ambleny, près de Soissons. Il témoigne de son premier face à face avec des soldats américains : « Nous avons installé notre cantonnement dans une grotte, dont l'entrée se trouvait dans un chemin creux [...] qui va de Pernant à Ambleny. D'après le haut commandement allemand, nous n'attendions pas d'attaque française, ce qui apportait un véritable soulagement pour nos unités, épuisées [...] Officiers et hommes de troupe dormaient profondément, lorsque je sursautais, réveillé par le feu violent de l'artillerie ennemie et des avions qui volaient bas. Il était 5 heures 30 du matin. [...] Je vis, à ma grande surprise, que la position de

tir de notre batterie 9/502 sur la colline à l'ouest de Patry était déjà occupée par l'ennemi. Les sentinelles étaient prisonnières. [...] L'ennemi avançait. [...] Ces troupes étaient des Américains. C'était la première fois que j'avais devant moi des soldats américains. Leurs uniformes et leurs armements m'apparurent comme quelque chose d'irréel. [...] Conformément aux ordres reçus, je détruisis notre poste récepteur. Une caisse de papiers sous le bras, je courus avec mes hommes vers la batterie 5/48 [...] à l'ouest de Pernant. Ma caisse fut détruite à coups de fusil et je soutenais un camarade qui avait reçu une balle dans la bouche. [...] Les lignes françaises s'étaient approchées très près de nous [...] Les artilleurs ne pouvant plus tirer, ils se défendirent à l'aide de leurs mitrailleuses jusqu'à ce qu'ils tombent ».

Crouy, 7 février 1918. Fantassins américains dans les ruines d'une maison. BDIC.

LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE

La Croix de Fer près de Chaudun, le 21 juillet 1918. Près de la route de Villers-Soissons. Mise en batterie d'un canon allemand par les Français. BDIC.

Du Chemin des Dames à la Marne

[suite de la page 14]

Pendant un mois, les deux camps sont dans l'expectative, mais chacun prépare sa prochaine offensive. Ludendorff prévoit une attaque convergente vers Epernay et en direction de Châlons-sur-Marne afin de faire sauter le verrou de Reims. Elle sera accompagnée d'une offensive sur le front de Champagne. Le projet allemand est rapidement éventé. Les reconnaissances aériennes ont donné de nombreux indices, confirmés par les interrogatoires de prisonniers. Le 15 juillet, lorsqu'ils lancent leur attaque, les Allemands sont attendus par des tirs de barrage. En Champagne, ils ne parviennent pas à avancer. Vers Dormans, ils ont passé la Marne et progressé de cinq kilomètres. Dans la vallée de l'Ardre, à l'issue de violents combats, la V^e armée et le corps d'armée italien stoppent les Allemands. Le 17, Ludendorff abandonne l'offensive et met ses troupes sur la défensive.

Mangin reprend la main

Pendant ce temps, Mangin prépare la contre-offensive française. Il s'agit de mener une attaque sur Soissons afin de couper le lien ferroviaire qui relie les Allemands à leurs arrières. La voie ferrée Crouy, Missy, Bazoches, Fère-en-Tardenois constitue le cordon ombilical des armées allemandes. Des opérations partielles vers Coevres

et Longpont permettent de se placer en situation plus favorable. Elles servent de tests, révèlent que l'ennemi manque d'effectifs et que le moral n'y est plus.

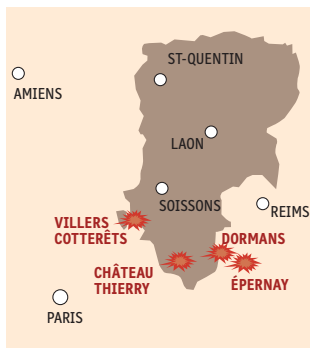
Mangin propose donc de remplacer l'attaque sur Soissons par une large contre-offensive de nature à changer le cours de la guerre. Menacée sur ses flancs, l'armée allemande sera contrainte de se replier. L'effort principal sera dévolu à la X^e armée de Mangin. La V^e à l'est et la VI^e au sud accompagneront l'attaque.

L'offensive de la X^e armée est préparée dans le plus grand secret. Les troupes d'attaque de Mangin viennent se mettre en place derrière les troupes déjà en ligne. Elles sont acheminées de nuit et doivent rester immobiles durant le jour. Les chars sont rassemblés sous le couvert de la forêt de Villers-Cotterêts.

Dans la soirée du 17 juillet, les vagues d'assaut se déploient en silence en attendant que le premier coup de canon donne le signal de l'attaque. Cette fois, pour créer la surprise, il n'y aura pas de préparation d'artillerie. L'infanterie avancera derrière un barrage roulant.

[suite page 18]

1 - Forêt de Villers, 19 juillet 1918. Camions déchargeant des vivres sur une base de ravitaillement américain. BDIC.
2 - Longpont, 18 juillet 1918. Dans le petit bois, relève des blessés français, américains et allemands après le premier pansement. BDIC.



L'OBJECTION DE CONSCIENCE DE VAN VOLLENHOVEN

Au moment de la déclaration de guerre, Joost Van Vollenhoven est Gouverneur général d'Indochine, territoire alors colonie française. Ce Franco-hollandais, né à Rotterdam le 21 juillet 1877, ayant vécu sa jeunesse en Algérie, naturalisé français en 1899, rejoint le front en mai 1915. A sa demande, il a obtenu d'être déchargé de ses fonctions de Gouverneur pour être affecté au régiment d'infanterie coloniale du Maroc. Blessé à plusieurs reprises, Joost Van Vollenhoven retrouve ensuite un poste de Gouverneur général. Paris le nomme à Dakar. C'est là qu'il va exprimer son opposition à la politique de recrutement des Africains pratiquée par les autorités françaises. Il conteste en particulier l'intensification de ces recrutements destinés à regarnir les rangs de l'armée saignés à blanc par des mois et des mois de combats. En désaccord avec Paris, le Gouverneur veut redevenir soldat. Il démissionne et demande comme un privilège à rejoindre son unité sur le front. Le 19 juillet 1918, lors de la contre-offensive française dans le secteur de Villers-Cotterêts, le capitaine Van Vollenhoven est grièvement blessé à Parcy-Tigny. Une balle l'a frappé à la tête. Son décès survient le lendemain au cours du transport vers l'ambulance. Son corps est inhumé à Montgobert à l'orée de la forêt de Villers-Cotterêts.

1 - Château-Thierry le 22 juillet. Le pont sur la Marne détruit. BDIC.
2 - Distribution de vivres en présence du préfet et du sous-préfet aux habitants de Château-Thierry restés dans la ville pendant l'occupation allemande. BDIC.

CHÂTEAU-THIERRY ALLEMAND

Souvent attribuée aux Américains, la libération de Château-Thierry, le 21 juillet, résulte en réalité de l'action du 153^e RI. Dans la nuit du 20 au 21 juillet, le 153^e prend le bois de la cote 204 qui domine la ville. A 6 h 30, la compagnie Marty atteint la sous-préfecture sans combattre. Les Allemands ont été surpris, ils s'enfuient.

Un mois et demi plus tôt, le 30 mai, la prise de la cité par les Allemands se déroulait dans des conditions bien plus dramatiques. Ce jour-là à midi, les administrations sont parties quand les Allemands sont sur la Marne vers Brasles. La 10^e division coloniale du général Marchand doit bloquer leur avance. Face à trois divisions, quatre bataillons défendent la cité et ses environs. Ils seront rapidement débordés.

Dans la nuit, les Allemands s'infiltrèrent jusqu'à l'église Saint-Crépin. Ils installent une mitrailleuse dans le clocher. La ville est prise en tenaille. Vers 22 heures, le 53^e RIC l'évacue. A droite les Sénégalais ont repassé la rivière sur les ruines du pont de Brasles. Marchand demande le renfort d'une division américaine qu'il déploie le long de la rive gauche de la Marne. 130 mitrailleuses protègent les abords du pont. Pourtant une section d'assaut allemande réussit à s'y engager. Une formidable explosion se produit alors. 1600 kg de mélinite ont réduit à l'état de gravas l'arche qui datait de 1788.

Une compagnie du 53^e RIC demeure coincée dans le vieux château. La nuit suivante, le soldat Legras, originaire de Crouttes, un village du secteur, réussit à se faufiler jusqu'à la Marne qu'il traverse à la nage pour rejoindre les lignes françaises. Grâce à cela, la nuit d'après, des barques permettent l'évacuation des encerclés.

D.R.
(D'après les recherches de G. Robinette).



ET LE COUPABLE SERA DUCHÊNE !

Après le désastre du 27 mai et des jours qui suivirent, le gouvernement français envisage de faire voter une loi afin de juger les généraux responsables. Il se limite finalement à instaurer une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la percée allemande et l'échec français. Le 4 janvier 1919, le général Duchêne qui avait été considéré comme le principal responsable fait cette déposition (SHD 6N53) dans laquelle il évoque la conversation qu'il a eue avec Pétain : « Comme j'ai été autorisé par le ministre à vous dire absolument tout, je me considère dégagé et voici : Il [Pétain. NDLR] m'a raconté la conversation qu'il a eue avec le Président du Conseil [...]. Il a été dit dans cette réunion, à laquelle assistaient Foch, Pétain et le ministre de la guerre : « Les circonstances sont telles qu'il ne faut pas qu'il y ait

aucun ennui pour le Gouvernement. » Conséquence de cette consigne, la recherche des responsabilités se focalise sur les militaires. Foch ne pouvant être mis en cause, le responsable exigé par la Chambre pourrait bien être Duchêne, malgré l'opposition de Pétain qui déclare : « non, ce n'est pas possible. Je l'ai toujours couvert. Je le couvre encore. Il n'est pas coupable. S'il vous faut un responsable, prenez-moi. » A cette sortie de Pétain, Clemenceau oppose un refus catégorique : « mais nous sommes en guerre, lance t-il, nous n'avons pas de choix à faire. Vous êtes militaire comme tout le monde. Vous obéirez comme tout le monde. » A la fin de son tête-à-tête avec Duchêne, Pétain s'était exclamé : « C'est de la politique. Nous n'y pouvons rien. Nous n'y comprenons rien ». D.R.

L'OFFENSIVE DIRIGÉE D'UNE TOUR... PAR TÉLÉPHONE

Pour diriger depuis la forêt de Retz, près de Villers-Cotterêts, la grande offensive alliée déclenchée le 18 juillet, Mangin dispose d'un échafaudage en charpente. Cet observatoire possède huit niveaux et culmine à la hauteur de la cime des hêtres, à 18 mètres du sol. Il se trouve au lieu-dit « Tour Réaumont », l'un des points hauts du massif forestier, d'où le regard de Mangin peut porter à plus de dix kilomètres vers l'Est. A l'aube du 18 juillet, après le violent orage de la nuit, la brume enveloppe les arbres, bientôt remplacée par la fumée de l'artillerie, et les jumelles ne suffisent plus. Mais grâce à une ligne de trans-

mission téléphonique, le général distribue ses ordres aux divisions disséminées sur le terrain et reçoit d'elles les détails de leur progression, aussitôt consignés sur une carte. C'est depuis ce P.C. aérien d'un jour que Mangin a pu coordonner l'offensive alliée. L'historique de la X^e Armée indique que Pétain et Fayolle y sont eux-mêmes montés dans l'après-midi pour mieux apprécier la situation. L'observatoire Mangin, selon le nom retenu par l'Histoire, avait-il été réalisé par le Génie à la demande du général? C'est l'idée généralement admise. Mais comment aurait-ce été possible en

trois jours à peine, à portée immédiate des observateurs allemands? Il faut plutôt retenir l'explication du propre fils de Mangin, affirmant que la « Tour Réaumont » constituait déjà un poste de surveillance des Eaux et Forêts qui fut sommairement aménagé pour le déclenchement de l'offensive. Déséquilibrée par une tempête en octobre 1924, la structure originelle a disparu. Un monument commémoratif a été inauguré sur place le 14 novembre 1926, en présence du maréchal Foch et du général Weygand. Alain ARNAUD

2^E BATAILLE DE LA MARNE

Une dame âgée de 84 ans et son fils. Les deux seuls civils restés dans Soissons au moment de la libération de la ville, selon les opérateurs photos de l'armée. BDIC.

Du Chemin des Dames à la Marne

[suite de la page 16]

La X^e armée dispose de 17 divisions, dont deux américaines, de six groupements de chars moyens et d'un régiment de chars légers. Au sud, la VI^e armée met en ligne six divisions et 500 chars. A l'est, la V^e armée encore engagée dans la bataille défensive de Champagne se contentera de tenir ses positions. Au total, les Français bénéficient d'une supériorité numérique: 23 divisions contre 19 divisions allemandes.

La soirée du 17 est calme, pas un coup de canon. Un orage vient troubler ce silence puis le front retombe dans sa torpeur. Pourtant, vers Cutry (Aisne),

le 13^e bavarois de réserve a perçu des bruits de moteurs. L'artillerie de la 11^e division bavaroise se déchaîne, puis tout se calme. Soudain, à 4 h 15, deux déserteurs français passent dans les lignes du 13^e bavarois. Ils veulent se soustraire disent-ils, à une attaque d'ensemble. Mais il est trop tard: lorsque l'information parvient au P.C. de la division, la tempête se déchaîne.

A 4 h 35, de Novvron (Aisne) jusqu'à la Marne, les vagues d'assaut suivent de près le barrage roulant. Les Allemands surpris dans leur sommeil sont collés au sol par le bombardement. Chars et fantassins surgissent à travers la brume matinale et la fumée des canonnades. Vers 9 heures, les vagues d'assaut ont atteint Pernant, Missy, Chaudun, Vierzy. Partout les Allemands battent en retraite, mais dans l'après-midi, ils se ressaisissent. Le lendemain, l'armée Mangin reprend son avancée. Elle atteint Villemontoire, Tigny, Hartennes, Saint-Remy-Blanzly. L'artère de ravitaillement de l'armée allemande, la voie ferrée Crouy-Fère en Tardenois est menacée.

Foch croit pouvoir prendre au piège la VII^e armée de

Von Boen, mais Ludendorff a déjà ordonné la retraite. Les Allemands reculent par étape en se défendant pied à pied. Le 2 août, ils repassent la Vesle et l'Aisne en aval de Missy, Soissons est libéré. Foch ne souhaite pas poursuivre l'offensive. Il va maintenant porter ses efforts sur la Somme, là où les Allemands pensent que les Alliés ne sont pas en état d'attaquer. Le 8 août, début de l'offensive sera, selon l'expression de Ludendorff, «le jour noir de l'armée allemande» avec la réédition aggravée du 18 juillet. Le 17 août, la X^e armée de Mangin reprend sa marche en avant et atteint bientôt l'Ailette.

Ludendorff doit se résigner à la retraite. Du terrain conquis par les offensives de printemps en Picardie et dans l'Aisne, il ne reste rien. Il va devoir maintenant affronter l'offensive générale de septembre qui va terminer la guerre. ●

Denis ROLLAND



Soissons libéré. BDIC.



UN HOMME SEUL DANS SOISSONS

Le 2 août 1918, Aimé Davaille est le premier soldat français à entrer dans Soissons qu'il parcourt à cheval, seul, dans le cadre d'une mission de reconnaissance. Il contourne la cathédrale, mesure les dégâts causés par les obus, revient à son point de départ. Son lieutenant lui commande alors de retourner dans la ville une seconde fois avec ordre de pousser plus loin, jusqu'à approcher les premières lignes allemandes: «Je suis donc reparti jusqu'aux bords de l'Aisne et j'ai trouvé un bivouac. Le feu flambait encore entre les pierres». Soudain, au moment de faire demi-tour, le chasseur du 20^e régiment essuie quelques rafales de mitrailleuse auxquelles il réchappe en se cachant dans un bois de sapins.

De cette mission dont il sort indemne, il rapporte un souvenir: une tortue trouvée errante dans le centre. Un être vivant inoffensif qui n'avait pas encore déserté la ville...

J.-Y.D.

«LE PLUS BEAU JOUR DE MA VIE»

Témoignage du lieutenant F. Tassin du 2^e bataillon de chasseurs à pied sur le 18 juillet date du début de la contre-offensive française.

«L'attaque partit à 4 heures 30 du matin [...] sans préparation d'artillerie. Au pas de gymnastique, nous grimpons la forte pente [...]. Au sommet, nous trouvons [...] une tranchée où un Boche, l'arme posée à côté de lui, monte la garde près d'une sape. Il est stupéfait de nous voir et lève aussitôt les bras en l'air. Les occupants de la sape se rendent [...]. Nous continuons notre avance, [...] l'enthousiasme est grand et un quart d'heure plus tard nous arrivons, en traversant ce grand plateau au-dessus de Saconin-et-Breuil, sur les canons allemands de 77 qui [...] nous tirent à blanc dessus sans d'ailleurs nous faire de mal. Nous dépassons les canons, les artilleurs ayant été tués ou envoyés vers l'arrière et arrivons sur une creute [...]. Je place un fusil-mitrailleur à l'entrée [...] et je m'avance en criant «heraus». Il sort alors de cette caverne bon nombre d'Allemands stupéfaits qui sont recueillis par la section de renfort et nous descendons la pente sur Saconin [...]. Remontant la pente, nous traversons à nouveau le plateau [...]. Vers 16 heures, je pense, nous repartons et arrivons à hauteur de Mercin-et-Vaux, Saconin [...] au-dessus de Soissons. Il n'y a plus de résistance, les Allemands rencontrés, peu nombreux maintenant, lèvent les bras sans difficulté. [...]. Mais arrivés presque dans le faubourg de Soissons, nous recevons l'ordre de faire demi-tour car sur la droite, la progression a été stoppée et il y a un gros décalage dans les lignes [...]. J'ai dit souvent et je le répète aujourd'hui, cette journée du 18 juillet 1918 a été le plus beau jour de ma vie».

«UNE SÉPARATION HONORABLE EN BONNE CAMARADERIE»

Témoignage du lieutenant allemand Walter Zimmerman, commandant d'une compagnie de minenwerfer sur une séparation «à l'amiable» entre un groupe d'Allemands et un groupe de Français qui sont face à face le 18 juillet dans le secteur de Soissons:

«L'artillerie française ouvrit un feu dispersé et les poilus attaquèrent [...] Sans que nous nous en aperçûmes, nos positions étaient franchies. Soudain un sous-lieutenant français avec une douzaine d'hommes se trouva dans mon emplacement et me déclara que j'étais son prisonnier. Nous autres étions pas mal étonnés, ignorant complètement la situation. Moi, je lui expliquais que c'était lui qui était mon prisonnier car nous étions en majorité et que les troupes risquaient une contre-offensive. Embarras, étonnement, incertitude. La situation était en vérité confuse pour nous deux. Les soldats s'assirent sur le sol et [...] nous discutâmes la situation [...]

Je pris une résolution et proposai une séparation honorable en bonne camaraderie, car nous deux n'étions pas responsables de la guerre et nous ne la finirions pas. Mon camarade de l'autre côté faisait la sourde oreille. Ces propos n'étaient pas acceptables et indignes d'un soldat.

Un autre coup de ma part: «voyez, là-bas (montrant vers l'ouest) votre bonne amie se soucie de vous, elle vous protège avec ses prières. Là-bas (montrant vers l'est) la mienne, Hedie, s'inquiète aussi de moi. Voulez-vous faire du chagrin à ces deux filles?... Non pas du tout!»

Les poilus et mes gars se ragaillardissaient. Nous serrant les mains et nous souhaitant bonne chance, nous nous séparâmes à la manière de champions après un match nul».

D.R.

Témoignage en français dont la forme a été conservée.



1 - Été 1918 : combats aux abords de Courcelles. Archives départementales de l'Aisne.
2 - La Chapelle-Monthodon, 24 juillet 1918. Un coin du village. Soldats nettoyant une mitrailleuse. BDIC
3 - Passy sur Marne, 21 août 1918. Maison détruite. Villageoise retrouvant des lits dans les ruines. BDIC

2^e BATAILLE DE LA MARNE

Coincy (Aisne) - 29 juillet 1918.
Chars Renault. BDIC.

LES ITALIENS REPRENNENT LE CHEMIN DES DAMES

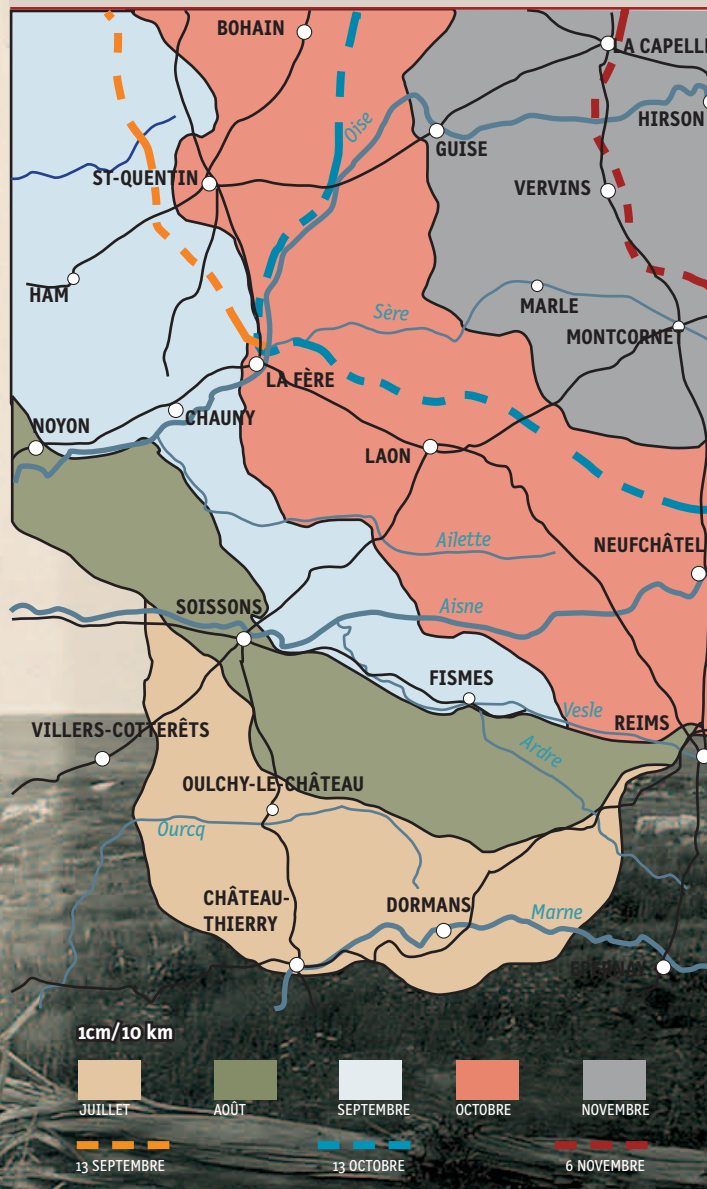
En avril 1918, le gouvernement italien ordonne l'engagement en France du 2^e corps d'armée, commandé par le général Albricci, en échange du renfort de plusieurs divisions françaises sur le front italien où, depuis Caporetto, on a des craintes sur la fiabilité des troupes italiennes. Le général Foch salue dans la décision de Rome «la volonté des Alliés d'aboutir à la victoire finale par l'union de tous». Des travailleurs transalpins sont également dépêchés en France pour effectuer des travaux d'infrastructures pour l'armée. Fin juin, les soldats italiens ont pour mission de

défendre une partie du front oriental de la poche de Château-Thierry que l'offensive allemande des semaines précédentes a créée. En août, ils sont engagés dans la Somme dans la troisième bataille de Picardie. Puis, dans l'Aisne, à l'approche du Chemin des Dames, les 13 et 14 septembre, leurs batteries entrent en ligne aux côtés de celles des Américains qu'elles remplacent peu après. Dix jours plus tard, le 2^e corps d'armée italien est au pied du Chemin des Dames. S'il est dans un premier temps cantonné à des tâches défensives, le général Albricci a néanmoins pris les dispositions nécessaires pour que ses hommes puissent profiter d'éventuelles situations favorables. Ce qui se produit à plusieurs reprises. Ainsi, de Braye-en-Laonnois à Soupir en passant par Chavonne,

les combats se succèdent jusqu'à ce que, le 11 octobre à 1 heure, les premiers bataillons prennent enfin position sur le Chemin des Dames... Les Italiens ont bien mérité les mots d'éloge que le général Mangin prononce le soir même. ●
J.-Y. D.



Château-Thierry, 24 septembre 1918. Infanterie italienne traversant la ville. BDIC.



L'évolution de la ligne de front au cours des cent derniers jours.

Les cent derniers jours

Au début du mois d'août, Foch prend conscience du fait qu'une action stratégique de grande ampleur peut terminer la guerre rapidement. Trois offensives convergentes sont lancées fin septembre. En Flandre, vers Cambrai-Saint-Quentin et en Argonne où la IV^e armée et la I^e armée américaines sont chargées de l'effort principal.

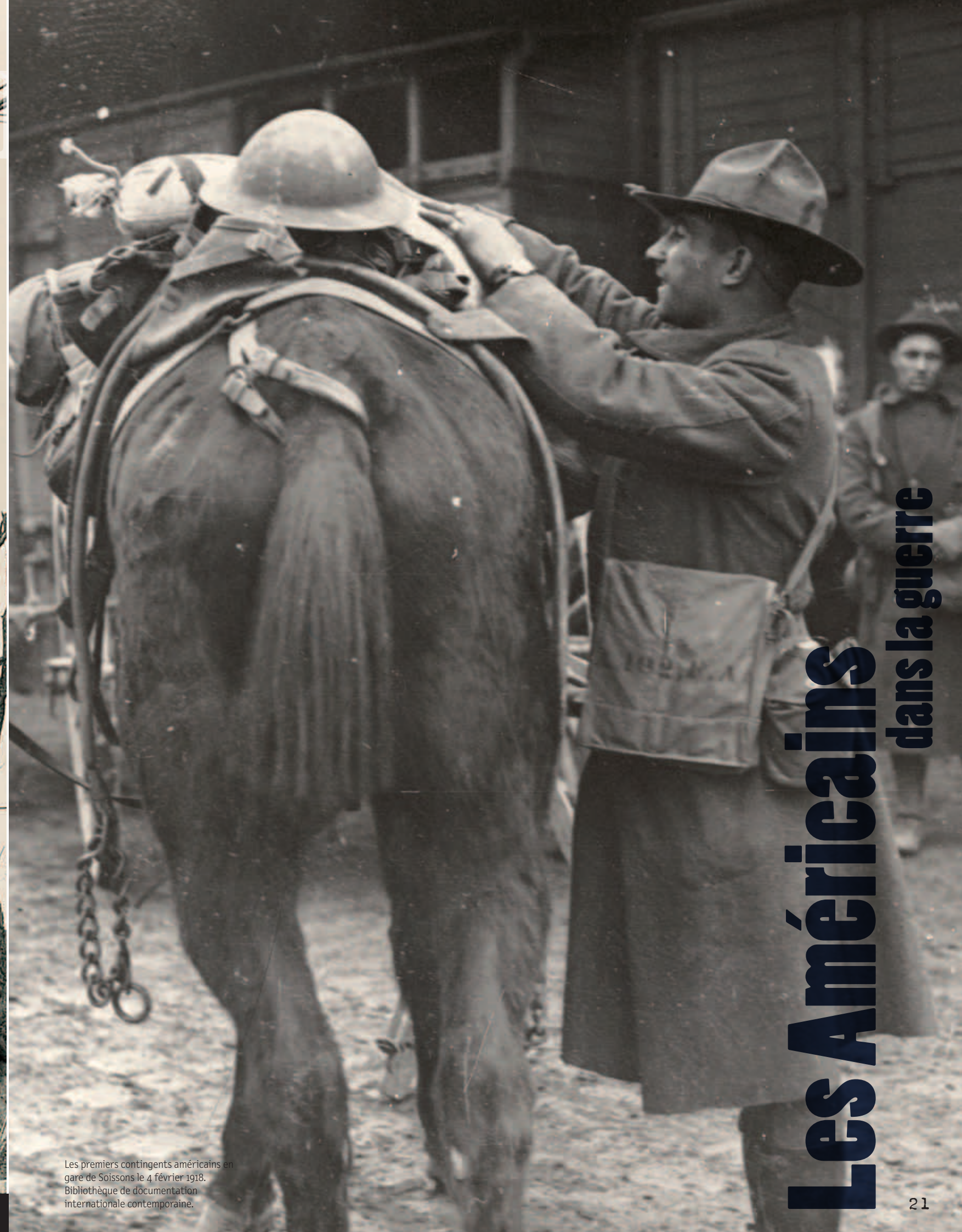
L'armée allemande est alors retranchée derrière l'Aisne et la Vesle. Tout porte à croire qu'elle n'est pas en état de lancer une contre-offensive. De plus, des déclarations de prisonniers laissent penser qu'elle va sans doute se replier sur la ligne Hindenburg, ou peut-être au nord du Chemin des Dames, sur la ligne Hunding Stellung. Moins bien fortifiée, cette dernière permettrait cependant de réduire le nombre de divisions.

Alors que Mangin s'apprête à lancer une nouvelle attaque, les Allemands entament leur retrait. L'action de la X^e armée se transforme en course-poursuite. Le 14 septembre, Mangin se retrouve dans une situation géographique semblable à celle d'avril 1917 mais dans des conditions qui lui sont plus favorables. Il attaque en direction du moulin de Laffaux et de La Malmaison. A sa droite, la V^e armée se dirige vers Maizy et Concevreux.

Partout les Allemands reculent, mais ce n'est pas une débandade. Ils combattent pied à pied en évacuant leur matériel et leurs approvisionnements. Ils opèrent des destructions pour ralentir la marche des troupes alliées.

A la fin du mois de septembre, la X^e armée est contrainte de se limiter à accompagner l'offensive générale. Ce n'est pas du goût de Mangin qui voudrait bien poursuivre une action offensive, mais il a usé ses ressources en hommes. Des combats très durs se déroulent du 4 au 8 octobre sur le Chemin des Dames. Le corps d'armée italien qui, dans le secteur de Soupir, participait à l'offensive générale dans la VI^e armée est affecté à la X^e armée afin de soutenir son action et enlever le Chemin des Dames.

L'avancée des Alliés est inexorable. Saint-Quentin avait été libéré le 1^{er} et le 2 octobre, le 10, les Allemands entament un nouveau repli. Le 13 octobre, Laon est libéré, Vervins le sera le 6 novembre, Hirson le 9. ●
D.R.



Les premiers contingents américains en gare de Soissons le 4 février 1918. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Les Américains dans la guerre

VERS L'ENGAGEMENT

DANS LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE

VU DE BERLIN

NOUVELLE PUISSANCE MONDIALE

Dans les mois qui précèdent l'engagement effectif des troupes américaines, la future participation des soldats d'outre-Atlantique aux combats sur le sol français influence de manière significative les calculs des stratèges allemands et alliés. En dépit de son manque d'expérience et de ses problèmes d'organisation, l'armée nationale des Etats-Unis fait nombre et ses hommes ne portent pas, à l'inverse des autres combattants, le poids de trois années d'affrontements et de vie de tranchées. Le renfort américain s'avère en ce sens déterminant pour le cours de la guerre.

1 - Bivouac à Jaulgonne. Soldats américains au repos le 1^{er} septembre 1918. BDI.C.
2 - La couverture de *L'Illustration* du samedi 2 mars 1918 qui se fait l'écho d'un coup de main réussi par les Américains sur le Chemin des Dames. L'intention de valoriser ce succès y est évidente: le soldat américain domine de deux têtes les prisonniers allemands au visage fermé, qu'il escorte.



L'entrée des psychologues

Les Etats-Unis sont entrés en guerre au printemps 1917, deux ans et huit mois après le commencement des hostilités. Les unités de l'armée américaine n'ont pas vu le front avant l'hiver 1917-1918 et n'ont pas pris part à l'action avant le printemps 1918. Pour la mémoire et l'interprétation de l'expérience de la guerre par ces soldats, rien n'est plus important que ce décalage temporel. Les soldats américains ont vécu dans la même boue des mêmes tranchées que les autres soldats; ils ont senti les mêmes odeurs, souffert les mêmes blessures infligées par les mêmes armes... mais ils les ont ressenties différemment. Malgré l'incompétence de certains officiers qui n'avaient pas eu le temps d'assimiler les règles des tranchées, malgré leur manque de préparation et, parfois, un défaut criant d'équipements, leurs témoignages de l'expérience tendent à être très positifs. Leurs paroles donnent l'impression que le cauchemar de cette guerre touchait presque à sa fin, et qu'on n'attendait que leur arrivée pour la transformer en victoire et en traité de paix.

Dans un sens, les stratèges, du côté allemand comme du côté allié, ont partagé ce point de vue. Après la fin de la guerre contre la Russie sur le front de l'Est, les Allemands ont bien perçu qu'ils avaient une période limitée de supériorité numérique sur le front

de l'Ouest pendant laquelle la possibilité d'une victoire allemande existait. Les Anglais et les Français ont compris qu'ils devaient maintenir leurs positions jusqu'à l'arrivée des unités américaines pour inverser la logique des nombres. La stratégie de l'armée américaine a consisté à rester sur des positions défensives pendant une période d'apprentissage et à attendre 1918 pour lancer une offensive décisive avec une armée nombreuse et expérimentée.

Telles sont les raisons pour lesquelles, lorsque les historiens examinent les engagements des unités américaines, ils ne les trouvent pas décisifs et pas très importants en proportion du nombre de soldats américains sur le sol français à la fin de la guerre, à savoir plus de deux millions. Finalement, ce ne furent pas les actions des Américains qui décidèrent du sort de la guerre, mais leur simple présence doublée de la perception partagée par tous que derrière chacun d'eux sur le front s'en tenaient beaucoup d'autres à l'arrière, frais pour le combat.

L'arrivée tardive des Américains était liée à leur préparation, à de multiples niveaux. Il était difficile à Woodrow Wilson de s'engager au côté des alliés alors qu'il avait emporté l'élection présidentielle de 1916 avec un slogan qui insistait sur le fait qu'il avait tenu les Etats-Unis à l'écart de cette guerre sanglante. Alors que la France vivait les batailles prolongées de Verdun et de la Somme, Wilson faisait campagne pour essayer d'organiser une conférence de paix entre les puissances belligérantes. Quant à l'armée américaine, elle se trouvait en pleine période de réforme, les uns poussant à sa centralisation, les autres cherchant à préserver les privilèges des Etats contre l'hégémonie de Washington D.C.



Américains en guerre : et mathématique

Certains membres du Congrès, jaloux de leurs prérogatives locales et méfiants à l'égard du pouvoir du Président, avaient presque réussi à mettre fin à l'établissement d'un État-major central, capable de planifier et de coordonner les ressources humaines, matérielles et stratégiques d'une armée moderne. Depuis les débuts de la jeune république, chaque État fédéré s'était en effet doté d'une milice (ou garde nationale), recrutée unité par unité, État par État parmi les citoyens volontaires (bénéficiant d'un entraînement très léger). Les États ont donc résisté à la standardisation et à l'inclusion des milices dans la logique d'une armée nationale, professionnelle et centralisée.

Quand Wilson fut convaincu par les attaques des sous-marins allemands contre les navires américains, pendant les premiers mois de 1917, que les Etats-Unis ne pouvaient éviter l'entrée en guerre, il existait un état-major et des officiers de l'armée nationale en position d'encadrer un tel effort, mais les bavures étaient inévitables, dues au manque de coordination ainsi qu'aux nouvelles conditions d'organisation et de recrutement.

Les officiers américains ont en outre ignoré certaines des leçons de la guerre en cours qui peuvent nous sembler frappées du sceau de l'évidence. On trouve dans leurs propos et dans les articles des journaux professionnels une préférence pour l'offensive et un mépris pour la défense.

Les Américains entrèrent donc dans le conflit sans avoir totalement résolu leurs problèmes d'organisation interne et avec des préjugés favorables pour des tactiques offensives qui avaient pourtant déjà conduit aux dégâts de la bataille de la Somme en 1916 et à ceux du Chemin des Dames en 1917. Mais ils s'engageaient dans l'effort pour bouter les Allemands hors de France, et leur proximité d'intérêt et d'alliance avec les Français et les Anglais explique sans surprise leur partage du préjugé en faveur de l'offensive.

Si le nombre importait tant, comment compter? Un soldat allemand valait-il mieux qu'un soldat américain? Les Français eurent des angoisses sur la question et les Allemands exprimèrent, non sans arrogance, un certain mépris pour le militaire américain. Cependant, l'expérience des unités américaines autour du Chemin des Dames montra à l'Etat-major germanique qu'il ne pouvait disqualifier la valeur des soldats américains et que le calcul psychologique confirmait le calcul mathématique: tout en remarquant les problèmes d'organisation et les pertes inutiles, al-

liés et adversaires furent bien obligés de prendre en compte aussi une bravoure insouciant, rare dans les autres armées si tard dans la guerre. Le surnombre d'Américains permit l'avantage et emporta la décision, en faveur des alliés. ●

Mark MEIGS



MIS À L'ÉPREUVE SUR LE CHEMIN DES DAMES

La 26^e Division américaine, une unité de la milice, a eu le contrôle d'un secteur près du Chemin des Dames en Mars 1918. Cette unité passa l'hiver de 1917-1918, comme la Première, la Seconde et la 42^e Division dans des secteurs « calmes » afin de bénéficier d'un entraînement rapide auprès de l'armée française. La 26^e Division présentait certaines caractéristiques de l'armée américaine en transition. Recrutée dans les États de la Nouvelle Angleterre, la « Yankee » division, telle qu'on la surnommait, était fière de son histoire, liée à la révolution américaine et à la guerre d'indépendance. Arrivée en France à l'automne 1917, la 26^e prit la route sans attendre les ordres, une improvisation peu appréciée par Pershing. Son commandant, le Général Clarence R. Edwards, surnommé « Daddy » par ses hommes, avait la réputation d'être peu respectueux de la discipline et d'éviter les directives de ses supérieurs au quartier général. La performance d'une telle unité devait compter pour beaucoup dans les calculs stratégiques alliés et allemands. Les Allemands la mirent tout d'abord à l'épreuve avec trois sorties dans le Bois Brûlé. Les « Yankees » combattirent au corps à corps et utilisèrent leur artillerie à bon escient, si bien que les Allemands arrêterent les hostilités, le 10 avril, après avoir pris un prisonnier et perdu quarante hommes. Les Français marquèrent leur nouvelle appréciation de la 26^e Division en conférant des décorations à 117 hommes et officiers. Les Allemands tentèrent une nouvelle mise à l'épreuve, plus à l'Est, le 20 avril. Mieux préparée, avec artillerie et soldats d'élite, l'attaque décima deux compagnies américaines dont les hommes restèrent sur le champ d'honneur, « morts dans leurs rangs, hors des tranchées. » Les Américains avaient encore des leçons à apprendre!

M.M.

Carrefour du Grand Cerf, forêt de Villers-Cotterêts le 19 juillet 1918. Base de ravitaillement américain : camions déchargeant des vivres. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Bois de Belleau : une victoire devenue symbole

En juin 1918, alors que la percée allemande menace Paris, pour la première fois depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, une division du contingent américain comportant des troupes de Marines et d'infanterie classique est engagée dans des opérations de mouvement. La victoire de Bois Belleau, secteur situé à l'ouest de Château-Thierry, a traversé l'Atlantique. Les Marines en ont fait leur bataille fondatrice.

Les cartes devraient indiquer le Bois de la brigade de Marines. Ordre du général Degoutte en date du 30 juin 1918! Mais elles signalent toujours le Bois de Belleau, ou Belleau Woods pour les documents en langue anglaise. Si la prescription officielle du chef de la VI^e armée est restée dans les cartons, en revanche, l'histoire a bien retenu le rôle joué par cette unité du corps des Marines dans les combats acharnés de juin 1918 à l'ouest de Château-Thierry. Encore au pied du Chemin des Dames cinq jours plus tôt, les Allemands sont sur la Marne dès le 31

mai. Menace sur Paris, troupes françaises bousculées, perte de Château-Thierry le 1^{er} juin: le pouvoir s'alarme. Le haut commandement bat le rappel de troupes fraîches. C'est ainsi que la 2^e division d'infanterie U.S. (D.I.U.S.), 28 000 hommes, constituée d'une brigade de Marines, la 4^e sous les ordres du général Harbord mais aussi d'une brigade classique, la 3^e, prend position dans le secteur situé entre Lucy-le-Bocage au sud, Boursches à l'est et Belleau au nord en soutien aux troupes françaises qui sont au contact. Les 80 hectares du Bois de Belleau se trouvent là dans ce triangle. Ils dominent la petite vallée du Clignon. Les Allemands tiennent le terrain où affluent de nombreux rochers derrière lesquels ils installent leurs mitrailleuses. Dès le 3 juin, le groupement von Conta (4^e corps de réserve), ayant refoulé les Français, se heurte aux fantassins de la 2^e D.I.U.S. Les Allemands sont stoppés au sud devant Lucy le Bocage. Après ce premier choc, de part et d'autre on s'organise.

Les Alliés veulent éviter à tout prix que l'adversaire ait le temps de se renforcer. Un plan de manœuvre est arrêté. Avec le soutien de l'artillerie française, pour la première fois une unité du contingent U.S. va participer à des opérations de mouvement. Les Allemands, dont les troupes souffrent d'une extrême fatigue et sont désormais sous-équipées, ont compris le retentissement qu'aurait sur l'opinion et sur le cours de la guerre un succès américain.

Voilà le contexte de cette confrontation furieuse pour le contrôle d'un bois et de ses alentours qui se prolonge pendant un mois. Après de nombreux combats les 6, 7, 11, 12, 13, 14 et 16 juin, deux tentatives infructueuses d'enlever la totalité du bois les 20 et 21 juin, les Américains s'en rendent finalement maîtres le 25 juin. Ils tiennent jusqu'au 9 juillet, date de la relève par la 26^e division. Le 1^{er} juillet, la 3^e brigade de la 2^e D.I.U.S. enlève le village de Vaux.

Mitrailleuses, corps à corps, bombardement à l'ypérite... la 2^e division américaine a perdu 7 876 soldats et officiers dans la bataille du Bois Belleau. ●

D.B.

Source : André Golaz - *Le Bois de Belleau juin 1918 - Revue historique de l'armée - 1957*

LA FABLE DE LA FONTAINE

C'est une fontaine dans une propriété du village⁽¹⁾. Les Marines de passage à Belleau l'ont adoptée. Boire de l'eau qu'elle délivre est réputé faire gagner un an de vie. Mieux, certains demandent que la remise de la décoration qu'ils ont obtenue se fasse sur place. Pour ces soldats, elle est partie intégrante de ce qui compose l'aura de Belleau. L'eau limpide qui en jaillit sort de la gueule d'un chien dont la grosse tête joufflue a des airs de famille avec celle du bouledogue. Le bouledogue dont, justement, les Marines ont fait une mascotte depuis que les Allemands les ont surnommés « les chiens du diable » (lire par ailleurs). Mais c'est en réalité un bull mastiff. Il est ici depuis le XIX^e siècle. A l'époque, le propriétaire de ce qui était

le château de Belleau avait ramené d'outre-Rhin cet ornement. Lors des combats de juin 1918, les Marines ont repris la totalité du bois, mais ne sont jamais arrivés jusqu'au village même, où se trouve cette fameuse fontaine objet de leur superstition. C'est la 26^e division qui, quelques semaines plus tard, délivrant Belleau, a pu découvrir ce fameux chien stoïque fait de métal allemand et boire de son eau. Fin d'un mythe. L'histoire ne dit pas comment, par la suite, la fontaine fit son entrée dans l'intimité du corps des Marines...

1 - La fontaine se trouve dans une propriété privée qui ne se visite pas. Les Marines y accèdent sur demande en « remerciement du sacrifice qui a été le leur », précise Eric Verhulst, adjoint au maire de Belleau.



LES « CHIENS DU DIABLE »



La nécropole de Bois Belleau en 2008. Fx dessirier/CGO2.

Les combats de juin 1918 au Bois de Belleau ont acquis rang de légende pour les Marines. Aujourd'hui encore, tout au long de l'année, des soldats de ce corps et leurs proches visitent le cimetière militaire américain de Belleau. Là, repose un grand nombre des Marines de la 4^e brigade qui, au sein de la 2^e division U.S., prirent une part importante à la bataille qui s'est jouée dans ce secteur de l'ouest de Château-Thierry. Leurs sépultures forment une partie des 2 289 tombes de combattants du contingent américain tombés lors de la 2^e bataille de la Marne. S'y ajoute l'évocation, sur les murs de la chapelle du monument, des noms de 1 060 tués dont les corps n'ont pu être retrouvés. Permissionnaires, militaires en convalescence en Europe, anciens passent par la nécropole aménagée en bordure du bois qui fut le théâtre des événements de juin 18. Tous disent se retrouver simples fantassins et se parler d'égal à égal sur ce site porteur d'une histoire dont le rappel sert la cohésion du corps autant que son image de marque. Anecdote significative : les soldats qui prennent leur retraite adorent partir avec une authentique bannière étoilée ayant flotté sur le cimetière.

« Les chiens du diable » ont eu dans le bois qui s'étend derrière le cimetière leur bataille fondatrice. Pas la première, mais celle qui a forgé leur réputation. Celle au cours de laquelle, depuis la création du corps, ils ont laissé le plus de vies, comme l'assure le surintendant responsable des

lieux, David Atkinson. C'est ici que les Allemands les ont affublés de ce surnom, « devil dogs », en référence au chien qui vous mord et ne vous lâche pas. « Chien du Diable » dont le sens rejoint d'une certaine façon celui que véhicule leur devise officielle : « semper fidelis », « toujours fidèle ». Un officier américain en retraite affirme que « l'histoire des Marines commence à Belleau ». Quand elle prend position sur la route Château-Thierry/Paris fin mai 1918, la 2^e division américaine - qui comporte la 4^e brigade de Marines - est « pénétrée du sentiment qu'elle protège la capitale »⁽²⁾. Pour comprendre l'importance qu'a pris Bois Belleau, il faut ajouter que, pour la première fois à une telle échelle, les Allemands y affrontent l'avant-garde du contingent américain en France. Cette sorte de test est à impact prévisible sur le moral et l'opinion, qu'il penche dans un sens ou dans l'autre. Or, ce sont les Marines qui ressortent comme les principaux, sinon les uniques, contributeurs de la victoire de Bois Belleau. Pourtant, l'unité de lieu de l'affrontement dans toute son étendue englobe également les hommes de l'autre brigade qui forme la 2^e division U.S., à savoir, la 3^e brigade. Cette dernière unité n'appartient pas aux Marines. « Plus que toute autre arme aux Etats-Unis, les Marines ont su utiliser l'effet psychologique de la presse, ce que l'armée classique n'a pas su faire », conclut l'officier américain retraité.

Damien BECQUART

1 - André Golaz - *Le Bois de Belleau - Revue historique de l'armée - 1957.*



1 - Les premières tranchées creusées par les Américains en avant de Lucy-le-Bocage. Photo L'Illustration.

2 - Poste de secours des fusiliers américains au Bois de Belleau.

Le Miroir.

3 - La fameuse fontaine où viennent se ressourcer les Marines. L'ornement ne représente pas une tête de bouledogue mais de bull mastiff.

Photo DB/CGO2 avec l'aimable autorisation de Eric Verhulst.



VERS L'ENGAGEMENT
DANS LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE
VU DE BERLIN
NOUVELLE PUISSANCE MONDIALE

88 ans après, le soldat Lupo n'est plus un disparu

En 2003, des archéologues exhument des fragments de dents et d'os, un bout de botte et un morceau de portefeuille, lors d'une mission de fouilles préventives sur le plateau situé au sud de Soissons. Ces restes permettront au Pentagone d'identifier formellement Francis Z. Lupo, soldat de la 1^{ère} division U.S. porté disparu lors des combats de la 2^e bataille de la Marne.

Francis Z. Lupo. Un nom parmi les 1 060 qui sont inscrits sur le mur du cimetière américain de Belleau. Jusqu'en 2003, c'est la seule trace qui subsistait du soldat Lupo enrichie de quelques renseignements sur son unité et les combats auxquels elle fut associée. Lupo, 18^e R.I., 1^{ère} division du contingent U.S., tombe le 21 juillet 1918 au cours

de la contre-offensive franco-américaine dans la région de Soissons. Il a 23 ans, il est originaire de Cincinnati (Ohio). Son corps n'est pas retrouvé, les papiers officiels porteront la mention « disparu au combat ».

Après guerre, sa mère Anna Lupo fait le voyage à Belleau d'où elle revient avec sa peine sans plus d'informations que cette interminable liste de disparus. L'histoire paraît alors s'être arrêtée là pour toujours, lorsque, début 2006, 88 ans après, Rachel Kleisinger, 73 ans, nièce de Francis Z. Lupo, apprend par un coup de fil que les restes de son oncle ont été formellement identifiés par le laboratoire des forces armées américaines. « Cet homme est mort depuis près de cent ans et ils me disent qu'on l'a retrouvé ? Je ne pouvais le croire » : la vieille dame, d'abord incrédule, finit par se convaincre d'une réalité qui ne déparerait pas dans un scénario hollywoodien. L'ADN a parlé et confirmé plusieurs indices en eux-mêmes assez probants.

Pour comprendre, retour trois ans en arrière dans les environs de Soissons. Juillet 2003, des archéologues procèdent à des fouilles sur le plateau soissonnais du côté de Ploisy. L'un d'eux met au jour des fragments d'os et de dents, un morceau de botte militaire et de portefeuille portant le nom de Lupo. Le dossier personnel de ce dernier indique qu'il mesurait 1 m 50, pesait 60 kg et chaussait du 37,5. Pointure de la botte exhumée : 38... S'il subsistait

1 - Convoi d'Américains qui montent en ligne sur la route de Villers-Cotterêts à Soissons. *Le Miroir*.
2 - Squelette de soldat allemand découvert à Courmelles sur le même site que celui où furent exhumés les restes de Francis Z. Lupo. Fouilles archéologiques, 2005, photo Sylvain Thouvenot, INRAP.

un doute, l'ADN le lève définitivement : les restes sont ceux du soldat Francis Z. Lupo. La lecture des archives militaires permet un autre recoupement : à la période de la disparition du soldat son unité progressait dans le secteur où opéraient les archéologues français 85 années plus tard.

Le 22 septembre 2006 le ministère de la défense américain publie un communiqué qui évoque « la première identification d'un soldat américain disparu au combat au cours de la Première guerre mondiale » par les services du Pentagone. Des obsèques officielles ont lieu le 26 septembre. Lupo, dont la dépouille a été rapatriée, est inhumé au cimetière d'Arlington en présence de sa nièce Rachel qui ne l'a jamais connu mais qui a connu sa mère, native de Sicile. *Washington Post*, *Associated Press*, *ABC*... toute la presse américaine se fait l'écho de l'histoire du soldat de Cincinnati et rappelle à cette occasion les quelque 8 300 hommes de la 1^{ère} D.I., morts, disparus, blessés ou faits prisonniers lors de la 2^e bataille de la Marne sur un total de 12 228 combattants. ●

Damien BECQUART

Sources : site web du cimetière d'Arlington et *Washington Post*. Traduction : Gaëtan Margot.



LE POÈTE JOYCE KILMER INHUMÉ À SERINGES-ET- NESLES

Le poète et soldat volontaire Joyce Kilmer, né le 6 décembre 1886, a été tué d'une balle dans la tête le 30 juillet 1918 du côté de la ferme de Meurcy. Il était en mission d'observation attaché au major Donovan au sein de la 42^e division. Et succédait à Oliver Ames, tombé la veille dans des circonstances analogues. Tous deux reposent au cimetière militaire américain de Seringes-et-Nesles tout près de Meurcy.

Seringes-et-Nesles comporte 6 012 sépultures parmi lesquelles figurent 547 dépouilles non identifiées. Créé sur les lieux mêmes des combats de la 42^e division, Seringes est en importance le second cimetière américain de la Première guerre mondiale en Europe, indique Jeffrey Aarnio, son intendant.

Cimetière américain Oise-Aisne – Seringes-et-Nesles : 03 23 82 21 81.
Cimetière américain Aisne-Marne – Belleau : 03 23 70 70 90.
Cimetière américain Somme – Bony (Aisne) : 03 23 66 87 20.



VERS L'ENGAGEMENT
DANS LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE
VU DE BERLIN
NOUVELLE PUISSANCE MONDIALE

Face à l'Amérique, l'excès de confiance allemand

A la déclaration de guerre de l'Amérique, l'Allemagne regarde à l'Est. Son optimisme sur l'issue du conflit se trouve alors renforcé par les perspectives positives, aux plans militaire et politique, que lui laissent entrevoir les premiers soubresauts de la révolution russe. Mésestimant probablement l'incidence de l'engagement américain sur l'évolution de la situation militaire, les efforts diplomatiques allemands en direction des Etats-Unis se révèlent trop hésitants et tardifs pour modifier le cours de la guerre.

Guillaume II à Marle le 16 juillet 1918. En janvier 1917, l'Empereur avait tranché en faveur de la guerre sous-marine à outrance qui prévoyait le torpillage de tous les navires alliés ou neutres pour conduire à la victoire finale. Coll part.



Le 6 avril 1917, le Congrès américain vote la déclaration de guerre à l'Allemagne. A Berlin, la placidité de la population n'a d'égale que celle de la classe politique : le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ne réagit qu'au bout de trois semaines, pour assurer qu'aucun engagement militaire direct des Etats-Unis n'est à attendre. Au-delà de l'étonnement rétrospectif qu'elles suscitent, ces réactions méritent explication. D'une part, elles interviennent dans un contexte chargé, au terme d'une dégradation des relations germano-américaines ; d'autre part, elles traduisent une mésestimation de la situation qui aura de lourdes conséquences sur la poursuite du conflit.

Alors qu'au déclenchement de la guerre, les Allemands espèrent des Américains une neutralité bienveillante à leur égard, ils déchantent rapidement devant les préférences de Wilson pour l'Entente. En outre, la guerre sous-marine, lancée par l'état-major allemand en février 1915 pour contre-

moins de limiter fortement la guerre sous-marine. La question de sa relance ressurgit en 1916, dès lors que l'issue du conflit semble s'éloigner. En janvier 1917, l'Empereur tranche en faveur de la guerre sous-marine à outrance, qui, pour conduire à la victoire finale prévoit le torpillage de tous les navires alliés ou neutres. Cette décision provoque la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis en février, puis l'entrée en guerre

de ce pays en avril. La déclaration de guerre américaine n'est alors pas une surprise en Allemagne. Elle n'est pas même considérée comme un événement majeur face à la révolution russe en cours : cette dernière apporte une proposition de paix à l'Est et des perspectives de réformes politiques intérieures pour consolider l'effort de guerre.

En réalité, bon nombre d'Allemands ne craignent pas l'entrée en guerre des Etats-Unis : elle est bien tardive alors que la victoire des puissances centrales leur semble d'ores et déjà acquise. Pourtant,

la situation militaire est peu brillante : la guerre sous-marine est loin de donner les résultats escomptés ; les renforts libérés du front de l'Est ne permettent qu'une offensive tardive en France, repoussée lors de la seconde bataille de la Marne ; pendant ce temps, des centaines de milliers d'Américains débarquent en Europe, raffermissant la perspective de la victoire dans le camp allié.

Mais toute l'action allemande est marquée par un optimisme démesuré, encore renforcé après la signature du traité de Brest-Litovsk. Les divers efforts entrepris en Allemagne en faveur d'une paix de conciliation peinent à s'imposer et n'aboutissent que trop tard : une résolution de paix est adoptée par le Reichstag en juillet 1917 au moment où les Etats-Unis ont abandonné l'idée d'une paix sans vainqueur, et les principes de Wilson sont repris en octobre 1918 en vue

d'une sortie honorable de la guerre alors que les Américains sont désormais des ennemis en passe de vaincre. Ainsi, même si les troupes américaines n'ont pas eu le temps de montrer tout leur potentiel, la méconnaissance que les Allemands ont de la réalité de la situation militaire et diplomatique les a conduits à retarder des décisions nécessaires jusqu'à ce qu'elles soient devenues dramatiquement caduques. ●

Elise JULIEN

Transport de troupes américaines, Grand'Rue à Crouy près de Soissons, le 7 février 1918. BDIC.

VERS L'ENGAGEMENT
DANS LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE
VU D'ALLEMAGNE
NOUVELLE PUISSANCE MONDIALE

Les pionnières de l'action humanitaire

C'est en mars 1917 qu'Anne Morgan, Anne Murray Dike et dix-sept de leurs compatriotes arrivent dans l'Aisne. Durant sept années, ces Américaines fortunées se mettent au service des populations locales.

« La guerre n'est pas seulement un combat militaire, mais aussi une lutte pour les civils ». Sur cette idée, Anne Morgan et Anne Murray Dike donnent naissance, fin 1916, au sein de l'American Fund for French Wounded, au Comité américain pour les régions dévastées (C.A.R.D.). Quelques mois plus tard, les deux Américaines et dix-sept de leurs compatriotes s'établissent au château de Blérancourt laissé à l'abandon après le retrait allemand de mars 1917. Leur première action sera de construire un bâtiment en bois pour y installer bureau et entrepôt, mais aussi un dispensaire, une école ménagère et une basse-cour. L'objectif n'est pas seulement de distribuer gratuitement de la nourriture, mais bien d'aider la population à retrouver son autonomie.

Bien sûr, le C.A.R.D. pratique l'assistance, répondant aux familles qui demandent un toit et des objets de première nécessité : « A peine leur cri d'appel était-il parvenu au Comité qu'une camionnette, conduite par des jeunes filles, emportait le matériel et les vivres nécessaires. Arrivées au but, les jeunes filles déchargeaient et transportaient les objets dans le taudis ; tandis que l'une nettoyait, l'autre montait le lit, la table, installait le fourneau, l'allumait, y préparait un repas. Toutes deux ne quittaient le home enfin reconstitué qu'après avoir dressé le couvert, servi le repas chaud, fait le lit, mis une fleur dans chaque vase et accueilli avec un beau sourire et l'œil humide les larmes de gratitude de ces pauvres gens », rapporte ainsi Gaston Héricault, en 1934, dans son ouvrage *Terres assassinées, devant les dévastations*.

Mais le C.A.R.D. a surtout un rôle formateur. Dès 1917, des cours d'enseignement ménager sont dis-



1 - Enfant tenant un poulet, Vic-sur-Aisne 1919. Fonds Anne Morgan Blérancourt - Musée national de la Coopération franco-américaine.

2 - Poste de secours à Chavignon près de Laon. Archives départementales de l'Aisne.



1918, elles gardent contact avec les familles axonaises réfugiées et, en Seine-et-Marne comme en Eure-et-Loir, ouvrent des colonies agricoles pour procurer du travail aux déplacés. Au château de Boullay-Thierry (Eure-et-Loir), ce sont les enfants, dont les parents sont mobilisés ou prisonniers, qui sont pris en charge.

La paix revenue, les dames américaines demeurent dans l'Aisne et participent au travail de reconstruction dans le Soissonnais. Surtout, elles organisent un service hospitalier à Blérancourt et créent un service d'hygiène infantile à Vic-sur-Aisne. Elles s'intéressent aussi à l'éducation

Elles participent à la reconstruction

des enfants, contribuant à l'aménagement de soixante-cinq écoles jusqu'en mars 1920. Elles développent des activités périscolaires et de véritables bibliothèques avant de lancer des bibliobus qui sillonnent villages et hameaux...

Le C.A.R.D. est dissous le 1^{er} avril 1924. Le 30 juillet de cette même année, le général Pétain remet à Anne Morgan et Anne Murray Dike la croix d'officier de la légion d'honneur, dans le château de Blérancourt devenu musée... la dernière action à mettre à l'actif des dames américaines. ●

A Paris, où un nouvel entrepôt voit le jour en mai

des enfants, contribuant à l'aménagement de soixante-cinq écoles jusqu'en mars 1920. Elles développent des activités périscolaires et de véritables bibliothèques avant de lancer des bibliobus qui sillonnent villages et hameaux...

Le C.A.R.D. est dissous le 1^{er} avril 1924. Le 30 juillet de cette même année, le général Pétain remet à Anne Morgan et Anne Murray Dike la croix d'officier de la légion d'honneur, dans le château de Blérancourt devenu musée... la dernière action à mettre à l'actif des dames américaines. ●

Jean-Yves DUPAIN

La frêle silhouette de Charlot, découverte par le public parisien en 1915, apparaît à l'écran quatre ans plus tard dans un uniforme de soldat. *Shoulder Arms - Charlot Soldat* pour la version française - est un cas atypique parmi les films américains consacrés à la guerre qui débarquent en France à partir de 1917. Avec cette œuvre satirique, qui allie le comique au tragique du conflit, Charlie Chaplin permet à de nombreux combattants de se retrouver enfin sous les traits d'un personnage de fiction.

La renommée et sa popularité ont atteint des sommets de part et d'autre de l'Atlantique, lorsque Charlie Chaplin réalise, en 1918, *Shoulder Arms*, un moyen métrage produit par la First National Company qui représente une contribution à l'effort de guerre des Etats-Unis. Diffusé en France par Pathé en avril 1919, *Charlot Soldat*, film satirique, offre du conflit une vision pleine de vérité, à la fois drôle et touchante.

L'histoire est celle d'un soldat américain qui s'endort et rêve de gloire après une journée d'instruction bien remplie. On suit ses pérégrinations imaginaires dans la guerre bien réelle qui fait rage en Europe. Si le décor est sobre mais réaliste, Charlot ne lésine pas sur les détails concernant son équipement ; un barda dans lequel certains ustensiles prennent une dimension amusante comme cette râpe dont il se sert pour se gratter le dos. Ses mimiques expressives, son hyper-activité, sa façon si particulière de se mouvoir, voire sa vitalité extrême, constituent une sorte de provocation face à la vulnérabilité physique des combattants. Le film évacue l'horreur mais témoigne sur le mode humoristique de la rudesse des conditions d'existence au front. On y retrouve les principaux aspects de l'expérience combattante : promiscuité dans la tranchée, froid, pluie, boue, cafard, attaque et violence redoutée.

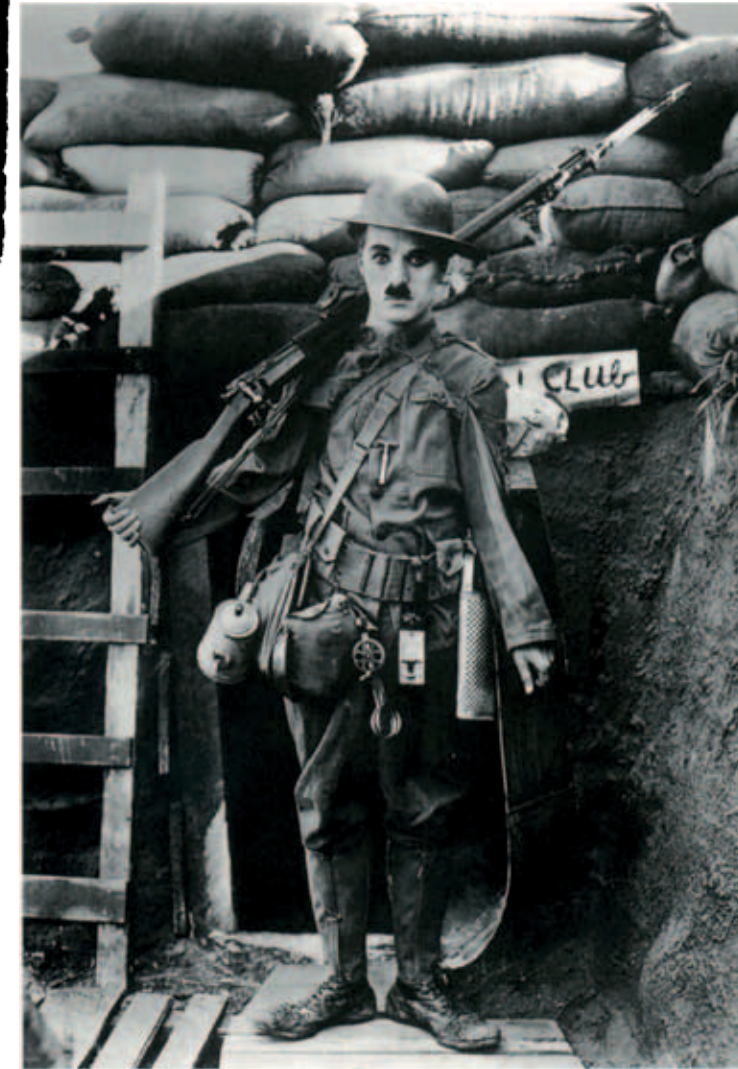
L'un des épisodes les plus réussis de cette mise en scène de la quotidienneté est l'arrivée du courrier dont dépend le moral des soldats. Charlot, qui n'a rien reçu, y lit la lettre d'un de ses camarades par dessus son épaule, et réagit intensément à ces nouvelles de l'arrière

Involontairement porté volontaire

comme si elles lui étaient destinées. Cette séquence est emblématique de la profonde humanité du cinéaste-acteur. Elle démontre aussi que son humour est souvent teinté de tristesse. *Shoulder Arms* contient ce mélange de petites joies et de grandes peines qui caractérise le vécu des soldats

Charlot, soldat unanimement apprécié

Charlot soldat et son barda... D.R.



au front. Et beaucoup d'entre eux croient enfin se retrouver sous les traits d'un personnage de fiction. Un sentiment que traduit bien un texte de Dominique Braga paru dans *Le Crapouillot* : « Charlie Chaplin nous a donné le premier film vrai sur la guerre sans y avoir été ». De son côté, Louis Delluc désigne l'œuvre comme un « chef d'œuvre d'humour » et son réalisateur interprète comme « un acteur shakespearien ».

Parmi les traits dominants du discours belliqueux des pays alliés figure la haine du « Boche ». Une vindicte sans nuance qui apparaît dans *Shoulder Arms* où l'ennemi est constamment ridiculisé, quand il n'est pas tout bonnement ravalé au rang de barbare. Il en ré-

sulte des situations qui, pour être conformes aux ressorts du comique de Chaplin, correspondent aussi à l'antigermanisme primaire, thème mobilisateur de la propagande américaine.

Sans être réfractaire, Charlot résiste presque malgré lui aux fondamentaux de l'organisation militaire. Et si l'instruction qu'il reçoit ne semble pas en mesure de le faire rentrer dans le rang, à aucun moment il ne cherche à se soustraire à son devoir. À l'image de la plupart des poilus, c'est un candide débrouillard. Lorsqu'il se retrouve involontairement « porté volontaire » pour une mission très dangereuse, celle-ci fera finalement de lui un héros par hasard, « comme tant d'autres ! », comme le souligne l'écrivain récemment démobilisé Jean Galtier-Boissière en mai 1919.

Eloigné du discours glorieux de la propagande de l'époque, le film ne renonce pas pour autant

à valoriser les actions d'éclat. L'association de ces deux positions n'est sans doute pas pour rien dans son succès auprès des soldats. Si le comique de Chaplin n'a pas d'équivalent dans le cinéma français d'alors, son ironie et sa dérision rappellent le ton des publications satiriques émanant d'artistes combattants comme *La Baïonnette* ou *Le Canard enchaîné*. Les aventures de Charlot font oublier l'espace d'un instant les douleurs et les souffrances dues à la guerre. Il synthétise, dans un condensé hilarant, l'immense cataclysme humain. Blaise Cendrars dira, quelques années plus tard, sous forme de boutade : « Les Allemands ont perdu la guerre parce qu'ils n'ont pas connu Charlot à temps ! » ●

Laurent VERAY

VERS L'ENGAGEMENT
DANS LA 2^e BATAILLE DE LA MARNE
VU D'ALLEMAGNE
NOUVELLE PUISSANCE MONDIALE

Les Etats-Unis incontournables mais réticents

Ayant contribué à l'effort de guerre allié, l'Amérique de Wilson a, au lendemain du conflit, son mot à dire sur les affaires du monde. Malgré cela et en dépit d'une influence économique renforcée, elle ne convainc ni la France ni l'Angleterre de se ranger à sa vision des rapports entre Etats fondée sur le droit international. Les deux grands vainqueurs européens préfèrent le jeu traditionnel de l'équilibre des puissances dont le Traité de Versailles, jamais ratifié par les Etats-Unis, est une nouvelle incarnation.

Après la guerre, la domination des Etats-Unis comme puissance industrielle et financière devint évidente. La France et la Grande-Bretagne s'étaient endettées au point que leurs efforts de remboursement de la dette et la pression française sur l'Allemagne pour l'obliger à s'acquitter de son tribut déstabilisèrent l'Europe jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Toutefois, cette nouvelle puissance américaine n'était pas militaire. L'importance de l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale était basée sur la logique numérique, pas sur les victoires emportées ou les territoires occupés. Les Etats-Unis ont dépendu des entreprises françaises et britanniques pour l'achat de l'armement (chars, mitrailleuses, canons,...). Ils n'ont pas fait le poids face aux pertes militaires françaises et britanniques, chiffrables en millions, qui ont éclipsé les dizaines de milliers de morts américains. Quand le Président Wilson est venu à Paris pour les négociations de la paix en 1919, il n'a pas réussi à im-

La déception américaine fut générale



Chamery (Aisne). Service religieux rendu sur la tombe du lieutenant aviateur Quentin Roosevelt, fils de Théodore Roosevelt l'ancien président des Etats-Unis, dont l'avion a été abattu par les Allemands le 14 juillet 1918. *Le Miroir*.

poser sa vision d'une nouvelle diplomatie basée sur l'autodétermination des peuples, le droit international et la Société des Nations (SDN) comme espace où les nations pourraient trouver des solutions négociées à leurs conflits sans nécessairement arriver aux armes. Georges Clemenceau, Premier ministre de la France, et Lloyd George, Premier ministre de l'Angleterre, ont cherché des solutions à l'ancienne: l'équilibre des puissances, avec, pour la France, l'assurance d'avoir l'avantage sur l'Allemagne, et pour l'Angleterre l'assurance de pouvoir renouer ses liens avec l'Empire.

Les pertes subies par les deux pays et la nécessité de rendre l'Allemagne impuissante ont pesé lourdement sur les calculs des deux Européens et ils n'ont pas apprécié le ton idéaliste et moralisateur de Wilson, Président d'un pays, certes, venu à leur aide mais fort tard. Wilson devait retourner aux Etats-Unis avec un traité où les sanctions à l'encontre de l'Allemagne étaient bien plus en évidence que la paix idéaliste qu'il avait recherchée même avant l'entrée en guerre de son pays.

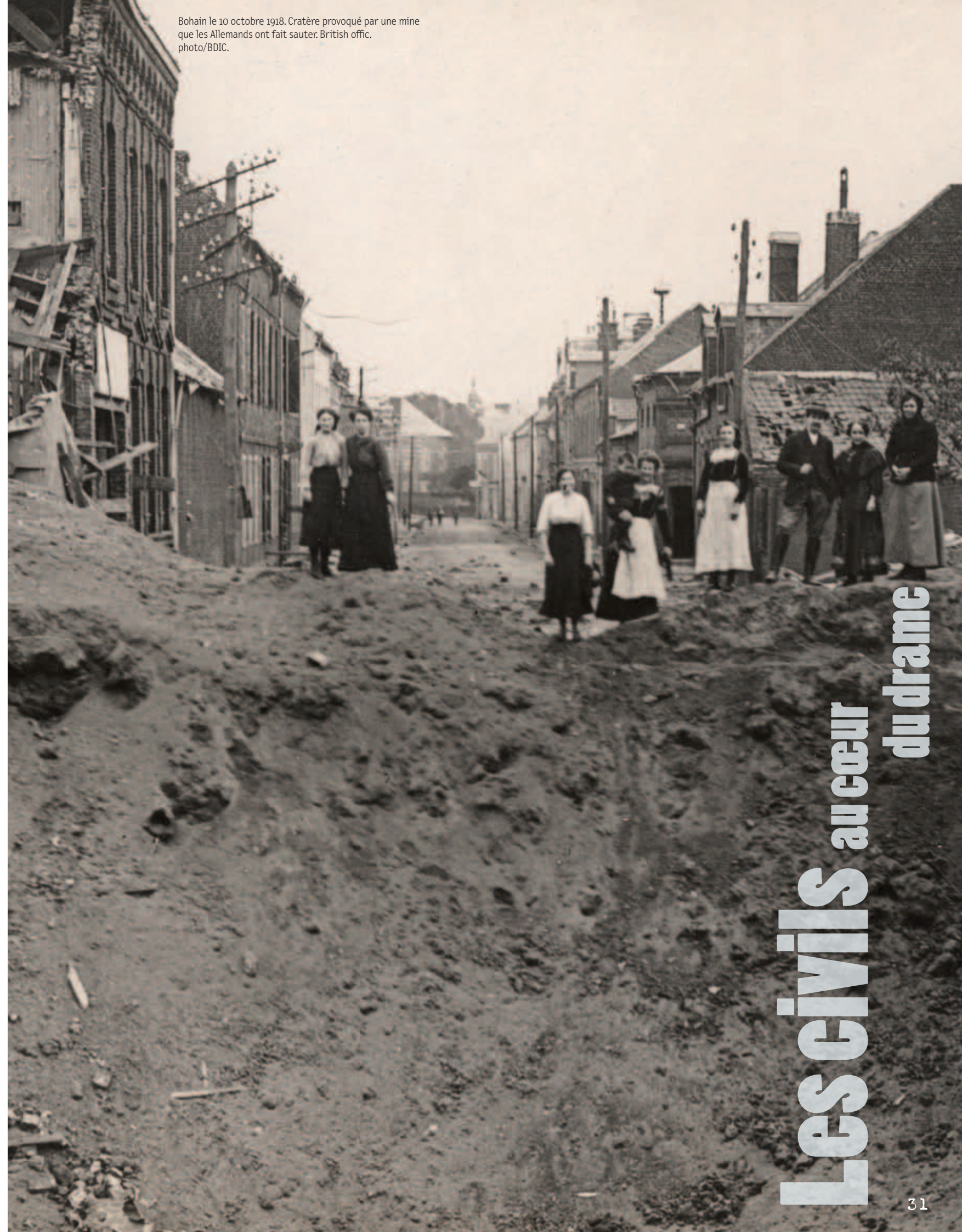
La déception américaine fut générale, et ce d'autant plus que la propagande américaine pendant la guerre avait promis la réforme et la démocratisation de l'ordre mondial. Or, à l'exception des provisions pour la Société des Nations, le Traité de Versailles ressemblait fort à l'ancien système de l'équilibre des puissances. En outre, les conservateurs américains firent objection à la SDN. Henry Cabot Lodge, Sénateur du Massachusetts qui présidait le comité des affaires étrangères, mena l'attaque contre le Traité de Versailles que les Etats-Unis n'ont jamais ratifié. Ainsi, au moment où les Etats-Unis deviennent une puissance incontournable, le pays s'écarte, officiellement du moins, du système mondial de maintien de la paix. ●

Mark MEIGS



Un groupe de députés américains, dans la cour de l'Hôtel du Grand Cerf, à Villers-Cotterêts, le 3 novembre 1918. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Bohain le 10 octobre 1918. Cratère provoqué par une mine que les Allemands ont fait sauter. British offic. photo/BDIC.



LES CIVILS au cœur du drame

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, « INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI »

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

« Longtemps occupés à ravager le pays... »

Thucydide

La Première Guerre mondiale est avant tout l'affrontement des armées. Cependant, cibles de bombardements, affamées par le blocus, soumises aux actes arbitraires de troupes d'occupation, les populations civiles eurent à subir de multiples formes de violence. On ne peut affirmer qu'il s'agit là de pratiques « inaugurées » par la Grande Guerre. Il faut raison garder en rappelant quelques épisodes du passé.

QUELQUE CHOSE QUI N'AVAIT PLUS DU PAIN QUE LE NOM

« La situation alimentaire de l'Europe centrale devint vraiment désespérée au cours de la troisième année de guerre. Jusqu'alors, le pain de guerre avait été très mangeable, bien qu'il eût graduellement perdu de sa qualité. Il arriva bientôt que la ration quotidienne dut en être réduite à une demi-livre, en même temps qu'il devenait quelque chose qui, tout au moins en Autriche, n'avait plus du pain que le nom.

Jusque là, les populations avaient supporté les souffrances avec patience et avec une impassibilité stoïque. Les limites de l'endurance se trouvaient atteintes. Les corps, éprouvés par le froid, réclamaient un plus grand nombre de calories.

J'allai un jour observer de près une « queue » de pommes de terre, dans le 2^e arrondissement de Vienne. Il était dix heures du matin. On faisait la distribution. Ceux qui avaient touché les premiers leur ration de huit livres de pommes de terre pour trois jours, étaient venus dès trois heures du matin attendre l'ouverture de la boutique. Il avait plu presque sans arrêt, et il soufflait un vent glacial. »

Extrait du livre du journaliste américain G. A. Schreiner, *La détresse allemande*, Paris, Hachette, 1918, p. 130-132.

À u tournant du XIX^e et du XX^e siècle, les Anglais, éprouvant des difficultés imprévues pour vaincre les Boers en Afrique du Sud, n'hésitèrent pas, pour obliger les hommes à déposer les armes, à incendier les fermes et à concentrer femmes et enfants dans des camps. En remontant dans le XIX^e, et même sans parler des conquêtes coloniales, on a pu noter, pendant le conflit franco-prussien, le bombardement de Strasbourg pour que les habitants poussent à la reddition, des villages brûlés et des civils exécutés en représailles après attaques de francs-tireurs; le siège de Paris a eu les mêmes conséquences sur l'alimentation qu'un blocus. Pendant la guerre de Sécession aux États-Unis, les généraux Sherman et Sheridan se sont illustrés en détruisant les récoltes et les maisons de la Géorgie, dans le but affirmé de porter un coup au moral des Sudistes. N'insistons pas sur les exactions des troupes de Napoléon en Espagne et de Louis XIV dans le Palatinat... Mais relisons Thucydide. Son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, qui eut lieu au V^e siècle avant J.-C., décrit à plusieurs reprises les ravages de l'Attique par les Spartiates, les expéditions ayant lieu au moment de la maturité des blés.

Les moyens de destruction avaient considérablement évolué

En 431, par exemple, il est clair que la dévastation des biens des Acharniens a pour but de les pousser à se soulever contre Périclès. En 430, même scénario, et la peste cause la mort d'un quart de la population d'Athènes: les campagnards qui s'étaient réfugiés en ville furent particulièrement touchés, nous dit l'historien. On pourrait multiplier les exemples.

En fait, au cours de la période 1870-1914, les puissances engagèrent des négociations pour codifier un « droit de la guerre ». Discussions difficiles car les uns pensaient à la protection des populations civiles, d'autres se souciaient des soldats réguliers qui devaient être mis à l'abri des francs-tireurs. D'autres enfin rappelaient que le droit et la guerre étaient incompatibles, que la première « loi » de la guerre était de remporter la victoire, et que d'éventuelles considérations humanitaires, en retardant la fin du conflit, augmenteraient les souffrances. On comprend que les conventions de La Haye (1899 et 1907) aient prêté à diverses interprétations et aient été mal appliquées en 1914-1918. Elles furent une ébauche pour des améliorations futures. Surtout, les moyens de destruction avaient consi-

derablement évolué. L'artillerie était plus puissante et de plus longue portée. Avions et dirigeables pouvaient apporter la mort à des centaines de kilomètres. Le premier bombardement aérien de l'histoire eut lieu sur Anvers le 28 août 1914. Un taube lâcha des bombes sur Paris le 30 août, sans faire de victimes. Les énormes zeppelins, « dinosaures volants », pouvaient emporter 2 tonnes de bombes. Le raid sur Paris, dans la nuit du 29 au 30 janvier 1916, frappa la voûte du métro près de la station Couronnes et tua 75 Parisiens (voir encadré). Ce qui avait jusque là constitué un spectacle devenait un danger, sinon permanent, du moins à considérer. Aux zeppelins succédèrent les gothas, bombardiers lourds. Taubes, zeppelins et gothas causèrent la mort de 267 personnes à Paris pendant toute la durée de la guerre, chiffre du même ordre que celui des victimes de la Bertha [p. 34-35].

Une différence entre Paris et Berlin, c'est que la première fut par deux fois menacée de l'entrée des troupes ennemies, et resta à portée des raids aériens. Berlin était trop loin, mais fut victime du blocus imposé par les Alliés aux Centraux. L'Allemagne dépendait des importations avant la guerre; celle-ci désorganisa la production locale. Les restrictions alimentaires s'aggravèrent (voir encadré); il fallut instituer un rationnement de plus en plus strict, surveiller la production, tandis que s'installait le marché noir. Des maladies de carence firent leur apparition (scorbut), et la malnutrition affaiblit les populations touchées par des épidémies (typhus, grippe espagnole). Les

Alliés connurent aussi difficultés et rationnement, mais de moindres conséquences.

Enfin, 14-18 fut aussi une guerre d'occupation de territoires, notamment dans le Nord-est de la France. Les occupants imposèrent leurs réquisitions, pratiquèrent un pillage plus ou moins ouvert, firent travailler les civils à leur profit [p. 54-55]; ils prirent des otages et les déportèrent vers l'Est, en Allemagne et même en Lituanie. [p. 36-37].

Les séquelles restèrent visibles longtemps après le 11 novembre 1918, pas seulement avec la zone rouge qu'on ne pouvait remettre en culture, ou avec les villes en ruines lentement reconstruites. L'Aisne avait encore en 1919 une « triste situation alimentaire » (*Le Petit Journal*). Quant à l'Allemagne, elle solda les comptes ouverts par la guerre avec la terrible inflation du début des années Vingt. ●

Rémy CAZALS



1



2



3

1 - Groupe de réfugiés en Picardie. Archives départementales de l'Aisne.

2 - Barbonval, habitants devant des ruines. Archives départementales de l'Aisne.

3 - Aubigny, novembre 1917. Dans le village délivré, habitants auxquels l'œuvre des « Amis » a distribué de la literie et des vêtements. BDIC.

CETTE NUIT, UN ZEPPELIN...

Marthe Papillon, domestique à Paris, à ses parents, 30 janvier 1916 : « Cette nuit, un Zeppelin est venu nous faire visite. Vous l'avez probablement vu dessus le journal. Comme nous avions fini de bonne heure, nous sommes allées chez Hortense, quand, à 10 h, on entend les pompiers qui donnaient l'alarme. Vous pensez si on descendait du sixième ! Ça a été vite fait. Nous avons attendu puis, ne voyant rien, nous sommes rentrées avenue Kléber à pied, n'ayant plus de métro, une des bombes étant tombée à la station Couronnes qui était notre ligne. Il y a plusieurs morts et blessés, des

immeubles d'effondrés. C'est épouvantable de voir ça. Nous avons pu nous endormir à 1 h et demie. Ce n'est pas agréable d'habiter la capitale en ce moment. Et comme ils ont réussi cette fois, ils recommenceront sûrement. Hortense a eu des nouvelles de son garçon. Il est dans une mauvaise passe en ce moment. L'artillerie donne beaucoup. Il dit qu'il ne croyait jamais sortir de l'attaque du 24 janvier, que c'était un véritable enfer. Et dire qu'on en voit pas la fin... »

Extrait de « Si je reviens comme je l'espère ». *Lettres du front et de l'arrière 1914-1918*, Paris, Grasset, 2003, p. 281.

LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, « INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI »

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

« C'est un obus, mais d'où vient-il ? »

23 mars 1918 matin. Paris respire. La nuit a été calme. Aucun avion Gotha n'est venu bombarder la cité. 7 h 20, soudain, une explosion brise le silence. Paris s'interroge. Un canon allemand à longue portée vient de frapper pour la première fois la capitale. Implanté dans l'Aisne, il provoquera la mort de 256 personnes jusqu'à son dernier tir, le 9 août. L'arme, improprement appelée « grosse Bertha », était destinée à porter un coup décisif au moral des Parisiens.

LA GROSSE BERTHA, LA VRAIE

Autant le dire tout de suite, La grosse Bertha n'est pas celle qu'on croit ! Ce n'est pas elle qui, de mars à août 1918, a bombardé Paris depuis l'Aisne, pour la bonne et simple raison qu'elle n'était pas un canon à longue portée, mais une pièce d'une portée de 12,5 kilomètres conçue pour détruire des fortifications.

Installée à Essen, au cœur du bassin houiller de la Ruhr, l'entreprise Krupp reçut en 1908 commande de l'État-Major allemand de mettre au point un canon capable de détruire les fortifications françaises. Les ingénieurs de la société, le professeur Rausenberger en particulier, imaginèrent donc le M 42, une pièce d'artillerie mobile qui pouvait frapper les positions adverses jusqu'à une distance maximale de 12,5 kilomètres. C'est le 12 août 1914 que cette arme nouvelle entra en service pour la première fois, lors du siège de Liège. Namur, Anvers, mais également Ypres et Verdun, découvrirent par la suite la formidable force de frappe de la... « grosse Bertha », Dicke Bertha dans la langue de Goethe.

Car il était de tradition, au sein des ateliers Krupp, de baptiser les canons avec le prénom des membres de la famille dirigeante. Bertha était ainsi la fille de Friedrich Alfred Krupp. Et la jeune fille n'était pas grosse, le qualificatif se reportant bien au M14 qui était effectivement une pièce d'artillerie d'un... gros calibre ! Mais, lorsqu'en 1918, la capitale se trouva sous les assauts du canon à longue portée allemand, également élaboré par les ingénieurs de chez Krupp, la vox populi, relayée par la presse d'alors, affubla à son tour cette arme révolutionnaire du nom de « grosse Bertha »...

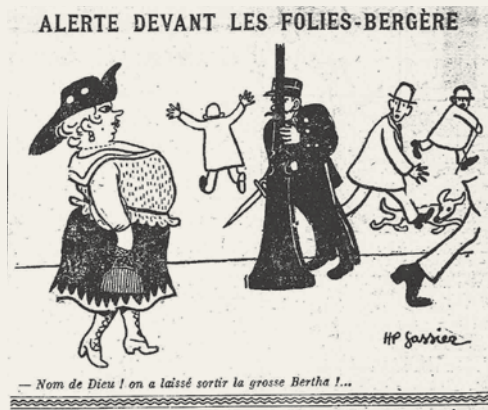


Crépy-en-Laonnois : emplacement d'un des canons à longue portée. Photo Fx Dessirier/CGOz

Fin avril 1918, les dessins de *Canard Enchaîné* reflètent la préoccupation des Parisiens qu'ils abordent sous l'angle de la dérision.

Constantin Chilowski, celui-là même qui inventa le procédé du Sonar avec Paul Langevin, aurait pu être héros parmi les héros si les autorités françaises avaient cru en lui. Avant les Allemands, ce scientifique aurait trouvé comment, en envoyant un projectile dans une couche élevée de l'atmosphère, on peut augmenter la portée d'un tir. Las, sa découverte ne convainquit alors personne, pas même au sein du sous-secrétariat d'État aux Inventions... De l'autre côté du Rhin, dans les ateliers Krupp, les recherches allaient aussi bon train et, autour du professeur Rausenberger, les ingénieurs progressaient dans leurs travaux, bien plus vite que ne l'eussent imaginé les dirigeants politiques français. Des tentatives plutôt concluantes étaient réalisées dès 1917 à Altenwalde, sur les terrains d'essais militaires.

Le prince impérial effectue lui-même un tir, selon une dépêche de l'Associated Press



Retour à l'année 1916. Au printemps, alors que la bataille de Verdun bat son plein, le général Ludendorff reçoit une demande de ses officiers de marine, en charge des pièces d'artillerie de gros calibre : approuverait-il les dépenses liées à la construction d'un canon

portant à 100 kilomètres ? Habituellement rétif à toute innovation trop spectaculaire, le général opine. Il est vrai qu'à ce moment-là, le front allemand n'est qu'à 90 kilomètres de la capitale et qu'une telle arme pourrait s'avérer décisive. Neuf mois plus tard, les mêmes soldats allemands se sont repliés sur la ligne Hindenburg, Paris s'est éloigné et le canon en gestation ne suffit plus... Qu'importe !, Ludendorff envoie un télégramme aux ingénieurs de chez Krupp : « Veuillez dans les travaux ultérieurs sur les pièces à très longue portée, prendre pour base une portée de 120 kilomètres au lieu de cent »... La requête était difficile à satisfaire, elle le fut néanmoins.

Dans l'Aisne, secteur redevenu calme après les combats meurtriers de 1917, les Allemands ne restent pas inactifs. Ils utilisent la voie ferrée qui mène de Laon à La Fère pour transporter, près de Crépy-en-Laonnois, des wagons de pierres et de bois nécessaires à la construction de la struc-



ture qui va recevoir le futur canon. Le plus souvent, ce sont des civils français, prisonniers, qui se chargent de la manutention sans savoir à quoi serviront leurs efforts. D'ailleurs, hormis quelques officiers hauts gradés de l'armée allemande, personne n'est réellement mis au courant.

A Paris, en ce matin du 23 mars, tout le monde respire. La nuit a été calme et aucun bombardier Gotha n'est venu interrompre le sommeil du peuple quand, à 7h20, une explosion retentit dans le XIX^e arrondissement. Pas de véritables dégâts, sinon quelques vitres cassées, pas de blessés, l'événement aurait pu passer inaperçu si, vingt-cinq minutes plus tard, la gare de l'Est n'était à son tour touchée. Et les projectiles se succèdent, tuant un homme dans le IV^e arrondissement, huit personnes boulevard de Strasbourg. Personne ne comprend l'origine de ce bombardement, alors que dans le ciel clair, l'aviation allemande n'apparaît pas. Il y a bien M. Kling, directeur du Laboratoire municipal de Paris, qui, dès l'examen des premiers débris des projectiles avertit les autorités : « Messieurs, ces éclats appartiennent à un obus de 210 et ce ne sont pas des torpilles aériennes. C'est un obus, mais d'où vient-il ? » Incrédule au départ, le ministre de la Guerre finit par se rendre à l'évidence... « C'est un canon boche tirant à 120 kilomètres qui a bombardé Paris » : le titre du *Petit Journal*, dès le lendemain, ne peut être plus explicite et, sous la dictée de la censure, le journaliste rassure ses lecteurs, précisant que « les mesures pour combattre la pièce ennemie sont en voie d'exécution ».

Les jours suivants, *L'Intransigeant*, autre quotidien de la capitale, donne la parole à un technicien attaché au ministère des Inventions qui, à son tour, dénigre

l'arme allemande : « Il n'y a rien de bien sorcier dans le tir des Boches... C'est un bluff et rien de plus » ! Sauf que le bluff se poursuit quotidiennement et que le 29 mars, jour de vendredi Saint, un obus tombe sur l'église Saint-Gervais, faisant 75 morts et 90 blessés. Le 11 avril, c'est une crèche qui est touchée à son tour et ainsi de suite jusqu'au 29 avril. La réussite allemande est si palpable que le prince impérial visite les installations de Crépy-en-Laonnois, effectuant lui-même un tir à en croire une dépêche de l'Associated Press. Puis, plus rien pendant quelques semaines, de sorte que tout le monde croit que les soldats français ont détruit l'arme fatale. M. Lehoucq, député de Paris, appelle alors la population à offrir « un peu de pinard aux courageux tirailleurs



INTRANSIGEANT ET PATRIOTE

La lecture de la presse de l'époque est édifiante. Dans *L'Intransigeant*, les dessinateurs s'en donnent à cœur joie pour caricaturer les frappes de la « grosse Bertha ». Ainsi, dans l'édition du 31 mars, au surlendemain du bombardement de l'église Saint-Gervais qui a fait soixante quinze morts, deux bourgeoises endimanchées discutent sous leur ombrelle :

- Et ce fameux canon, qu'en penses-tu ?

- Eh bien, il nous canonne, mais nous tenons.

- Alors, dis plutôt qu'il nous canonise !

Cette liberté de ton des dessinateurs contraste avec la tonalité des articles, soumis évidemment à la censure : « Filles Bertha qui vomissez sur Paris, ils vous fracasseront, ils vous éventreront, ils vous éventreront, ils vous

pour la tranquillité qu'ils nous assurent »... Ce n'est pourtant qu'une trêve. Les frappes reprennent de plus belle dès le 27 mai et ce pendant deux semaines. Après chaque série de tirs la pièce doit être à nouveau usinée. Ce qui explique les phases d'interruption. A la mi-juillet, les Parisiens subissent deux nouveaux jours de bombardement et l'ultime vague a lieu du 5 au 9 août. Entre temps, les Allemands ayant lancé leur offensive vers le sud, la grosse Bertha a été déplacée. De Crépy-en-Laonnois, après un passage à Beaumont-en-Beine, elle a été transportée dans les bois de Bruyères à Fère-en-Tardenois. Et c'est en Allemagne qu'elle est en définitive rapatriée, ses concepteurs n'étant guère désireux de la voir aux mains de l'armée française : contrairement aux accords de Rethondes, dans lesquels il était précisé que les pièces à longue portée devaient être données aux Alliés, le Pariser Kanone ou le Wilhelm Geschütz (« la bouche à feu de Guillaume ») n'a jamais été retrouvé, découpé sans doute au chalumeau pour garder son secret. Entré depuis dans la mémoire collective, ce canon révolutionnaire pour l'époque, a tué 256 fois et blessé 620 personnes, selon des chiffres publiés en janvier 1919. ●

Jean-Yves DUPAIN

La vraie Bertha envoyait des projectiles de 420 mm, contre 210 mm au canon à longue portée. Photo DR.



LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, « INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI »

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

1 - L'arrivée des otages à Zosle sous la neige le 12 janvier 1918.
2 - Le camp de Roon où tous les otages furent regroupés à partir de mars 1918.
(dessins de F. de Haenen parus dans l'Illustration en janvier 1919)
3 - La grange de Milejgany, le premier lieu de séjour pour 150 otages.



Réfugié dans le Nord après l'évacuation de sa ville d'exercice, le sous-préfet de Saint-Quentin Léon Vittini est désigné comme otage le 31 décembre 1917 avec six cents autres notables du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Les Allemands envoient les hommes en Lituanie où ils seront internés pendant plusieurs mois. Vingt-quatre d'entre eux mourront durant cet exil. Une habitante de Sains-Richaumont, M^{me} Déruelle, retenue dans un camp en Allemagne, y a tenu un journal. Récits.

Otage en Lituanie !

En mars 1914, quand, venant de la sous-préfecture de Langres, Léon Vittini avait été nommé à Saint-Quentin, il n'imaginait certainement pas que son nouveau poste correspondrait à la période la plus mouvementée de sa carrière. Le 31 août 1914, au moment de l'entrée des troupes allemandes dans la ville, il avait été grièvement blessé : son uniforme de sous-préfet l'avait fait prendre pour un général français ! Une fois rétabli, et pendant plus de deux années, il avait été un fonctionnaire complètement coupé de son administration et en butte aux exigences quotidiennes de l'occupant. Jusqu'à ce jour de mars 1917, où il avait été parmi les derniers habitants à quitter une ville que les Allemands avaient décidé de vider complètement de sa population. Désormais réfugié dans le Nord, à Hautmont, Léon Vittini avait alors pensé continuer jusqu'à la fin de la guerre à défendre auprès des autorités d'occupation, tant bien que mal, les intérêts de la population dont il avait la charge... C'était sans compter sur un ordre de la kommandantur. Le 31 décembre 1917, il avait appris qu'il était désigné comme otage et qu'il devait se tenir prêt à partir prochainement en Allemagne. Depuis l'Antiquité et le Moyen âge, la notion d'ota-

ge avait sensiblement changé de sens. Il s'agissait à l'origine de garantir une parole donnée, un traité par exemple. On en était arrivé à l'idée d'une monnaie d'échange, d'un moyen de pression sur l'ennemi. En 1915, les Allemands avaient ainsi pris en otage un certain nombre de notables des territoires occupés pour obtenir l'élargissement des ressortissants allemands du Maroc emprisonnés par les autorités françaises.

Il s'agissait maintenant de la libération des fonctionnaires de l'Empire allemand qui avaient été arrêtés en Alsace-Lorraine, parfois avec leurs familles, par les troupes françaises en 1914, dans les premiers jours de la guerre. Une atteinte au droit des gens que ne cessait de dénoncer l'Allemagne. En novembre 1916, 300 otages des régions occupées avaient été conduits en Allemagne. Leur libération, après neuf mois de détention dans le camp de Holzminden (Basse-Saxe), n'avait pas permis de changer la situation des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine, toujours en résidence surveillée en France. Voilà pourquoi le 31 décembre 1917, 600 otages avaient été désignés dans les départements du Nord, de l'Aisne et des Ardennes. Ces hommes et ces

Des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine assignés à résidence en France

femmes appartenaient tous à des familles de notables : fonctionnaires comme Léon Vittini ou James Rochon, chef de division à la Préfecture de Laon, mais aussi magistrats, notaires, ecclésiastiques, médecins, ou encore industriels ou gros cultivateurs... Le 6 janvier 1918, ils avaient été regroupés en gare d'Hirson et le convoi s'était ébranlé vers l'Allemagne. Destination : à nouveau Holzminden pour les femmes, mais beaucoup plus loin vers l'Est pour les hommes, dans un territoire russe occupé par les armées allemandes depuis 1914 : la Lituanie.

Cinq jours de voyage, dans des wagons de troisième classe. Et par une température hivernale. Après avoir traversé l'Allemagne, le train s'arrête à Zosle. Le 12 janvier, les otages sont dirigés à pied à sept kilomètres, à Milejgany, où ils sont entassés dans une grange précédemment occupée par des prisonniers russes. On peut imaginer dans quelles conditions : la vermine des pailleuses, la promiscuité de tous les instants, la nourriture limitée à une soupe souvent immangeable et à une ration de pain de 300 grammes par jour. Un maigre ordinaire amélioré par l'achat de pain ou de lard, et à des prix exorbitants, aux soldats allemands ou aux paysans des environs. Les humiliations ne sont pas rares. 160 otages sont bientôt envoyés à Jewie, près de

Vilnius, où ils sont parqués dans une église orthodoxe. Les conditions ne s'améliorent pas, alors la survie s'organise. Un comité du camp dont fait partie Léon Vittini est nommé, un programme de conférences est mis sur pied, un journal – évidemment manuscrit – paraît sous la direction d'Emile Ferré, le rédacteur en chef de *L'Echo du Nord* à Lille. Il prend le nom de *L'Echo du Nord... et des steppes* et s'efforce de maintenir le moral de ses lecteurs.

Cent otages malades rapatriés

Dès le 14 janvier, les otages ont fait parvenir une lettre de protestation à l'ambassade d'Espagne à Berlin puisque par suite de la déclaration de guerre et de la rupture des relations diplomatiques, c'est l'Espagne qui représente en Allemagne les intérêts français. La visite des délégués espagnols n'intervient que le 22 mars. Elle aboutit à une amélioration des conditions de vie à Milejgany et à Jewie. Dès le 1^{er} avril, cent otages malades peuvent être rapatriés en France pour raisons de santé. Un premier wagon de ravitaillement envoyé par le CRB* arrive le 10 avril. Le courrier est plus largement autorisé. Début juillet arrive enfin la nouvelle du rapatriement. Le départ de Lituanie a lieu le 8 juillet, 288 otages sont ramenés directement dans les

départements, toujours occupés, du Nord de la France. 71 rentrent en France « libre » via la Suisse par Evian. Mais certains n'ont pas cette joie. 24 otages sont morts en Lituanie. Trois autres n'arrivent pas au bout du voyage de retour. Plusieurs meurent encore avant la fin de l'année 1918, tant ils ont été affaiblis par des mois de privations. En conclusion d'un court récit de son séjour en Lituanie, Léon Vittini écrit : « *Je suis revenu de Milejgany le 6 octobre 1918 et j'étais à l'extrême limite de mes forces physiques* ».

La déportation a duré plus de six mois. Des mois qui avaient été déterminants pour la Lituanie. A la suite de l'armistice de Brest-Litovsk, la Russie avait renoncé à un territoire qu'elle annexait depuis 1772. Le 16 février 1918, le Conseil national lituanien avait proclamé l'indépendance. Une indépendance sous la protection des troupes allemandes qui occupaient toujours le pays et avec un prince allemand pressenti pour devenir roi. Mais la résurrection de la Lituanie comme Etat en Europe était en marche. ●

Guy MARIVAL

*Committee for Relief in Belgium : organisme créé en 1914 à l'initiative des Etats-Unis et de l'Espagne pour assurer le ravitaillement de la Belgique et des départements français occupés par les Allemands.

LES FEMMES AUSSI...

Une habitante de Sains-Richaumont, Mme Déruelle, figure au nombre des femmes otages qui sont déportées en janvier 1918 au camp de Holzminden. En Allemagne, elle continue de tenir son journal. Extraits.

« *Lundi 14 janvier : Arrivée à Holzminden à 11 h du soir. Il faut laisser une partie de ses colis à main sur le quai et faire 4 km à pied pour gagner le camp. Il fait très glissant : on nous conduit comme un troupeau de bêtes à l'abattoir. On nous fait entrer dans des baraques puantes. Le cœur me manque ! Je n'ai pas le courage de me coucher ! Je reste près d'un semblant de feu avec une dame lilloise.* » (...)

« *Jeudi 17 : On nous appelle enfin pour nous délivrer nos colis à main. On nous a donc laissées trois jours sans nos vivres et couvertures ! On nous donne des cartes pour écrire en France. Je retrouve mon nombre exact de petits colis, mais le sac à provisions est allégé de mon 3/4 de poulette rôtie, du beurre, du fromage, d'un pâté, de mes peignes et deux savonnettes.* » (...)

« *Mercredi 23 : On doit aller à la douche chaude : 24 personnes à la fois. Celles qui ne peuvent les supporter doivent se faire inscrire, mais il faudra aller passer la visite du docteur. Il pleut, on reste dans sa prison.* » (...)

« *Vendredi 25 : Une dame de Sedan passe nous faire signer une pétition pour que les douches soient facultatives ; le docteur arrive dans les chambrées et y envoie tout le monde. A 7 h du soir on nous dit que les personnes au-dessus de 50 ans en sont dispensées.* »

Document inédit aimablement communiqué par Madame Mulet-Lesage.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin pendant la durée de la guerre. Léon Vittini, était natif de Corse. Gravure extraite de Elie Fleury - *Les soixante-quatre séances du conseil municipal de Saint-Quentin pendant l'occupation allemande* : 24 Août 1914 - 3 Février 1917. Compiègne : Imprimerie de Compiègne, 1924. Coll. Société Académique de Saint-Quentin.



M. VITTINI

LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME

CIBLER DE GUERRE
LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA
MONNAIE D'ÉCHANGE
RÉSISTANCE, «INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI»
DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

P.38/42

- L'exécution d'Adam et Oudelet
- Un espion en Thiérache
- Le procès des collaborateurs de La Gazette des Ardennes
- L'acquiescement de négociants en textile
- La condamnation d'une femme accusée de dénonciations.

Évocation de quelques aspects de la guerre vécue par les civils dans le nord de l'Aisne alors occupé.

La fin tragique

d'Adam et Oudelet, 18 et 23 ans

Accusés d'espionnage par les Allemands pour avoir été surpris à proximité de la "grosse Bertha" à Crépy en Laonnois, Léon Adam et André Oudelet tombent, le 16 avril 1918, sous les balles d'un peloton d'exécution.

Le récit des faits qui ont conduit Léon Adam, 18 ans ce jour-là et André Oudelet, 23 ans, devant un peloton d'exécution allemand, le 16 avril 1918, est rapporté dans un texte dont la rédaction est achevée le 21 janvier 1919.

Il s'agit d'un poème dédié à ces deux jeunes gens, apprentis boulangers de Monceau-lès-Leups (environs de Laon), que le conseil de guerre du VIII^e corps d'armée allemand a condamnés à mort sous l'inculpation d'espionnage, le 14 avril 1918.

Le texte occupe cinq pages. Non signé, il est attribué à l'instituteur de Monceau-lès-Leups. L'opuscule de huit pages dans lequel il est inséré porte la marque de l'imprimeur Bruneteaux qui exerce à Laon et Soissons. La deuxième édition est datée 1924. Son titre mentionne qu'Oudelet et Adam sont chevaliers de la Légion d'honneur.

Les informations que délivre ce récit sont fragmentaires et dépourvues de sources, en raison, probablement, de l'absence de témoin direct de la scène pour laquelle Adam et Oudelet furent accusés d'espionnage. Elles sont distillées au fil d'un texte à l'ambition poétique conçu comme un hommage aux deux « martyrs tombés en héros ». Des jeunes gens dépeints comme facilement moqueurs à l'endroit de l'occupant. On songe en lisant à la figure du valet

dans l'œuvre de Molière : « *Au fournil on les entend causer (...) des bons tours qu'ils viennent de jouer aux Boches exécrés* ».

Leurs provocations avaient le don d'irriter ceux qui en étaient la cible, et qu'elles ridiculisaient. « *Oudelet, raconte l'auteur (...)*

l'allure moqueuse, exaspérait le Boche.

Un jour, un officier, pour un salut mal fait, le poursuivit jusque dans la cour du fournil ; mais, plus lesté que lui, notre jeune gavroche à son nez déconfit vite ferma la porte ».

L'espièglerie, voire l'attitude provocatrice des « mitrons », aura finalement été leur seul tort, nous dit l'instituteur qui, cherchant une raison à cette tragédie, met le terrible jugement au compte d'une vengeance d'un « vil policier allemand » à qui « ces pauvres jeunes gens tant déplaisaient ». Ainsi, un jour d'avril 1918, alors qu'ils se trouvaient à portée de regard de la « grosse Bertha » de Crépy-en-Laonnois, dans une attitude de défi, ou à cause du soleil, Adam et Oudelet « firent de leurs mains comme une longue vue ». Aussitôt, se détachant d'un groupe qui s'exerçait sur place, un soldat allemand « accourut » et les accusa, sur le champ, d'espionnage : « *Vous êtes des espions et vous cherchez à voir, avec vos instruments, le canon colossal* ».

S'ensuivirent le passage en conseil de guerre, la condamnation à mort et l'exécution dont la date, le 16 avril 1918, l'heure, peu avant 4 heures du matin, et le lieu, le Chemin des Vaches à Monceau-lès-Leups, sont attestés par les registres conservés dans les archives du village. L'exécution eut lieu

devant témoin. Elle provoqua un vif émoi dans la région de Laon où la nouvelle circulait très vite, relayée par les proclamations que l'autorité allemande demandait aux maires d'afficher.

Le poème fait allusion à des écrits laissés par les deux jeunes gens à l'intention de leurs parents au seuil de leur exécution. Et de fait, la mairie de Monceau-lès-Leups conserve dans un cadre la photocopie d'une lettre très émouvante attribuée à André Oudelet. Ce dernier y proteste de son innocence : « *un soldat ayant eu une fausse conviction de mes faits et gestes m'a accusé d'espionnage* ». Et annonce sa fin imminente : « *Il est quatre heures, il faut mourir, l'aube de ce jour verra notre fin. Nous mourrons martyrs car je suis fusillé avec Léon Adam (...)* Ma conscience est en repos, je puis mourir. Je n'ai jamais fait de mal à personne ».

La lettre, difficile à déchiffrer en certains passages, cite nommément plusieurs personnes auxquelles Oudelet souhaitait s'adresser par l'entremise de ses parents. Ces informations précises ouvrent des pistes pour poursuivre les recherches entamées à l'occasion du travail de préparation de cette publication. Aujourd'hui, plusieurs anciens de Monceau-lès-Leups attestent le dernier écrit laissé par André Oudelet. Parmi eux se trouve une dame qui, alors qu'elle était elle-même enfant, a connu la maman d'Oudelet. Il reste cependant à retrouver l'original de la lettre, qui a disparu, pour pouvoir formellement l'authentifier. Puisse cet article y contribuer. ●

Damien BECQUART
Recherches : Annie BEAUVILLAIN



Le monument érigé en 1924 à Monceau-lès-Leups en hommage à Adam et Oudelet. Photo Annie Beauvillain/CG02.



Godard, alias Preux, douanier espion en Thiérache

Onze mois et quelques jours. Pierre Godard, de son nom de guerre Léon Preux, douanier de son état, a vécu dans les forêts de Thiérache au nord de l'Aisne du 2 août 1916 au 9 juillet de l'année suivante, yeux et oreilles à l'affût des moindres faits et gestes allemands qu'il transmettait au commandement français, grâce à ses pigeons voyageurs. Pour se nourrir, il a pu compter sur le dévouement de paysans, d'instituteurs ou de garde-champêtre qui le ravitaillaient quotidiennement au mépris des risques encourus. Après avoir été déposé par avion près du village de Malzy, la mission initiale de Pierre Godard était, outre le renseignement, la destruction de voies ferrées dans le secteur du Nouvion et de La Capelle. Dans son Carnet de guerre*, il raconte avoir tenté de placer des explosifs près de Buirfosse : « *Je me préoccupai de me rendre compte de l'emplacement des sentinelles et de la configuration du terrain* ».

Ces observations effectuées, il décidait d'attendre qu'un orage nocturne vienne cacher les rayons de lune : « *Une nuit, vers onze heures, un orage éclate. M'étant approché de la voie à pas de loup, je réussis, en rampant, à gagner le ballast. Là, à plat ventre sur le sol, ayant en mains deux explosifs préparés d'avance,*

je me disposais à les placer au bon endroit lorsque j'entendis un petit coup de sifflet... C'était un train de civils qui arrivait comme il l'apprit le lendemain : « *C'était des évacués de Lille. Je demeurais longtemps muet de stupeur à cette révélation, en me représentant le malheur que j'allais causer cette nuit-là sans les circonstances qui vinrent mettre fin à l'achèvement de mes préparatifs* ». N'empêche, durant cette année, il réussit à faire parvenir en "France libre" les renseignements sur les mouvements et travaux de l'armée allemande. Le 9 juillet 1917, Godard décidait de quitter la Thiérache pour retourner dans les zones non occupées. Il passa d'abord quelques jours auprès de son épouse et de son fils près de Givet dans les Ardennes en demeurant caché car sa tête était mise à prix. Puis, il parvint à rejoindre Liège. Il croyait avoir franchi tous les obstacles. Las, dans la ville belge, il fut arrêté après avoir été trahi. Après la froideur des forêts de Thiérache, il connut alors l'humidité des geôles allemandes. ●

Jean-Yves DUPAIN

*Cité par J. Lancon et R. Minon dans Les archives historiques et patriotiques du Nord de l'Aisne pendant la Grande Guerre et l'après-guerre 1914-1921. Archives départementales de l'Aisne.



1 - Armée française, transmission. Un Colombier en mai 1916. BDIC.
2 - Proclamation à Laon, le 21 août 1916, concernant Léopold Nadaux et Louis Cavalier (peine de mort, commuée en emprisonnement), BDIC.

TRAHI PAR UN FAUX PRISONNIER ÉVADÉ

Julien est mort le 9 septembre 1917. Ce citoyen belge gérait la ferme du Val Fleury à Voulpaix (Aisne), depuis le printemps 1914, et y hébergeait, dès que l'occasion se présentait, des prisonniers évadés. C'est l'un d'entre eux ou se prétendant tel, qui, au prétexte d'aller chercher sa musette au village, le trahit le 3 décembre 1916. Arrêté avec la bonne de la ferme, il est aussitôt condamné à cinq ans de prison. Son frère Auguste n'aura aucune nouvelle jusqu'en juillet de la même année : « *Julien m'écrit qu'il est incorporé dans un bataillon de Strafgefängenenarbeiter ou travailleurs en punition. Il se dit en bonne santé* ». Et puis, à nouveau plus rien jusqu'au 21 novembre ; ce jour-là, « *A midi, je reçois la nouvelle du décès... Ils m'ont laissé écrire pendant des mois* », notera amer Auguste. Officiellement, le jeune paysan belge est mort « *d'hydropisie générale, faiblesse du cœur, diarrhée et inflammation des reins* ». En fait, Auguste obtiendra plus tard une information différente, de la bouche d'un compagnon de détention de Julien : « *Il a été assommé au cours d'une tentative d'évasion. Le fil barbelé étant électrifié, il n'a pas pu le traverser* ».

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, «INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI»

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

Le procès

Le procès des « dénonciateurs du Nord »



Photo parue dans L'illustration et présentée comme étant celle de l'exécution des dénonciateurs de Laon.

En juin 1919 s'ouvre, devant le 4^e conseil de guerre de Paris, le procès dit "des dénonciateurs du Nord ou de la Gazette des Ardennes". A l'audience défilent des petites gens qui ont donné des informations aux Allemands, lesquelles ont abouti parfois à des arrestations suivies d'exécutions. Dans les vingt-cinq accusés, parmi lesquels figurent douze femmes, se trouve ainsi Mme A. qui dénonça deux tirailleurs sé-négais, cachés à Anguilmont-le-Sart (Aisne). Les Africains furent exécutés et, avec eux, le maire, le premier adjoint et le garde-champêtre de la commune, simplement « coupables d'avoir toléré leur présence et de les avoir ravitaillés » comme l'explique Maxime Girard, le journaliste du Figaro qui suit le procès. Mme V., elle, dénonça son beau-père qu'elle n'aimait guère, une autre un meunier à Assis-sur-Serre... C'est Monsieur T., agent de police à Strasbourg et donc Allemand avant le début du conflit, qui recueillait ces confidences. Devant le tribunal, l'homme ne cachait pas que nombreux étaient ceux qui avaient des choses intéressantes à lui dire : « Il y avait plus de dénonciateurs qu'il n'y

a d'accusés », remarquait-il. Mais pourquoi ces gens vous parlaient-ils ? A cette question du président, il répondit : « Ils ne demandaient pas d'argent. Ils dénonçaient tout simplement. » Devant les juges, se succèdent des gens présentés comme des traîtres, des délateurs, ou des collaborateurs. Certains nient les faits qui leur sont reprochés, d'autres reconnaissent tête basse, d'autres encore revendiquent presque leur attitude, « parce qu'il était difficile de survivre en zone occupée ». Un maire d'une commune de l'Aisne non réélu vient expliquer qu'il s'est vengé en dénonçant ceux de ses administrés qu'il jugeait responsables de sa défaite. Les dénonciations n'étaient pas les seuls faits reprochés aux accusés. Certains sont mis en cause pour des missions d'espionnage au profit des forces allemandes ; d'autres ont pris la plume dans La Gazette des Ardennes, cet hebdomadaire de propagande créé à Charleville-Mézières dont la diffusion était très importante car il était le seul à publier la liste des prisonniers français incarcérés outre-Rhin. Ce fut en

particulier le cas de l'ancien administrateur colonial T., journaliste à Laon avant la guerre. Il ne nie pas avoir appartenu à la rédaction du journal, mais se défend affirmant que de très nombreux autres faisaient comme lui : « Plus de quatre cents Français ont collaboré avec La Gazette parce que, pendant l'occupation, tout a été obligé de travailler contre la France ». Mais l'accusation a la tâche facile. Il lui suffit de lire les articles de T. qui rendent hommage aux sentiments d'humanité des occupants et font le procès de l'Angleterre... Le mardi 28 juillet, plaidoiries et réquisitoires sont terminés. Parmi les vingt-cinq accusés, huit sont condamnés à mort dont T. et Mme A., six sont acquittés tandis que les autres sont assujettis aux travaux forcés. Leur exécution, après examen des différents recours, eut lieu en mai 1920 à la canonnière de Vincennes. Dans l'édition dominicale de L'Argus soissonnais, le reportage s'achevait ainsi : « L'exécution terminée, on entendit une longue plainte. C'était T. qui, pas encore mort, gémissait. Quatre sous-officiers se précipitèrent et lui donnèrent le coup de grâce ». ● **Jean-Yves DUPAIN**

La phrase qui borde la photo : « départ du quartier (au sens de casernement) de Renneval le 13 mars 1917 vers Hary ». Le village de Renneval, en Thiérache, est dans la zone occupée par les Allemands. Coll. part.



Unverhoff vom Quersinn Renneval am 13. 3. 17. nach Hary Köhler F. P. H.

Accusés de travailler pour les Allemands, les négociants en textile acquittés

Le 21 février 1921, cinq hommes sortent libres du palais de justice de Laon où la Cour d'assises de l'Aisne vient de siéger. A la question de savoir si les accusés ont, par leurs faits et gestes, « favorisé les entreprises de l'ennemi », le jury a répondu non. Les cinq sont acquittés.

Agés de 23 à 60 ans, négociants et artisan à Bohain, petite ville textile proche de Saint-Quentin, ils avaient été renvoyés devant le tribunal sous le chef d'inculpation « d'intelligences avec l'ennemi ». Ils étaient prévenus d'avoir fourni en 1917 ou aidé à fournir des tissus et des matières premières à l'autorité d'occupation allemande et d'avoir incité au redémarrage de l'activité textile à son profit. Selon l'acte d'accusation, les cinq hommes, qui avaient pignon sur rue à Bohain, étaient utilisés comme intermédiaires par les Allemands pour récupérer, sans éveiller les soupçons de la population locale, des stocks d'étoffes dissimulés. L'occupant cherchait aussi par le truchement des mêmes à obtenir le redémarrage de l'activité des tisseurs locaux interrompue avec le conflit. La guerre durait. Habiller une armée et une population civile dans un pays soumis au blocus, devenait une préoccupation de tous les jours pour l'Allemagne.

Contre les cinq, peu d'éléments matériels versés au dossier : le résultat d'une enquête sur l'enrichissement d'un des protagonistes de l'affaire au cours des années de conflit, des exemptions de travaux, des passeports pour circuler d'une com-

mune à l'autre réputés obtenus des Allemands en contrepartie d'un service rendu. Les charges reposent essentiellement sur des témoignages qui relatent les démarches qu'auraient entrepris les cinq hommes auprès de tisseurs du cru pour les convaincre de remettre en route leurs métiers ; des visites qu'ils auraient faites et des questions qu'ils auraient posées à des habitants de Bohain pour signaler à la Kommandantur d'éventuels stocks de tissus et de matières premières cachés.

Côté allemand, les suspects auraient eu affaire régulièrement au Feldwebel B. Autorité effective de la Kommandantur, cet officier est décrit dans l'acte d'accusation comme « brutal et violent » mais « accordant ses faveurs exceptionnelles aux Français oublieux de leurs devoirs qui consentaient à servir les intérêts de l'ennemi ». S'il ressort des actes d'instruction que les cinq hommes ont bien donné, à des degrés divers, dans la recherche et le négoce de textile en 1917, ils se défendent d'avoir eu connaissance de l'utilisation qui serait faite des tissus.

« Je ne me suis jamais douté que les pièces que je vendais iraient aux Allemands, je les vendais aux civils », affirme l'un d'eux dans le bureau du juge. Le même d'ajouter qu'ayant été plusieurs fois requis pour le travail « en colonne », il ne peut être « complice des Allemands ». Un deuxième reconnaît avoir fait tisser plusieurs ouvriers, mais il faut bien vivre, il est « père à charge » et ce sont « des matières que les Allemands pouvaient réquisitionner, mieux valait

les utiliser ». « J'ai toujours été un bon Français, j'ai risqué d'avoir douze balles dans la peau en donnant à manger à des soldats français évadés du camp de Templeux et en leur fournissant des vêtements civils », rétorque au magistrat un troisième, mis en cause pour avoir confectionné des bandes molletières et fait intimider un supérieur hiérarchique par les Allemands. Le même se s'exonère : « Il fallait survivre. Tout le monde vendait toutes sortes de chose ». Lors des interrogatoires, le magistrat instructeur oppose aux dénégations des suspects un raisonnement économique : les habitants de Bohain étant ruinés et menacés de surcroît, à cette période-là, d'une évacuation, ils se débarrassaient de tous les objets vendables. Il ne pouvait donc y avoir selon lui d'autres débouchés à la vente des tissus que l'occupant. Parmi les courriers anonymes qui figurent dans l'épais dossier d'instruction, l'un décharge les cinq hommes en les assimilant à des lampistes. « Les petits sont tenus et les gros courent toujours », dit cette lettre.

Au lendemain du verdict, les cinq acquittés peuvent lire dans la presse locale une mise en cause de l'attitude du président de la Cour qui se serait fait « l'auxiliaire le plus ardent de l'accusation » et cette conclusion lénifiante sur l'attitude des jurés qui ont « jugé sainement - selon leur cœur et leur raison - au-dessus de la loi écrite ». Il est vrai que quelques jours plus tôt dans la presse, les cinq accusés avaient leurs noms associés à des faits pour lesquels on n'employait pas le conditionnel... ● **Damien BECQUART**

LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, « INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI »

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

« FEMMES À BOCHES »

Dans le dossier d'instruction de l'affaire figure un témoignage dans lequel apparaît à l'encontre de A.G. et de sa mère l'expression « femmes à boches ». C'est une voisine qui un jour de la guerre reprocha en pleine rue à la jeune femme et à sa mère les allers et venues nuit et jour à leur domicile de soldats allemands. Elle ponctua sa mise en cause de cette insulte. Relatant l'incident au juge la voisine déclara qu'elle fut arrêtée le lendemain par les Allemands, frappée et mise en cellule pendant 19 jours.

Les stèles de soldats Hughes et Hands, qui furent exécutés en mars 1915, au cimetière Saint-Jean à Saint-Quentin. Photo Thibaut Raymond.



Libérable au 31 juillet 1958

1958

A.G. avait 26 ans lorsqu'elle fut condamnée, le 16 février 1921, par arrêt de la Cour d'assises de l'Aisne à la déportation dans une enceinte fortifiée au terme d'un procès pour « intelligences avec l'ennemi ». A la majorité des 36 jurés, elle avait été reconnue coupable « d'avoir, à Saint-Quentin, du 28 août 1914 au 5 mars 1917, entretenu des intelligences avec l'Allemagne, puissance ennemie, dans le but de favoriser ses entreprises et de secourir le succès de ses armes, notamment en dénonçant à des agents de l'Allemagne des citoyens français et des soldats anglais ».

Par décret du 22 janvier 1922, sa condamnation fut commuée en détention perpétuelle. Après le rejet de son pourvoi en cassation le 14 avril 1921, Mme G. introduisit quelques années plus tard, par le biais de son avocat, un recours en grâce. Qui fut rejeté. Détenue à Rennes puis à Bordeaux, elle fut libérée par les services pénitentiaires pendant l'occupation allemande de la Seconde Guerre.

Elle avait passé 21 années derrière les barreaux. Revenue à Amiens où résidait sa mère à cette période-là, elle fut arrêtée à nouveau le 20 septembre 1944. Moins d'un an plus tard, la justice commua sa perpétuité en 15 années de détention. Puis, elle obtint par décret en date du 10 juillet 1946, une remise de peine de deux années, ce qui faisait d'elle une détenue libérable au 31 juillet 1958.

En 1947, le surveillant-chef de la maison d'arrêt d'Amiens avait écrit au 1^{er} président de la Cour d'appel d'Amiens pour solliciter une mesure de grâce au bénéfice de l'ancienne confectionneuse, détenue « au comportement exemplaire ». Le procureur s'opposa avec la dernière énergie à cette supplique invoquant les « actes d'une extrême gravité » perpétrés « par la fille G. » au cours de la Première Guerre.

« Détenue au comportement exemplaire »

Le 16 février 1921 les assises avaient retenu contre A.G. la responsabilité de l'arrestation à Saint-Quentin d'un soldat anglais. Il s'appelait Hands. Il s'était réfugié chez l'habitant après la retraite de Charleroi. Avant son interpellation, elle avait eu avec lui une liaison. La Cour avait également jugé que dans la découverte du dénommé Hughes, soldat d'une unité de carabiniers irlandais lui aussi caché en ville, elle avait « secondé les policiers allemands ». Pour ces imputations, les plus graves, l'acte d'accusation relevait, à défaut de preuves formelles, de nombreux témoignages formant « un faisceau de présomptions ne laissant aucun doute ».

Hughes et Hands, arrêtés le 8 février 1915, furent fusillés à l'aube le 8 mars 1915 à Saint-Quentin*. L'habitant qui les avait dissimulés fut envoyé aux travaux forcés par les Allemands. Il revint malade à Saint-Quentin le 14 avril 1919. ●

Damien BECQUART

*La stèle de Hughes (photo) donne la date du 5 mars, l'instruction retient le 8 mars.

LES RENSEIGNEMENTS SUR LA « FEMME G. »

Le dossier d'instruction contient des renseignements de « moralité », recueillis au cours de l'enquête, très défavorables à la prévenue.

Le rapport de l'inspecteur Lautié, 16^e brigade de police mobile d'Amiens, daté du 25 octobre 1920, relève tout d'abord que la « femme G. » est arrivée à Amiens avec sa mère, le 27 juin 1919. Toutes deux venaient de Maubeuge où elles s'étaient installées après l'évacuation des habitants de Saint-Quentin, en mars 1917. Dans la capitale picarde, les deux femmes occupent un garni. Elles sont « dans une situation de fortune des plus précaires ».

De bout en bout, l'enquête de voisinage va dépeindre A.G. sous un jour défavorable. « A Amiens, sa conduite donne lieu à beaucoup de critiques », rapporte le policier. Elle se montre « exaltée jusqu'au dernier degré, irascible et prompte à la colère ». Même l'indigence joue contre elle... « Bien que gagnant peu », elle « ne se privait pas d'acheter des toilettes de prix voulant (...) paraître supérieure au rang qu'elle occupait dans la société ». Enfin, l'employeur, un confectionneur d'Amiens, n'est pas le dernier à ajouter son trait à ce portrait monochrome : « Cette femme a jeté l'anarchie dans mon atelier » ; elle est « violente à l'égard de ses camarades ».

Pour réaliser cette note, où les renseignements tiennent parfois davantage du commentaire que de l'information, Lautié n'a pas rencontré de témoin à même de trouver quelque qualité à la prévenue ! Par la suite, dans le bureau du juge d'instruction, la Dame G. - qui a été dénoncée - construira sa défense autour d'un unique argument : « Tout ceci est un complot de voisins et plusieurs seraient plus coupables que moi, je proteste (...) Tout ce qui est dit sur moi est faux et les gens auraient mieux fait de regarder leur conduite ».

LES CIVILS AU CŒUR DU DRAME

CIBLE DE GUERRE

LA VRAIE HISTOIRE DE LA GROSSE BERTHA

MONNAIE D'ÉCHANGE

RÉSISTANCE, « INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI »

DÉBAT SUR LES BOMBARDEMENTS

Viser les villes pour finir la guerre ?

Obsèques de deux enfants de la banlieue parisienne tués, selon L'Illustration, par des « bombes allemandes ».



Le bombardement de Paris et Londres par les Allemands alimente en France comme en Grande-Bretagne un débat sur le recours aux représailles. Le créateur de la Royal Air Force réclame davantage d'escadrilles pour effectuer des raids outre-Rhin arguant du fait que la victoire serait plus rapide si on procédait à des bombardements massifs sur les villes allemandes. En France, Clemenceau refuse de donner son accord pour des opérations sur des cibles non militaires.

Je désirerais que nos ennemis n'eussent plus aucune raison pour dire qu'ils viennent bombarder Paris en représailles de bombardements effectués en Allemagne sur des villes dites ouvertes ».

C'est par ces mots que Mayéras, député socialiste de Paris, interpelle le Président du Conseil Georges Clemenceau à la Chambre des députés le 18 mars 1918. Depuis l'année précédente, en France et en Grande-Bretagne, au fur et à mesure que se multipliaient les bom-

bardements sur Londres et sur Paris, avec leurs dramatiques conséquences pour les populations civiles, le débat s'était amplifié sur la question des « représailles ». Si Berlin était trop éloignée de la portée des bombardiers alliés, pourquoi ne pas aller frapper les grandes villes de la vallée du Rhin ?

« Du travail d'assassins »

En France, les militaires les plus radicaux n'ont jamais pu parvenir à gagner le gouvernement à leur cause. Malgré les invitations répétées de plusieurs journaux et de certains parlementaires, Clemenceau aussi déterminé qu'il ait pu être dans la conduite de la guerre, et malgré son farouche discours du 8 mars 1918 à la Chambre, ponctué par la fameuse formule « Je fais la guerre ! », s'est toujours interdit de donner son accord à des bombardements aériens sur des objectifs non militaires.



Préparatifs de départ d'un Handley Page O/400, gros bombardier anglais utilisé dans des raids sur la région du Rhin. L'Illustration du 25 mai 1918.

Le 12 avril 1918, alors qu'il recevait les députés de Paris au lendemain d'un nouveau raid meurtrier des Gothas sur la capitale, le chef du gouvernement avait confirmé sa position personnelle résumée par ce qu'il avait déclaré en se rendant sur les lieux le jour du bombardement : « Ça, c'est du travail d'assassins ! Ce n'est pas une raison pour que je sois un assassin ! ».

A la demande de monseigneur Hartmann, le cardinal-archevêque de Cologne et du pape Benoît XV, la Grande-Bretagne avait accepté de suspendre ses bombardements le 30 mai, jour de la Fête-Dieu, sur la ville qui avait déjà été l'objectif des avions anglais quelques semaines plus tôt. Une décision que la propagande alliée a eu beau jeu de présenter comme l'exact contrepoint du bombardement de l'église Saint-Gervais à Paris pendant l'office du Vendredi Saint le 29 mars 1918.

C'est pourtant en Grande-Bretagne qu'est formulée pour la première fois la théorie des bombardements massifs. Depuis le premier raid de Zeppelin sur Londres en avril 1915, et les premières victimes civiles, certains députés se font l'écho des rumeurs populaires qui exigent des représailles. Le créateur de la Royal Air Force, Hugh Trenchard, est aussi l'inventeur du « bombardement stratégique » (strategic bombing). Il demande cent escadrilles pour bombarder l'Allemagne. Il n'en obtiendra que neuf. Mais il ne cesse d'insister sur le fait que la victoire serait plus rapide si on utilisait des bombardements massifs sur les villes allemandes.

Au total, en quatre ans, 1 117 civils et 296 militaires ont trouvé la mort en Angleterre à cause des bombardements aériens. Avec moins de 600 morts, le bilan est un peu moins lourd à Paris, où pourtant les obus des « Berthas » ont ajouté leurs victimes à celles des bombes des Zeppelins et des Gothas. Des chiffres sans commune mesure avec les massacres sur les champs de bataille de la Grande Guerre. Mais l'ombre des bombardements de Guernica, de Dresde et de Hiroshima en 1945 se profile déjà en 1918. Celle aussi des fameux V2, « V » comme « Vergeltungswaffe » : « arme de représailles ». ●

Guy MARIVAL



Courcelles. Habitants cherchant dans les décombres ce qui peut être sauvé de leur mobilier. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Une des statues de la "Constellation de la douleur", œuvre de Christian Lapie, érigée près de la Caverne du Dragon sur le Chemin des Dames, en 2007, en hommage aux tirailleurs sénégalais. Fx Dessirier/Conseil général de l'Aisne.



Transportés dans la guerre

DES RÉGIONS

D'OUTRE-MER

LE BÂTON DE TRANCHÉE

TRACES DANS LA PIERRE

Berry-au-Bac. D.R.

Près de la Chapelle Monthodon (Aisne). Infanterie française montant en ligne le 24 juillet 1918. BDIC.



Soldats français dans un abri. Archives départementales de l'Aisne.

Les différentes batailles du Chemin des Dames sont menées par de véritables norias d'unités venues de toutes les régions françaises. Si, au début de la guerre, l'armée reste fidèle à ses traditions de recrutement local, ces dernières changent par la suite en raison du poids des pertes et de l'évolution tactique liée à la modernité du conflit.

grand brassage sur le front

LE SUD-OUEST ET CRAONNE

C'est durant la période de l'après-guerre, sur un plan mémoriel, que va se renouer le lien entre les « petites patries » du début du conflit et le Chemin des Dames. Le 30 septembre 1928, lors de l'inauguration du monument dit des Basques, érigé à la mémoire des combattants de la 36^e DI, l'écrivain régionaliste François Duhourcau évoque clairement à la fin de son discours ce lien très fort qui unit désormais à jamais les terres du Sud-Ouest au plateau de Craonne : « Nous sommes venus prendre possession de cette terre que la patrie, croyons-nous, consent à léguer à nos provinces du Sud-Ouest comme un apanage de gloire. Ici la bravoure de nos régiments a créé une enclave empreinte des vertus de notre territoire gascon. Ce paysan à makhila et à béret que nous laissons, c'est le sceau régional posé par nous sur ce sol imbibé du sang des nôtres, c'est le veilleur éternel qui monte la garde au nom de la petite patrie¹. »

1 - Le monument de la 36^e division, S. Sordes, 1928, p. 28.

À l' lendemain de la bataille de la Marne, dès le 13 septembre 1914, les V^e et VI^e armées françaises atteignent l'Aisne et reçoivent l'ordre de la dépasser. Elles sont exténuées par les durs combats qu'elles viennent de mener, manquant de réserves et surtout d'un appui d'artillerie efficace. La gauche de la V^e armée doit faire face aux positions allemandes du plateau du Chemin des Dames sur lequel ces derniers ont décidé de se fixer résolument.

L'entrée dans la guerre de position se solde par l'enracinement de grandes unités, 1^{er} et 18^e Corps d'Armée, dont le recrutement à cette époque est encore très largement régional. Deux raisons expliquent cette fixation acceptée tant bien que mal par le commandement français. En premier lieu, dès le 1^{er} octobre, l'évacuation du secteur par les Britanniques obligeant le Grand Quartier Général (GQG) français à effectuer une relève qui va installer durablement au pied du plateau axonais des régiments venus du nord et du sud-ouest de la France. Ensuite, l'échec de l'une des dernières tentatives de percée qui se solde par le cuisant revers des 12, 13 et 14 octobre. C'est donc bien, selon les propres mots du commandant de la V^e armée, une période où « troupes et chefs s'étaient en quelque sorte acoquinés à leurs tranchées². »

La stabilisation du front entraîne la stabilisation des unités. Le 18^e Corps d'Armée (35^e et 36^e divisions), constitué de Landais, Béarnais et Basques,

participe aux premiers et très âpres combats de la partie orientale du Chemin des Dames. C'est à cette époque qu'un médecin appartenant au 1^{er} Corps formé de nordistes, observe incrédule, lors d'une période de repos, une séance récréative durant laquelle un sport basque est à l'honneur dans le village d'Euilly : « C'est dimanche, jour de fête et de délassement. Les soldats basques sont réunis sur la place et y ont organisé un grand match



Fête sportive à l'arrière du secteur de Vauxaillon (été 1917). Fonds Delaruelle, Archives départementales de l'Aisne.

de pelote. A demi dévêtus malgré la bise, des sandales aux pieds, ils bondissent comme des cabris sous les yeux de la foule intéressée qui applaudit les beaux coups et hue les « faltas » ! La lutte terminée, aux accents d'un accordéon larmoyant, ils commencent par groupes de quatre un fandango vertigineux (...) C'est le pays, c'est la fête du village qui revit ici loin, loin³. »

Ces soldats du Sud-Ouest, pourtant fortement

éprouvés par de lourdes et récentes pertes, recréent donc, l'espace d'un instant et ailleurs, les sociabilités de leurs villages sous les yeux quelque peu effarés des soldats du Nord et des civils demeurés à proximité du front. Le 18^e Corps d'Armée stationnera jusqu'au 24 avril 1916 sur le Chemin des Dames.

Le 11 avril 1916, Emile Carlier du 127^e Régiment d'Infanterie, une unité constitutive de ce 1^{er} Corps qui a déjà combattu au Chemin des Dames en 1914 et qui y fait son retour, notait : « Le régiment reçoit, pour combler les vides de Verdun, un important renfort de méridionaux. Le colonel les harangue. Il fait l'éloge des gens du Nord dont a été formé jusqu'à présent le 127^e. Il espère que les gens du midi sauront imiter leur vaillance. Intérieurement nous approuvons. Ce n'est pas sans une certaine méfiance que nous recevons les nouveaux arrivés⁴. »

Comment ne pas voir, au cœur de ce témoignage, une réminiscence de l'affaire du 15^e Corps qui fit couler tant d'encre au moment de la bataille des frontières? Certes l'auteur ajoute rapidement, « méfiance parfaitement injustifiée et qui ne tarda pas à se dissiper au chaud contact de nos exubérants camarades. » Mais un état d'esprit qui prouve cependant que la fin du recrutement régional ne fut pas vécue sans méfiance et arrière-pensées mêlées. Les vieux clichés de l'avant-guerre et du début du conflit

eurent la vie longue au sein d'unités recomposées, amalgamant désormais des soldats venus de tous les horizons.

En fait, les événements des années 1917 et 1918 vont générer un immense brassage d'unités dont le renforcement privilégie un amalgame complet des origines géographiques. A cela plusieurs raisons. D'abord le degré général des pertes de l'armée française qui interdit désormais le recours aux seuls renforts régionaux. Ensuite le fait que le Chemin des Dames est devenu au printemps 1917 un secteur représentatif de la guerre d'usure moderne. Les corps d'armée français (et coloniaux) réputés comme les plus combattifs y sont engagés. Le système de norias et de relèves rapides

des d'unités y est logiquement appliqué. Les événements catastrophiques de 1918 ne contredisent pas cette situation. Pétain est contraint de colmater la brèche, occasionnée par la percée allemande du 27 mai, avec la réserve tactique qu'il s'est patiemment constituée. L'armée française, désormais exsangue, adopte donc une attitude pragmatique, aux antipodes de ce qui avait prévalu au début du conflit. Toutefois cette évolution n'est pas parvenue à annihiler de vieilles persistances au niveau des mentalités. Le 7 mars 1918, alors que le 273^e Régiment d'Infanterie du 1^{er} Corps d'Armée remonte pour la troisième fois depuis le début de la

« Les pipes font sur le seuil des cantonnements des points rouges dans les groupes bleus. »

guerre les pentes du Chemin des Dames, l'aspirant Jacques Vendroux – futur beau-frère de Charles de Gaulle – observe et note : « Nous traversons l'Aisne. Un morceau de plaine, puis la dure montée de Beauvieux. Le 6^e bataillon [du 327^e RI], qui y cantonne, nous regarde passer. Les pipes font sur le seuil des cantonnements des points rouges dans les groupes bleus. Quelques interjections de « pays » qui se reconnaissent au passage et animent la fin de la traversée du village en pente⁴. » Témoignage montrant que les soldats ont conservé, à quelques mois de l'armistice, les réflexes d'une habitude solidement ancrée. ●

Jean-François JAGIELSKI

1 - Armées françaises dans la Grande Guerre,

T. 1, vol. 4, annexes 3^e vol, p. 701-703

2 - G. Top, Avec le 1^{er} Corps d'Armée. Un groupe de 75 (1^{er} août 1914-15 mai 1915). Journal d'un médecin aide-major du 27^e d'artillerie, Plon, 1919, p. 181-182.

3 - E. Carlier, Mort? Pas encore! Mes souvenirs 1914-1918 par un ancien soldat du 127^e R.I., Archeologia Duacensis, 1993, p. 23

4 - La Génération du Feu 1914-1918, Plon, 1983, p. 159

De l'Afrique, de l'Asie et du Pacifique, à l'Aisne

LA DÉFENSE DE REIMS



En 1918, la guerre, commencée quatre ans auparavant, a pris véritablement une dimension internationale. Des hommes venus des territoires de l'empire colonial français sont engagés dans l'Aisne, dans l'Oise et autour de Reims. Non reconnus comme citoyens, ne bénéficiant pas des mêmes droits que leurs camarades de métropole, ces « coloniaux » jouent pourtant un rôle essentiel dans les combats du printemps et de l'été 1918.

Des terres antillaises aux îles du Pacifique, des possessions asiatiques aux territoires africains, la France dispose à la veille du conflit, du deuxième empire colonial du monde. Dès l'automne 1914, des contingents coloniaux participent aux combats livrés sur le continent européen. Aux Dardanelles en 1915, lors des batailles de la Somme et de Verdun en 1916, puis au Chemin des Dames en 1917, les « coloniaux » sont de tous les combats. Mais la guerre s'éternise et, dans le contexte d'une crise des effectifs, les autorités françaises se tournent vers les colonies où l'on multiplie les campagnes de recrutement. Au début de l'année 1918, à la demande de Georges Clemenceau, le député du Sénégal Blaise Diagne parvient à recruter plus de 75.000 hom-

mes d'Afrique subsaharienne en proclamant : « *En versant le même sang, vous gagnerez les mêmes droits.* » Cette promesse, sincère, n'est toutefois pas tenue après la guerre.

Le Chemin des Dames est le théâtre de terribles combats le 27 mai 1918. Aux côtés des combattants français et britanniques, des troupes d'Afrique du Nord tentent désespérément de contenir les assauts allemands. Des détachements à pied de chasseurs d'Afrique soutiennent les efforts défensifs des unités alliées. En vain. Les I^{er} et VII^{es} armées allemandes poursuivent leurs marches fulgurantes vers Reims et Château-Thierry.

Au sein de la 10^e division d'infanterie coloniale du Général Marchand, des combattants de l'Afrique occidentale française subissent la puissance de feu de l'adversaire à l'ouest de Château-Thierry. Ces tirailleurs « sénégalais » sont originaires des Etats actuels du Sénégal, de Guinée, du Mali, de

Les troupes coloniales à l'épreuve du feu

Côte d'Ivoire, du Burkina, du Niger et du Bénin. Au même instant, en ce début du mois de juin, des unités formées de soldats de la Côte française des Somalis résistent difficilement aux assauts allemands, entre Noyon et le bois de Nampcel dans l'Oise. Toutefois, l'avancée des forces allemandes se heurte, le 15 juillet 1918, à l'étonnan-

te résistance des armées alliées dans laquelle les troupes coloniales jouent un rôle d'importance. S'illustrant dans la défense de Reims, les soldats recrutés outre-mer participent activement aux contre-offensives françaises de l'été.

Entre Compiègne et Soissons, la X^e armée française du Général Mangin commence progressivement la reconquête du terrain perdu quelques semaines plus tôt. Diverses unités « indigènes » constituent l'armée de celui qui, au printemps 1917, recevait le qualificatif infamant de « broyeur et boucher des Noirs » après le désastre de l'Offensive du Chemin des Dames. A l'été 1918, des bataillons de tirailleurs « sénégalais », prennent part aux combats de la Savière, puis à ceux des environs de Crécy-au-Mont, Champs et Blérancourt. Les chasseurs de la cavalerie d'Afrique et la division marocaine, qui forment le cœur de la X^e armée, engagent de nombreuses opérations décisives au mois d'août. A l'automne, venus des îles du Pacifique en 1915, des combattants kanak de Nouvelle-Calédonie luttent vaillamment dans les environs du village de Vesles-et-Caumont. Près d'Oulchy-le-Château, des soldats originaires de Madagascar se distinguent par de hauts faits d'armes. Evoquant l'engagement des tirailleurs malgaches en octobre 1918, Charles Mangin souligne les mérites de ce « bataillon magnifique ».

Enfin, des Martiniquais, des Guadeloupéens et des Guyanais concourent également à la libération du territoire national.

Une partie des hommes originaires des colonies françaises ne partagent guère le quotidien des unités combattantes. Appartenant à des bataillons dits « d'étapes », ils remplissent généralement des missions pénibles, délicates et périlleuses. Ces travailleurs coloniaux, qui veillent à l'acheminement des matériels et des vivres, sont affectés à des travaux de manutention et participent à l'effort de guerre. Au début de l'année 1918, des tirailleurs d'Afrique du Nord sont ainsi mis à disposition de la Raffinerie Say et œuvrent au bon fonctionnement de la râperie de betteraves de Cramaille. Par ailleurs, des hommes du 14^e bataillon indochinois sont employés aux chargements de munitions puis, au mois d'avril, entretiennent certaines routes entre Château-Thierry et Marigny-en-Orxois.

Enfin, au sein de formations sanitaires, des « coloniaux » dispensent les premiers soins aux combattants blessés, près des premières lignes du front.

Ainsi, plusieurs milliers d'hommes, recrutés dans l'ensemble des territoires de l'Empire colonial français et soumis à une rigoureuse discipline, tentent de survivre aux dures réalités de cette dernière année de guerre. Aujourd'hui, au cœur des nécropoles nationales de l'Aisne, de nombreuses dépouilles des 85 000 victimes de la Grande Guerre originaires des colonies, reposent aux côtés de celles de combattants métropolitains. Ces liens complexes, tissés entre la France et ses anciennes possessions coloniales, nous invitent ainsi à accorder à ces soldats recrutés Outre-mer, la place qu'ils méritent au cœur de notre mémoire collective. ●

Bastien DEZ

- 1 - Chaudun le 18 juillet 1918. Ligne de tirailleurs sénégalais dans les blés. BDIC.
- 2 - Tirailleurs sénégalais blessés à Chaudun sur la route de Courmelles et Soissons le 20 juillet 1918. BDIC.
- 3 - L'inauguration du monument « aux héros de l'Armée noire » à Reims le 13 juillet 1924. Collection Michel Thibault.



DES RÉGIONS
D'OUTRE-MER
LE BÂTON DE TRANCHÉE
TRACES DANS LA PIERRE

« Les deux nations se battent jour et nuit et il y a beaucoup de misère »

Les témoignages de ceux que l'on nomme alors les « Indigènes » sont bien peu nombreux. Ces hommes, pour la plupart, n'accèdent pas à l'enseignement républicain et ne maîtrisent guère la langue française. Toutefois, les quelques souvenirs écrits, qui existent ici ou là, permettent de mieux appréhender le vécu à la guerre de ces soldats du lointain.

Pour les hommes recrutés parmi les populations de l'Empire colonial français, le moment du départ pour la France est celui d'une rupture. Rupture brutale à laquelle la cérémonie officielle organisée avant l'embarquement vise à donner du sens en célébrant les liens tissés entre la métropole et les territoires de l'empire colonial. Les recrues vivent ensuite de périlleuses journées de navigation avant leur arrivée dans les ports du midi de la France. Là, a lieu la rencontre entre ces individus venus de lointains horizons et les populations locales. Premiers échanges de regards. Sur des terres inconnues, les « sujets français » d'au-delà des mers découvrent les habitants de

« Ici, il fait très froid »

France. Dans les rues de Sète en septembre 1914, le tirailleur sénégalais Bakary Diallo, témoigne de ce double jeu culturel : « *Il est plus facile de s'entendre avec les enfants qui viennent à nous. Ils sont propres, mignons et attirent l'amitié tels des anges de rêve. Un peu craintifs, mais résolus, ils nous tendent leurs petites mains, que certains d'entre eux retirent tout de suite, regardant si elles ne sont pas noircies par la couleur des nôtres.* » Puis, les « coloniaux » rejoignent progressivement les ateliers nationaux et les champs de bataille où ils vont être exposés aux terribles réalités de la guerre.

A l'exception des combattants de Saint-Pierre-et-Miquelon, les « Indigènes » sont originaires de pays méditerranéens et tropicaux ; ils éprouvent ainsi de réelles difficultés à s'acclimater aux rigueurs des hivers européens. Ces souffrances se manifestent notamment par de multiples cas d'engelures, d'épidémies et de maladies pulmonaires. « *Ici, il fait très froid et la vie matérielle est extrêmement pénible. (...) On se bat depuis plus de deux ans et je ne sais quand cela finira pour nous permettre de retourner chez nous. Actuellement, les deux nations se battent sans répit jour et nuit et il y a beaucoup de misère, nous souffrons.* » A l'hiver 1916, dans ces écrits interceptés par le contrôle postal, un Annamite exprime ses souffrances quotidiennes et sa profonde lassitude d'un conflit qui s'éternise. L'absence de permissions qui permettraient aux coloniaux de revoir leurs proches, suscite une profonde tristesse. Intimement liée aux douloureuses expériences de la guerre et à l'éloignement, la nostalgie suscite parfois un certain abattement, prélude à des suicides et à des tentatives de mutilation. Dans une lettre écrite à son père à l'automne 1916 et saisie par la censure militaire, un combattant d'Afrique du Nord exprime cette déchirante existence : « *Je te supplie mon Dieu de nous sauver, de faire cesser notre éloignement de notre famille et de nous ramener chez nous au cours de cette année malheureuse.* »

Soumis à une stricte et rigoureuse discipline, les soldats originaires de l'Empire colonial français ont combattu par nécessité et par résignation et se sont montrés d'une solidité et d'un loyalisme remarquables. La méditation, le souvenir des leurs, la fraternité d'armes, les rites et les croyances associés pour certains à un attachement sincère à la France expliquent aussi comment ces hommes ont pu tenir et « s'échapper » du monde de la guerre en oubliant, pour un temps, les difficultés d'un conflit qui n'était pas le leur. ●
Bastien DEZ

DES RÉGIONS
D'OUTRE-MER
LE BÂTON DE TRANCHÉE
TRACES DANS LA PIERRE

Le ravin sans nom

Eleveur, maire de Craonne, Noël Genteur a croisé de nombreuses fois la route "d'anciens du Chemin des Dames". Ainsi du Basque François, un paysan comme lui, dont il a écouté avec respect l'intense récit rythmé par les mouvements et les arrêts soudain d'un inséparable bâton rapporté de la tranchée. François est parti, son histoire demeure. La voici.



Le monument dit des Basques sur le Chemin des Dames. Fx Dessirier/CGO2.

Août 1914, dans toute la France, la mobilisation bat son plein. Chaque citoyen est conscient de son devoir envers la patrie attaquée sur ses frontières du Nord. Le peuple des mobilisés croise celui des évacués. La certitude de la victoire rapide est sur tous les visages, la volonté de vaincre dans tous les cœurs. Le territoire français est en ébullition. Des quatre coins de France, les cloches sonnent. Tous les hommes en âge de servir la patrie répondent à l'appel et rejoignent les lieux d'incorporation.

sacrifiées tant aux caprices des princes qu'à l'impissance de la République. François, appuyé sur l'extrémité de son bâton en tilleul¹, les deux mains jointes, le menton bien posé sur son pouce droit, le seul qui lui reste, contemple sa belle vallée pyrénéenne à l'ombre de son béret basque. Depuis bien longtemps, il n'a plus de rêve, mais seulement des souvenirs² du Chemin des Dames l'empêche d'oublier.

En une demi-journée, les champs se vident de leurs moissonneurs, les femmes et les vieux achèvent seuls les travaux de cet été 1914. Tous les abatsons de la République lâchent leur symphonie provoquant l'envol dans le ciel de tous les pigeons de France porteurs de ce dramatique message : la guerre.

A cet instant, personne n'imagine qu'il faudra attendre 30 ans pour regagner la paix. Deux générations de jeunes hommes et femmes vont être

Il n'a pas pu fuir de ce ravin sans nom, pourtant l'idée lui est venue bien souvent. En fait à chaque permission. Lui qui n'avait seulement jamais parcouru les cent kilomètres séparant sa belle vallée de la mer, était, à l'heure de la mobilisation, monté en train à bestiaux vers les brumes du Nord. Un voyage de quatre longues années dont il a ramené trois blessures et des images d'apocalypse en noir et blanc.

Les visages de ses copains d'infortune, crispés de douleur lui troublent encore le regard, soixante-

dix ans après. Les cris de terreur de ses mulets porteurs de soupe en première ligne vibrent encore dans ses entrailles. Pauvres bêtes enfoncées jusqu'au ventre dans cette boue nauséabonde, s'arc-boutant pour garder le nez hors de cette mélasse meurtrière de la vallée de l'Aisne. La première ligne, la fin du voyage pour beaucoup de jeunes gars oubliés aujourd'hui.

François se relève doucement et frappe violemment le sol de son bâton pour évacuer sa colère : « Fismes, Beurieux, le Blanc Sablon, Craonne, le ravin... » Son regard se porte sur ce morceau de bois rapporté de Beaumarais. Combien de fois lui a-t-il sauvé la vie lui permettant de s'extirper de cette terre jalouse, gardienne de tant de souffrances ?

Le calme revenu, comme après une folie colérique, François replonge dans son silence coutumier, jusqu'au prochain spasme. ●

NOËL GENTEUR

1 - Bâton en tilleul.
2 - Gêne auditive (sifflement, bourdonnement) récurrente provoquée par un traumatisme.

1 - Tirailleurs sénégalais du 66^e BTS. Coll. R. Denisse.
2 - Des Annamites participant à des travaux près du front. Coll. R. Denisse.



TRANSPORTÉS DANS LA GUERRE

DES RÉGIONS
D'OUTRE-MER
LE BÂTON DE TRANCHÉE
TRACES DANS LA PIERRE

UNE AMBULANCE CHIRURGICALE VERS LAFFAUX

En raison du déplacement de la ligne de front vers le nord suite à la bataille de la Malmaison (fin octobre 1917), des creutes reçoivent de nouvelles affectations.

Dans l'une d'elles dans le secteur de Laffaux, le Service de Santé de la 151^e D.I. française décide, à la suite d'une reconnaissance, le 27 novembre 1917, d'installer une ambulance chirurgicale avancée. Dès le lendemain, une équipe de 15 hommes est envoyée à la carrière pour y commencer les travaux. Près de 90 ans après, les aménagements ainsi réalisés se retrouvent dans l'une des parties de cette creute, avec un sol par endroits bétonné, des parois recouvertes de chaux utilisée comme désinfectant, un compartimentage de l'ambulance qui se devine par les résidus de boiseries de séparation et de papier bitumé, l'emplacement d'un foyer avec un conduit servant à évacuer la fumée et la perforation de trous pour l'aération du lieu.

Les travaux s'effectuent très rapidement puisqu'une semaine seulement après leurs débuts, l'ambulance 3/151 fonctionne déjà. Les aménageurs signèrent leur ouvrage par deux traces rupestres malheureusement assez récemment volontairement détériorées dont : à l'intérieur d'un cadre sculpté : « 1917 1918 » de part et d'autre d'un caducée encadré par deux palmes et les lettres « R F », le tout surmontant l'inscription « AMBULANCE 3-151 ». Etant donné la date de réalisation assez tardive des deux traces - entre le 1^{er} et le 8 janvier 1918 - par rapport aux travaux, ces signatures furent peut-être sculptées à la suite de compliments reçus. Le journal des marches et opérations du médecin divisionnaire Huot pour la période allant du 10 au 31 décembre 1917 permet de le penser : « *Le P.C.A. de la carrière R1 fonctionne dans d'excellentes conditions. Visites nombreuses, admiration parfaite.* » Les aménageurs, fiers du travail ainsi accompli, ou à la suite d'une suggestion d'un responsable de l'ambulance, auraient alors souhaité se faire reconnaître.

Entre le 15 et le 30 décembre 1917, la carrière est également appréciée par des combattants bien portants. En effet, des membres du Service de Santé de la 151^e D.I., qui ont pu emprunter des marmites norvégiennes et qui se sont procurés de fortes quantités de cacao organisent en même temps un service de distribution de boissons chaudes qui délivre certains jours jusqu'à 1 400 quarts. Leurs bénéficiaires viennent trouver un peu de réconfort et de chaleur au moment où dans ce secteur les températures descendent au-delà de -15° C. T.H.

Murmures de guerre dans les creutes en 1918

Historien enseignant dans l'Oise et doctorant, Thierry Hardier travaille depuis plus de quinze ans sur les traces rupestres laissées par les combattants de la Grande Guerre dans les carrières souterraines du front. Son inventaire dénombre dans l'Aisne et l'Oise plus de 400 creutes où s'affichent signes de reconnaissance mais aussi préoccupations des soldats français, allemands et américains.

Les creutes de l'Aisne possèdent plusieurs milliers de traces rupestres de la Grande Guerre. Cantonnés dans ces carrières souterraines, en soutien des unités occupant les premières lignes ou en repos, les combattants utilisèrent ce moyen d'expression notamment pour rompre avec l'ennui, pour s'approprier les lieux ou encore pour agrémenteur leurs chambrées. Les plus fortes densités de traces rupestres réalisées entre septembre 1914 et mars 1917 se concentrent dans le Soissonnais. Notamment dans le secteur de Nouvron, avec en particulier la spectaculaire carrière dite du 1^{er} Zouaves. Les unités qui s'y succédèrent y laissèrent des bas-reliefs mentionnant leur ordre de bataille. A la suite du repli allemand de mars 1917, le front se reporta dans le massif de Saint-Gobain et les plus fortes densités de traces rupestres de l'année 1918 se localisent dans les creutes du front et des arrières-fronts du Chemin des Dames.

Il est impossible de déterminer précisément le nombre de traces rupestres qui furent réalisées en 1918 car leurs auteurs ne les ont pas systématiquement datées. On sait néanmoins que les témoignages rupestres français et allemands, dont il est avéré qu'ils sont de cette année-là, ne représentent que 15,5 % de l'ensemble des traces effectuées au cours de la guerre par les soldats de ces deux nationalités. Cependant, en raison de la présence des Américains, 1918 se révèle dans l'Aisne l'année la plus prolifique en traces pariétales. Les soldats du Corps expéditionnaire américain y laissèrent au moins 1 297 témoignages dont 1 276 pour la Yankee Division qui séjourna sur la partie occidentale du Chemin des Dames. En seulement 44 jours de présence sur un front restreint, les combattants américains de cette

division firent plus de traces que les Allemands sur toute la durée de la guerre et pour un front allant du Noyonnais à Berry-au-Bac! Toujours pour 1918, on trouve également quelques traces britanniques ainsi qu'un graffiti italien.

La majorité des traces rupestres se compose de graffitis identitaires où les scripteurs se désignent sous la forme d'un patronyme ou d'initiales accompagnées ou non de précisions complémentaires comme l'unité d'appartenance, la date ou le lieu de résidence. Dans la carrière de Froidmont à Bray-en-Laonnois ou encore dans celle de Rouge-Maison à Vailly-sur-Aisne, les graffitis nous transportent en Nouvelle-Angleterre dans le Massachusetts et le Connecticut. Ces graffitis peuvent être accompagnés d'attributs figuratifs

secondaires assez variés. Cette diversité se retrouve dans l'autre grand type de traces rupestres, celui qui n'a pas pour sujet principal l'identification précise de son auteur. Il s'agit principalement de représentations figuratives et d'ordres de bataille. Les patronymes des auteurs lorsqu'ils sont présents peuvent être assimilés à des signatures. Quelques thèmes cependant sont nettement récurrents : l'esprit de corps où l'on solennise son unité d'appartenance ou ses camarades, le patriotisme, la religion, les portraits ou les autoportraits de combattants, sans oublier la femme, cette grande absente dans la guerre des tranchées et dont l'éventail des représentations va de la pornographie à l'idéalisation. ●
Thierry HARDIER



- 1 - Creute de Froidmont. Bas-relief allemand. Croix de fer avec ses attributs : la couronne, le «W» (pour Wilhelm) et «1914». Dimensions 36x34 cm.
- 2 - Creute de Froidmont. Trace américaine. Version simplifiée des armoiries des U.S.A. avec l'inscription « T.J. Landers Co. G. 101 Inf. U.S.A. 1918 ». Dimensions : 11 x 17 cm. Ce combattant était originaire de Woburn dans le Massachusetts.
- 3 - Creute de Froidmont. Pilier comprenant une vingtaine de témoignages américains principalement composés de patronymes et des initiales.

Murmures de guerre dans les creutes

En 1917



A BRAYE-EN-LAONNOIS, UN LASCAUX DE LA GRANDE GUERRE

L'intérêt exceptionnel de la creute de Froidmont à Braye en Laonnois (Chemin des Dames) réside notamment dans les traces rupestres présentes sur ses parois.

Sur les parois des galeries, déjà avant 1914, des dizaines de carriers, des visiteurs ainsi qu'un réfugié en 1814 avaient laissé des témoignages de leur présence. On remarque entre autres un haut-relief de saint Laurent. Mais surtout notre inventaire qui porte sur plus de 400 creutes montre que la carrière de Froidmont est celle qui possède de très loin le plus de traces rupestres sous la forme de graffitis, de bas-reliefs et de gravures effectués par des combattants pendant la Grande Guerre. Nous en avons comptabilisé 951 soit près de 3 fois plus que dans la creute de Rouge-Maison à Vailly-sur-Aisne qui arrive en seconde position pour le nombre de traces faites pendant la Grande Guerre.

Le caractère tout à fait exceptionnel de la creute de Froidmont, ressort aussi par la mixité de ses traces : les Allemands entre la mi-septembre 1914 et le 1^{er} novembre 1917 laissèrent 144 traces ; les Français entre le 2 novembre 1917 et le 27 mai 1918 y ajoutèrent 141 traces ; et surtout les Américains de la 26^e division (Yankee Division) sur une durée très courte (entre le 6 février et le 21 mars 1918) en firent 624. Précisons également que la nationalité de l'auteur n'a pu être identifiée pour 42 autres traces. Cette mixité dans un même lieu se révèle d'un extraordinaire intérêt si l'on veut tenter de comparer les mentalités des combattants en fonction de leur appartenance nationale.

T.H.



1 - Creute vers Laffaux. A l'intérieur d'un cadre sculpté : «1917 1918» de part et d'autre d'un caducée encadré par deux palmes et les lettres «R F», le tout surmontant l'inscription «AMBULANCE 3-151». Dimensions 72 x 73 cm.

2 - Creute de Froidmont. Trace rupestre américaine composée des inscriptions «M. WITHAM K. co. 102» [M. Witham de la compagnie K du 102^e régiment d'infanterie américain] et d'un portrait de profil gauche d'un Indien portant une parure en plumes d'aigle royal. Dimensions : 50 x 30 cm.

La Tournelle (Coigny),
Tombes. 27 décembre 1918.
Photo extraite de : Moreau-Nelaton
«Chez nous les Boches», 1919.



VIVRE l'absence
et les deuils

« Mes chers exilés »



EXTRAIT DU JOURNAL D'ALBERT DENISSE

1 janvier 1918. Tous nos meilleurs vœux et souhaits vont vers vous, Mes Bons Chéris, et pour la 4^e fois nous espérons que nous aurons enfin le bonheur d'être tous réunis, en bonne santé, dans le cours de cette année, pour voir la fin de notre terrible cauchemar ; des journées comme celle-ci nous paraissent encore plus tristes que les journées ordinaires. Enfin, patience et courage à vous tous, Mes Chers Exilés. Votre vie est encore plus belle que la nôtre ici, où tout s'assombrit de plus en plus : l'esclavage augmente, les ruines s'amoncellent, les nouvelles deviennent de plus en plus rares, les caractères s'agrippent un peu plus chaque jour, la santé s'en ressent, et c'est là un de nos plus grands soucis en pensant à toute l'énergie dont nous aurons besoin à la paix pour assurer l'avenir de nos Enfants.

Le 26 août 1914, Albert Denisse, brasseur à Étreux, accompagne au train sa femme et ses enfants qui partent vers Paris pour fuir les combats. Le 28 août, à 9 heures du matin, il sort de la cave dans laquelle il s'était réfugié. Le village est entre les mains des Allemands. Il va le rester jusqu'aux dernières semaines du conflit. Cinquante mois de séparation, presque sans pouvoir échanger de nouvelles à cause de l'infranchissable ligne de front. Alors, Albert va « converser » avec sa famille en tenant son « journal de guerre ».

« Mes chers exilés »

À Étreux est le siège d'une commandanture qui dirige 22 communes. Les occupants imposent l'heure allemande, le couvre-feu, l'obligation de saluer les officiers. Les habitants doivent loger les Allemands, ce qui présente beaucoup d'inconvénients, mais aussi quelques avantages. « Mon officier », comme le désigne Albert Denisse, rend des services. Par contre, le comportement du « Gros Capitaine Pilleur Pels Leusden » fait l'unanimité contre lui. Entre réquisitions officielles et pillages, il y a peu de différence. Les perquisitions dans les caves des particuliers font apparaître des réserves de plusieurs centaines de bouteilles, dont 200 chez le curé, étiquetées vin de messe. L'occupant réquisitionne aussi les jeunes hommes pour travailler, et prend des otages dont certains envoyés en Allemagne. La principale difficulté est le ravitaillement. Les prix montent, la qualité des produits diminue. On épuise rapidement les réserves que l'occupant a laissées ; on développe la culture des jardins ; le ravitaillement américain apporte de temps en temps une embellie.

Comment avoir des nouvelles de sa femme et de ses enfants ? Albert pense à utiliser les bons officiers d'un sergent allemand pour envoyer une lettre par la Suisse. Le sergent conseille de passer par la Croix-Rouge. C'est le 7 septembre 1915, après plus d'un an de séparation, qu'Albert apprend, indirectement, que sa femme est à Versailles et en bonne santé. Les nouvelles sont parties de France à destination d'un prisonnier de guerre en Allemagne, lequel les a communiquées à son épouse habitant près d'Étreux. Autre moyen : donner un message aux personnes âgées rapatriées vers la France par la Suisse. Tout ceci est lent et incertain. En mai 1916, Albert apprend un succès scolaire de son fils et il glisse dans sa tirelire « une belle pièce d'or de cent francs » pour qu'il la trouve à son retour. Par la Croix-Rouge, le 3 février 1918, il reçoit une lettre de sa famille partie le 25 octobre 1917 ; puis, le 18 mars 1918, une lettre du 14 janvier. Retards et contradictions, quand il s'agit d'intermédiaires, font qu'il n'arrive pas à savoir vraiment si son fils est entré à l'École de Commerce, au lycée Henri IV

ou s'il a abandonné ses études... Par contre, il est bien placé, au milieu des soldats allemands, pour se faire l'écho de leurs paroles et les interpréter. Certes, ils fêtent leurs victoires. Mais, dès novembre 1914, Albert les entend dire qu'ils ont déjà un million d'hommes hors de combat et que l'artillerie française fauche des régiments entiers. En mars 1915, il constate qu'il y a « beaucoup de soldats à qui cela ne plaît pas du tout de se rapprocher ainsi de la ligne de feu ». En avril, il voit arriver une division revenant du front : « L'artillerie et la cavalerie sont en bon état, mais l'infanterie laisse beaucoup à désirer car on y voit beaucoup d'écloués, de tristes mines fatiguées, et beaucoup de tout jeunes gens encadrés par des vieux. En général, il ne semble plus guère y avoir beaucoup d'enthousiasme dans ces troupes. » En mai 1915, en août 1916, il note que les hommes n'ont aucune envie de retourner en ligne. En mars 1917, il voit un lieutenant pleurer à l'idée de repartir, puis faire la fête avec ses hommes en recevant le contrordre. Le 19 avril : « J'ai vu aujourd'hui un

soldat allemand qui revenait de permission, et il a pleuré à chaudes larmes pendant quelques minutes en me racontant toute la misère qui existe en Allemagne où tout le monde a faim. » Les femmes allemandes voudraient rendre l'Alsace-Lorraine en échange de leurs maris (juillet 1917). Même lors de la nouvelle avancée profonde du printemps 1918, les soldats allemands disent qu'il s'agit d'une « victoire désastreuse », « que c'est une boucherie épouvantable sur le front de bataille, et cela diminue beaucoup leur enthousiasme ; il y a même beaucoup de traînards partout, et beaucoup de soldats qui sont équipés à neuf ici vendent une partie de leurs vêtements pour très peu de chose et bien souvent pour avoir à manger » (avril 1918).

Les gendarmes allemands traquent les déserteurs de plus en plus nombreux

Mais l'année 1918 fournit son contingent de mauvaises nouvelles. Comme Albert l'avait prévu dès mars 1917, la révolution russe aboutit à la désagrégation de l'armée et aux négociations avec

les Allemands. Ceux-ci remportent au printemps des succès spectaculaires confirmés par l'incessant passage de colonnes de prisonniers français, mais nuancés par les propos des soldats allemands rapportés ci-dessus. Plus tard, le retournement est également visible et audible. Les gendarmes allemands traquent les déserteurs de plus en plus nombreux. Les avions alliés lancent des bulletins d'information. Même les journaux allemands ne peuvent masquer l'avance ennemie sur tous les fronts : prise du saillant de Saint-Mihiel par les Américains ; succès en Palestine, en Bulgarie. Le 17 septembre, Albert Denisse note : « Cette nuit, le canon s'est très rapproché de nous et nous ne l'avons jamais entendu aussi près depuis 4 ans. » Le 2 octobre, « la Gazette de Cologne publie un article presque pessimiste et comme nous n'en avons encore jamais vu ». Ce ne sont plus des prisonniers qui passent par Étreux, mais des populations civiles évacuées à cause du rapprochement de la ligne

de feu. Le 5 octobre, « la commandanture commence à emballer pour partir bientôt ». Le 6, les perspectives de paix prochaine font que « les soldats allemands chantent dans les rues, les officiers ont l'air tristes ». La population d'Étreux est évacuée à son tour les 13 et 14 octobre. C'est dans une grange, à Fontenelle, à la limite du département du Nord, qu'Albert Denisse termine son journal, au crayon, le 3 novembre 1918.

Du début à la fin, malgré quelques moments de découragement, il a écrit à ses enfants et à la postérité, par l'intermédiaire de son journal, qu'il voulait la victoire alliée, comprenant toutefois que, si l'Allemagne termine complètement épuisée, « nous ne le serons guère moins » (17 janvier 1918). La phrase suivante résume assez bien le mélange des sentiments au moment où la fin approche, le 9 octobre 1918 : « Si nous vivons dans l'angoisse, nos cœurs sont gonflés d'espérance et notre tristesse disparaît devant notre joie ». ●

Rémy CAZALS

VIVRE L'ABSENCE ET LES DEUILS

LOIN DES SIENS
CAPTIVITÉ
PERDRE UN PROCHE
CITÉ PERDUE



1 Photos de fiançailles de Hans Rodewald et d'Erna Rahls, Noël 1912.



2 Hans Lange, 19 ans (3^e en partant de la gauche) mitrailleur léger allemand avec ses amis en 1918. Photo coll. Didier Pazery.

« Ach Gott, mach mich zu einer Möve... » « Ô Dieu, transforme-moi en une mouette... »

Hans Rodewald était originaire de Celle, petite ville du Nord de l'Allemagne, où il travaillait comme commis dans un magasin de porcelaine et de verreries. Il y rencontra la fille de la maison, Erna Rahls, son futur grand amour. Leurs fiançailles furent fêtées à Noël 1912. Les jeunes amoureux - il avait 21 ans, elle en avait 19 - rêvaient des jours où ils seraient enfin unis par les liens du mariage, habitant leur propre maison bien rangée, entourés d'enfants et gentiment salués par les voisins...

... quand Hans, caporal de réserve des chasseurs à pied, fut appelé sous les drapeaux le 3 août 1914, deuxième jour de la mobilisation allemande. Après avoir fait campagne en Belgique où il subit son baptême du feu, il entra le 25 août avec son bataillon en France. Le 6 septembre, un dimanche, est marqué dans son carnet de guerre par l'exclamation : « *le jour fatal!* » Ce jour-là, en pleine bataille de la Marne, Hans fut grièvement blessé par balle d'abord à la main, puis à la jambe et enfin au séant. Abandonné sur le champ de bataille par ses camarades qui battaient en retraite, il tomba entre les mains des poilus français qui, à son grand étonnement, le traitèrent avec humanité et civilité.

La convalescence de Hans, soigné dans un hôpital militaire dans le Sud de la France, fut longue et compliquée, mais il s'en sortit sain et sauf. À la mi-décembre 1914, il fut transféré à la forteresse de l'Île d'Oléron, bâtisse vétuste servant de camp de

prisonniers de guerre allemands.

Peu après Noël, Hans, qui vient de recevoir le premier courrier de son aimée Erna, regarde, désespéré, à travers le grillage de sa petite fenêtre : « *Dehors, il n'y a que du vent, de la pluie, un ciel gris foncé. Si le soleil ne perçait, de temps à autre, les masses grises et opaques des nuages, et s'il ne répandait parfois, sur nous pauvres êtres d'ici-bas, ses rayons clairs et brillants, tout comme pour nous prouver qu'il était toujours là, on penserait qu'il n'a jamais brillé ici; que depuis l'aube des temps, ce lieu a sombré dans la grisaille; tout est gris et noir, les murs de la forteresse gris et rongés par le temps, couverts de mousse grise.* »

« *Dehors, il n'y a que du vent, de la pluie, un ciel gris foncé.* »

De temps à autre, je suis saisi de sentiments mélancoliques. Quand cela m'arrive, je m'allonge sur ma couche et me laisse emporter par mes songes, mes rêves, qui tournent toujours autour de mon bonheur si cruellement loin. Mes pensées divaguent, à travers la mer houleuse, vers elle, la seule, l'unique. Ô combien je souhaiterais la reprendre dans mes bras, ne serait-ce que pour une fois, et, comme avant, lui chuchoter, dans l'oreille et le cœur, des mots séduisants, des douces paroles pleines de désir. Ô Dieu, transforme-moi en une mouette, pour que je puisse déployer mes ailes et voler vers elle, pour lui dire tout ce qui me pèse sur le cœur depuis de longues et longues semaines. Permits-moi de rester avec elle, un tout petit moment seulement! Je ne voudrais que regarder droit dans ses yeux si sincères, si fidèles; je ne voudrais



que voler un baiser à ses lèvres si douces et si pures, pour me rassurer que nous vivons toujours, qu'elle m'appartient toujours! Après, je rentrerais de bon gré, rentrerais dans toute cette grisaille.»

Pour reprendre son amour dans ses bras, Hans dut encore attendre de longues années. Libéré seulement le 20 février 1920, il rentra à Celle pour épouser, enfin, son Erna. Ils habitèrent leur propre maison bien rangée, eurent trois enfants et furent gentiment salués par les voisins. ●

Eckart BIRNSTIEL

Lire: Eckart BIRNSTIEL, Rémy CAZALS (éd.), *Ennemis fraternels, 1914-1915*. Hans Rodewald, Antoine Bieisse, Fernand Tailhades. *Cartes de guerre et de captivité*, Toulouse, PUM, 2002.

VIVRE L'ABSENCE ET LES DEUILS

LOIN DES SIENS
CAPTIVITÉ
PERDRE UN PROCHE
CITÉ PERDUE

« Votre père est mort pour vous »

À l'Armistice, les pays belligérants totalisent plus de six millions d'orphelins de guerre. La France plus d'un million. Ces enfants dont le père est « mort pour la Patrie » vont occuper une place centrale dans la société à reconstruire.

Photo: Coll. Rémy Cazals.



« LE RÈGLEMENT EST GALÉRIEN »

C'est l'Office national qui doit reconnaître et aider les établissements habilités à recevoir des pupilles. Avec parfois quelques « ratés », vite dénoncés par les associations d'anciens combattants. Ainsi de celui qui accueillit Jean Greten* en 1930 : « *L'enfer pendant huit années. Le directeur, un ancien militaire, nous impose une discipline de fer. Le règlement est galérien. Hiver comme été, de sa cabine, le garde-chiourme réveille les dortoirs d'un coup de sifflet*

strident... A huit heures, une cloche nous invite au petit-déjeuner (...) nous nous dirigeons vers le réfectoire où chacun a sa place désignée (...) Nos gamelles sont alignées. Deux louches d'un infecte brouet remplissent celles-ci et une tranche de pain sec termine ce repas. »

Dans l'après-guerre, les enfants dont le père est tombé au front ne sont pas des orphelins comme les autres : « *Le chagrin s'émousse, c'est une loi naturelle et bonne... dans les deuils ordinaires c'est ainsi que cela se passe... Pour vous, mes chers petits, ce ne sera pas le cas* », prévient un anonyme, cité par Olivier Faron dans son ouvrage *Les Enfants du deuil*. Et le même de poursuivre : « *Votre père disparaît dans la Grande Guerre dont le souvenir restera longtemps dans la mémoire des hommes. Votre père est mort pour vous, pour nous tous, pour la Patrie* ». En plus de l'épreuve de la

perte, ces orphelins héritent de la mémoire du disparu et, au nom de la « *Patrie, notre grande famille adorée* », de l'obligation de veiller à la permanence de sa commémoration. Dans la période qui suit l'Armistice, de très nombreux autres hommes succombent, terrassés par la grippe espagnole ou victimes de leur blessures. L'Europe est véritablement alors un continent d'orphelins. Face à la mort du père, la famille fait face tant bien que mal. Le sens que la société s'évertue à donner à cette disparition n'efface pas les difficultés du quotidien. Les mères, veuves, pour la plupart femmes au foyer avant la guerre, doivent travailler. Les enfants sont fréquemment placés. Jean-Louis Barrault, dans *Souvenirs pour demain*, raconte : « *Depuis la disparition brutale de mon père, la vie avait changé. Comme de la limaille de fer aimanté, la famille s'aggloméra autour du père Valette (le grand-père,*

ndlr). Il tenait les cordons de la bourse... faisant la morale à tout le monde. Tout le monde le trouvait insupportable, mais ce même tout le monde était bien content de manger à son râtelier. »

Dès le début du conflit, un mouvement d'entraide s'était organisé pour garantir aux orphelins hébergement, éducation et formation. C'est en juillet 1917, après un long travail parlementaire, qu'est promulguée la loi sur les Pupilles de la Nation, qui sert encore aujourd'hui de référence. Est pupille l'enfant dont les parents sont dans l'incapacité de gagner leur vie du fait de blessures ou de maladies aggravées par la guerre. L'Etat crée un Office national des pupilles pour organiser l'adoption de ces enfants par la nation, mettre en œuvre les aides nécessaires pour garantir leur « *préservation physique et morale* » et surveiller leur éducation.

Henri Queffelec, dans *Mémoire d'enfance* met en avant des avantages à la condition de pupille : « *Pupille de la nation, non seulement j'avais droit soudain, comme tout petit Français, à l'instruction primaire gratuite, mais à une bourse d'externat de l'enseignement secondaire...* » C'est le parent survivant qui exercera la puissance paternelle... ce qui oblige le législateur à faire évoluer le droit de la famille pour « *relever la femme de certaines incapacités relatives au droit d'obtenir la tutelle ou de faire partie d'un conseil de famille* ». ●

Pascale CARTEGNIE

LA QUÊTE DU PÈRE

Dans *Le Premier Homme*, Camus, orphelin de père, revient sur un moment très particulier de sa propre existence :

« *C'est à ce moment qu'il lut sur la tombe la date de naissance de son père, dont il découvrit à cette occasion qu'il l'ignorait. Puis il lut les deux dates, 1885-1914 et fit un calcul machinal : vingt-neuf ans. Soudain une idée le frappa qui l'ébranla jusque dans son corps. Il avait quarante ans. L'homme enterré sous cette dalle, et qui avait été son père, était plus jeune que lui.* »

Qui était son père, pourquoi est-il mort? Répondre à ces questions lui semble impossible : « *Une famille où l'on parlait peu, où on ne lisait ni n'écrivait, une mère malheureuse et distraite, qui l'aurait renseigné sur ce jeune et pitoyable père? Personne ne l'avait connu que sa mère qui l'avait oublié. Il en était sûr. Et il était mort inconnu sur cette terre où il était passé furtivement, comme un inconnu.* »

*A la mort de son père, la mère de Camus, totalement démunie, est retournée avec ses enfants vivre chez sa mère à Alger.

Sources bibliographiques : Olivier Faron, *Les Enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale*, Paris, la Découverte, 2001.

Quelle paix pour les veuves ?

Illustration extraite d'un calendrier de 1918.
Coll. Rémy Cazals.



Bas-relief du monument aux morts du Familistère de Guise.

A la fin du conflit, la France compte 600 000 veuves de guerre. Près de la moitié choisiront de refaire leur vie, au contraire de ce que prétendait la légende de la veuve de la Grande Guerre éternellement endeuillée, errant comme une âme en peine dans les nécropoles nationales.

Cohan 28 octobre 1918, tombes provisoires dans le cimetière.

Quand, à la onzième heure du onzième jour du onzième mois de l'année 1918, toutes les cloches de France sonnèrent pour annoncer la fin de quatre ans et quatre mois d'une guerre meurtrière, une liesse extraordinaire embrasa le pays. Toutefois, en décrivant ainsi, un peu rapidement, l'atmosphère d'allégresse entourant la signature de l'Armistice, on oublie les familles endeuillées qui, bien que se réjouissant au fond d'elles-mêmes de cette trêve annonciatrice de paix finale, préférèrent pour la plupart se tenir à l'écart des cris de joie. Pleurant un ou plusieurs des leurs, il leur pa-

Exorciser cette mort de masse

raissait indécent, voire impossible de participer à cette heure de réjouissance. Cette «interdiction» morale était particulièrement forte pour les parents des derniers combattants morts quelques semaines auparavant. Cette mort sacrificielle leur semblait avoir le goût amer de l'injustice : la guerre ayant cessé sans que l'on ait eu besoin de traverser le Rhin, ils ne pouvaient dès lors s'empêcher de se demander si ces derniers héros tombés au champ d'honneur n'auraient pas pu être épargnés...

Si les familles endeuillées participèrent aux mouvements de joie entourant l'Armistice, ce fut la plupart du temps à contrecœur : elles auraient préféré pouvoir pleurer en silence leur(s) mort(s) loin des fêtes organisées pour les survivants. A y regarder de plus près, le poids de l'hécatombe et les voiles noirs des veuves ne firent qu'endeuiller la gloire de l'Armistice victorieux.

Pour exorciser la mort de masse, une véritable nationalisation du deuil de guerre eut lieu ; la France n'allait pas tarder à se couvrir de monuments aux morts et de plaques commémoratives. Communes, paroisses, administrations et grandes entreprises ressentirent toutes le besoin d'honorer leurs morts en immortalisant le nom de chacun dans le marbre. A chaque inauguration, comme à celle du monument aux morts de la société du Familistère de Guise, le 17 septembre 1922, les veuves de guerre, rapidement érigées au rang de gardiennes du culte des morts de 14-18, étaient les premières sollicitées et se trouvaient placées aux premières loges aux côtés des anciens combattants, compagnons d'infortune de leurs époux défunts. A l'Assemblée Générale de l'Association mutuelle des Veuves de Guerre de 1917, René Doumic définissait en ces termes la mission dévolue aux veuves de guerre : «*Veuves de Héros dont vous entretenez le culte parmi nous, mères d'enfants marqués pour l'avenir, votre tâche est rude, mais si belle ! Regardez-là en face ! C'est par elle que vos forces seront raffermies et votre âme emplie de fierté.*» C'est sur ce terreau qu'allait germer la légende de la veuve de la Première Guerre mondiale éternellement endeuillée, errant comme une âme en peine dans les nécropoles nationales, accompagnée parfois d'un orphelin, fruit d'une brève permission.

La réalité est toute autre : entre 1918 et 1939, 42 % des veuves de guerre, soit 280 000 d'entre elles, se remarièrent, faisant ainsi triompher la vie sur la mort...

Car, à l'heure du bilan, il est une réalité incontournable, c'est l'hémorragie démographique. La Grande Guerre avait emporté 1 350 000 soldats français ; presque un homme sur deux morts au combat était un soutien de famille qui laissait derrière lui un foyer brisé. En 1918, on dénombre au moins 600 000 veuves de guerre avec parfois des enfants à charge. Il faudrait y ajouter les épouses des anciens combattants précocement décédés du fait de blessures ou de maladies contractées pendant la guerre.

Le couple moderne

Au chiffre minimal de 600 000 femmes endeuillées au lendemain de l'Armistice, il faut encore ajouter les promises qui ont perdu leur fiancé dans la bataille et les concubines brutalement esseulées. Les fiancées endeuillées par fait de guerre sont communément appelées «veuves blanches», en référence à la pureté virginale qui, dans la norme de l'époque, doit précéder le mariage. N'ayant le droit à aucune indemnité, elles n'ont laissé aucune trace administrative qui aurait permis à l'historien d'aujourd'hui de les dénombrer. Seule la douleur indicible de quelques-unes qui honorèrent

toute leur vie la mémoire de leur cher fiancé disparu - ou presque fiancé pour certaines... - parvient jusqu'à nous au travers de trop rares témoignages, tel celui d'Edith publié à titre posthume par Arthur Stockwin. Ce fils, qu'elle eut par la suite en justes noces, découvrit après la mort de sa mère les lettres d'amour qu'elle avait échangées pendant la guerre avec un officier britannique.

Quant aux concubines qui ont perdu leur compagnon à la guerre, leur estimation est tout aussi problématique : les parlementaires n'arrivant pas à s'entendre sur l'éventuel octroi d'un secours, le gouvernement de l'époque liquida la question en publiant le 22 septembre 1919 une circulaire précisant qu'«*un secours annuel pourra être accordé à la compagne d'un militaire décédé ou disparu au cours des opérations de guerre lorsqu'il aura été établi par des enquêtes minutieuses qu'à la mobilisation cette personne vivait depuis au moins trois années avec le militaire.*» Décision ayant une dimension arbitraire puisque, pour bénéficier de ce secours, non seulement la compagne devait avoir vécu en

concubinage notoire pendant au moins trois ans, mais elle devait en outre être de bonne moralité et, de préférence, mère de famille. De la guerre, va naître ce que Michelle Perrot, grande pionnière de l'histoire des femmes et du féminisme, appelle le «couple moderne». Ayant été confrontés à la mort de masse et au sentiment d'avoir perdu cinq ans de leur vie, les futurs époux d'après guerre optèrent dorénavant pour une autre politique matrimoniale que celle de leurs aînés. Au contrat à long terme, dont le but était la constitution d'un patrimoine à transmettre, ils préférèrent les unions spontanées, où les promis ne se choisissaient plus par convenance, mais davantage par inclination amoureuse. ●

Stéphanie PETIT

Auteur de *Les veuves de la Grande Guerre: d'éternelles endeuillées ?*
Éditions du Cygne, 2007.

Tombe individuelle, La Tournelle (Cocigny) 11 octobre 1918. Photos publiées dans Etienne Moreau-Nelaton *Chez nous les boches*, 1919.

VEUVE DE GUERRE OU VEUVE DE LA GUERRE ?

L'appellation « veuve de guerre » est à l'origine strictement juridique. Mais durant la Première Guerre mondiale, certainement en raison du nombre toujours plus important de veuves, elle eut tendance à devenir un terme générique abusivement usité. Les veuves de guerre, qui laissèrent des témoignages, préférèrent pour la majorité d'entre elles signer leurs écrits en rappelant leur qualité de veuve de la guerre, trouvant certainement la suppression de l'article « la » péjorative. Quoiqu'il en soit, si on s'en tient uniquement au texte de loi, la dénomination « veuve de guerre » est liée au droit à pension ouvert à une femme qui a perdu son mari à la guerre ou des suites immédiates de la guerre, de blessure(s) ou de maladie, sans que ce dernier ait eu le temps d'être pensionné. La veuve d'un ancien combattant est, quant à elle, une veuve de la guerre puisqu'elle perçoit une pension de réversion de la pension de son défunt mari dès lors que celui-ci bénéficiait d'une pension d'invalidité au taux minimum de 60%.



VIVRE L'ABSENCE ET LES DEUILS

LOIN DES SIENS
CAPTIVITÉ
PERDRE UN PROCHE
CITÉ PERDUE

Trois mois après sa libération par les troupes anglaises et françaises, le 1^{er} octobre 1918, Saint-Quentin ne compte que... 253 habitants. Ce n'est véritablement qu'à partir du printemps 1919, que les Saint-Quentinois retrouvent une cité qu'ils ont quittée sous la contrainte des Allemands dix-huit mois auparavant. L'expérience des ruines et du vide s'ajoute à celle de l'expulsion.

Saint-Quentin, libération d'une ville fantôme



1 - Vue sur la basilique depuis la rue Saint-André.
2 - Des officiers allemands posent sur la place de l'hôtel de ville déserte.
3 - Saint-Quentin, usine David Mégret, Ruines de la salle des mille métiers. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.
4 - vue sur le flanc de l'hôtel de ville depuis la rue Saint-André.

Photos 1, 2 et 4 inédites, provenant d'un album réalisé par un soldat allemand entre mars 1917 et septembre 1918 lorsque la ville ne comptait plus un seul habitant, aimablement prêtées par la Société académique de Saint-Quentin.

Pas de liesse. L'entrée dans Saint-Quentin des premiers soldats alliés, anglais et français, à partir du 1^{er} octobre 1918, ne provoque aucune manifestation d'exubérance collective. Ni larmes, ni embrassades, ni cris de joie comme ailleurs. Et pour cause, la cité n'abrite plus un seul civil depuis dix-huit mois. Siège du quartier général de la 2^e armée allemande, elle a été vidée, en mars 1917, de la totalité des habitants qui y résidaient encore.

En moins de trois semaines, 42 000 Saint-Quentinois ont été évacués par le train vers la Belgique et le Nord voisins au moment où les Allemands se repliaient sur la ligne de défense Hindenburg dans un but stratégique.

Les libérateurs ne rencontrent que le chaos des destructions (lire par ailleurs). L'historien Gabriel Hanotaux décrit à plusieurs reprises une ville terrassée où les odeurs putrides de « cadavres de soldats à peine enfouis dans le sol », celles des « chevaux morts encore à la surface des champs », celles « des maisons remplies de matières infectes » flottent sur un paysage de ruines. « Mon grand-père trouva la maison debout mais très endommagée, remplie de décombres. Un obus de 75 avait crevé les pignons et l'explosion avait tout cassé. Il ne restait rien (...) même ce qui avait été caché et enterré (...). Les rats foisonnaient », raconte le petit-fils de M. Féron, un Saint-Quentinois qui revient voir sa demeure au printemps 1919. Trois semaines après la libération, Elie Fleury, journaliste et imprimeur à Saint-Quentin, note dans un journal local que « les ruines sont infiniment plus nombreuses qu'on ne l'avait d'abord cru » ; car, partout en ville, des murs encore debout

masquent aux premiers regards l'état de délabrement réel des toitures, les étages dégringolés, les sols et sous-sols d'habitations encombrés de gravats, la pourriture qui prospère.

Après le départ de la population au printemps 17, Saint-Quentin se mue en un camp retranché où, pour échapper aux yeux des alliés et limiter l'efficacité de leurs bombardements,

« Restée seule », la ville est « exposée en première ligne au feu des canons français et anglais, livrée, comme un corps inanimé », écrit en 1922 le député Charles Desjardins (1). L'élue de l'Aisne et d'autres avec lui lisent dans « l'exode » des Saint-Quentinois, la spécificité du « martyre de l'industrielle cité » comparé à ceux de Reims, Verdun... dont il ne minimise cependant pas la gravité.

Pendant la reconstruction, la capitale de haute Picardie vit dans le souvenir de cette expérience douloureuse qu'elle additionne à celle de l'occupation des premières années de guerre. Desjardins y voit même une sorte de « recommencement de l'histoire » la comparant au départ des habitants chassés de la ville par le roi Philippe II d'Espagne après le siège de 1557.

En octobre 1919, l'arrêté qui attribue à Saint-Quentin la Croix de guerre (2) donne lieu à un incident politique, précisément sur ce thème. Le texte officiel qui ne rappelle pas « les douleurs de l'évacuation » s'attire « une énergique remontrance du conseil municipal ». Pour éteindre la polémique, il faudra un nouvel arrêté qui cette fois considère comme « un nouveau sacrifice » « l'évacuation » qui a succédé à l'occupation.

Le traumatisme de « l'expulsion », les réfugiés vont d'une certaine manière le revivre au moment où ils réintègrent la ville et constatent qu'en leur absence, les maisons ont été pillées. Déjà confrontés à la « violence des ruines » (3), les Saint-Quentinois partis avec pour tout bagage une valise, doivent se faire à la raison que les jardins ont été creusés, les murs sondés pour découvrir et emporter objets précieux et valeurs qu'ils avaient pris soin de cacher avant leur départ forcé. Ville débarrassée de sa population

donc totalement impuissante à opposer le moindre geste aux volontés de l'occupant, Saint-Quentin se ressent ville livrée aux pillages et souillée jusqu'au cœur de ses maisons. Systématiquement attribués à l'armée allemande, les pillages forment un thème dominant de la représentation des années de guerre que l'on trouve dans les récits locaux.

A propos de cette pratique, Hanotaux (4) ira jusqu'à parler d'un « droit édifié au profit de chaque officier ou soldat » allemand qui devient ainsi un obligé de l'Empereur.

D'autres faits, soit parce qu'ils sont massifs comme c'est le cas des destructions opérées sur l'outil industriel, soit parce qu'ils ont une charge symbolique forte sont également mis en avant pour composer le récit du « martyre de la ville ». Le saccage du cimetière Saint-Jean a marqué les esprits. On en fait des photos, de même que l'on publie des clichés des piliers de la collégiale que les Allemands ont minés dans l'intention de faire sauter l'édifice. Si ce joyau du patrimoine local, qui a des allures d'épave chancelante au milieu des ruines à la libération, n'a pas sauté, il a essuyé au cours de la guerre des bombardements qui l'ont laissé très fortement endommagé.

Alors que le conseil municipal a regagné la cité en janvier, après l'hiver 1919 quand le retour des réfugiés s'accélère et que la perspective d'une renaissance de la ville se précise, le récit de « sa guerre » devient capital pour Saint-Quentin comme pour les autres villes sinistrées. Indispensable au travail de deuil, il représente également un outil au service du combat politique que livrent les élus et décideurs locaux pour mener à bien la reconstruction urbaine et la reconstitution du tissu industriel. Le rappel de l'histoire donne du sens à la remobilisation des hommes et des énergies. Il permet également de souligner, autant de fois que nécessaire, la légitimité qui fonde les multiples appels à la solidarité nationale lancés et relancés dans les années 1920 par les notables de la cité. ●

Damien BECQUART

1 - L'évacuation de Saint-Quentin. *Le Monde illustré* 21 janvier 1922.
2 - Maxime de Sars - *Petite histoire de Saint-Quentin*.
3 - Philippe Nivet dans l'ouvrage collectif *Reconstructions en Picardie après 1918* - Réunion des musées nationaux.
4 - Gabriel Hanotaux - *L'Aisne pendant la Grande Guerre*. Dans cet ouvrage, l'historien qui fut aussi président du Comité de l'Aisne de secours aux réfugiés, évoque les profanations commises dans un cimetière de la ville parmi lesquelles figure la tombe de son père.

LES DESTRUCTIONS

Logements et bâtiments publics.

A Saint-Quentin, sur 12 939 habitations et immeubles, 4 467 sont entièrement détruits et 8 472 endommagés à 70%.

16 000 habitations détruites, 16 000 endommagées et 596 bâtiments publics détruits à l'échelle de l'arrondissement. Début 1922, dans l'Aisne, seulement 13% des maisons d'habitation ont été reconstruites et réparées définitivement

Outil industriel.

Dans le secteur de Saint-Quentin à l'issue de la guerre, 10% des immeubles industriels subsistent, 1% du matériel mécanique et 10% du matériel bois. Dans l'arrondissement, 396 usines sont sinistrées qui employaient 31 600 ouvriers avant guerre. En juin 1924, 215 usines ont été remises en pleine marche et 104 fonctionnent partiellement pour un effectif de 17 950 ouvriers.

LE RETOUR DES RÉFUGIÉS

- 18 mars 1917 : évacuation du dernier habitant.
- 6 janvier 1919 : 253 habitants revenus,
- En mai 1919, 7 000 habitants ont regagné la ville auxquels s'ajoutent 3 000 hommes de troupe et 2 500 prisonniers de guerre affectés au déblaiement. Au printemps 1919, le retour des réfugiés se fait au rythme de 150 personnes par jour.
- 1921 : Saint-Quentin compte 37 334 habitants.
- 1931 : 49 448 habitants.

Sources : Société académique de Saint-Quentin ; E. Olivier-Valengin - *Le financement de la reconstruction de Saint-Quentin* ; Gérard Lobry - *Reconstructions en Picardie après 1918* ; *Le Monde illustré*.



4 Saint-Quentin, libération d'une ville fantôme

1 - A l'arrière-plan, l'hôtel de ville intact.

2 - La rue des Toiles.

3 - A droite, le monument de 1557. Au fond, la Basilique fortement endommagée.

4 - Deux Allemands avec un chien dans la rue Saint-Jean.

Photos inédites, provenant d'un album réalisé par un soldat allemand entre mars 1917 et septembre 1918 lorsque la ville ne comptait plus un seul habitant, aimablement prêtées par la Société académique de Saint-Quentin.



Gouttes de neige fondues comme des larmes sur l'un des visages du monument de Haïm Kern sur le plateau de Californie. Photographie Alice Lebeaux, atelier photo collège de Corbeny/Caverne du Dragon. Direction artistique : Bruno Gouhoury.



Terminer
une guerre

TERMINER UNE GUERRE

DERNIÈRES HEURES AVANT L'ARMISTICE
L'HOMME QUI SIGNA POUR L'ALLEMAGNE
VAINQUEUR OU VAINCU EN 1918 ?

Le 7 novembre, les plénipotentiaires allemands qui sollicitent l'armistice se présentent aux avant-postes français dans le nord de l'Aisne, à Haudroy puis à La Capelle. Sur le passage de la délégation, les fusils se sont tus. Ailleurs, et jusqu'à la signature de l'armistice, ils continuent à tirer. Récit de ce voyage de Spa (Belgique) à Tergnier, dernière étape avant le rendez-vous historique dans la clairière de Rethondes.

RETHONDES, LE 11 NOVEMBRE À 11 HEURES

La signature se déroule le matin du 11 novembre dans le wagon-restaurant 2419 stationné dans la clairière de Rethondes (Oise). Les documents de l'Armistice imposent aux Allemands des conditions draconiennes. Ils doivent entre autres livrer la majorité de leur armement, de leur aviation, de leur flotte de guerre et évacuer, dans les trente jours, la rive gauche du Rhin, y compris en Allemagne.

Nuit du 6 au 7 novembre 1918, les belligérants s'échangent des messages par radiotélégraphie. Un radiogramme du haut commandement allié fixe les conditions d'un premier contact avec les négociateurs allemands : « Si les plénipotentiaires allemands désirent rencontrer le maréchal Foch pour lui demander un armistice, ils se présenteront aux avant-postes français par la route Chimay-Fourmies-La Capelle-Guise »⁽¹⁾.

Depuis quelques semaines déjà, au nord de l'Aisne dans cette Thiérache occupée depuis quatre ans, le recul de l'armée du Kaiser semble s'accélérer. Les civils, au contact quotidien des troupes adverses, en relèvent les indices.

Dans son journal⁽²⁾ aux dates des 27 et 28 octobre, le brasseur Albert Denisse note ainsi : « Si les Français avaient continué d'avancer, comme les Allemands s'y attendaient, ceux-ci se seraient retirés de 25 kilomètres sans opposer grande résistance ». Puis, le 1^{er} novembre, le même écrit : « On croit que la fin de la guerre approche et les Allemands se découragent de plus en plus ».

Le 5 novembre, au sud de la forêt du Nouvion, des civils viennent au contact des premières lignes françaises. Ils sont porteurs d'une note des autorités militaires allemandes qu'ils remettent à un officier du 12^e R.I.⁽³⁾ : il s'agit de consignes auxquelles la population a été priée de se conformer.

Rocquigny (Aisne), 7 novembre 1918 : automobiles de parlementaires allemands envoyés pour demander l'armistice. BDIC.

Les Allemands organisent leur repli en bon ordre. Le message est transmis à l'état-major assorti de ce commentaire manuscrit : « note (...) qui paraît intéressante au point de vue du retrait général allemand ».

Tous ces signes qui ne trompent pas alimentent dans la population des secteurs occupés l'espérance d'une fin, cette fois, très proche. Mais quand précisément ? Nul ne saurait dire ; tant d'espoirs ont été tant de fois douchés depuis 51 mois. Seules savent, mais n'en diront rien, quelques personnes.

Elles forment le sommet de la hiérarchie militaire et de l'Etat où l'on arrête, à cette heure et en lien avec les alliés, les règles

de la dernière partie de poker qui va se jouer entre belligérants. L'enjeu est tel qu'il convient de garder le secret. Surtout, ne pas dévoiler son jeu trop tôt.

Le 7 novembre à Haudroy, au nord de La Capelle, le clairon Sellier embouche son instrument. Il sonne le « Halte-là ! Cessez le feu » : la musique d'une trêve sur une portion de front réduite. Un coup de clairon pour permettre le passage des plénipotentiaires allemands, en route vers la clairière de Rethondes, où ils ont rendez-vous avec le maréchal Foch pour cette dernière partie de poker qu'est la négociation. La délégation allemande a quitté Spa en Belgique, embarquant à bord de cinq Mercedes à capote mobile, frappées de l'aigle impérial, peu avant midi le même jour. Pour espérer atteindre La Capelle à 17 heures, le secrétaire d'Etat Erzberger demande aux chauffeurs d'ap-

A bord de cinq Mercedes frappées de l'aigle impérial

« Braves camarades français »

puyer sur l'accélérateur... Une des Mercedes manquant un virage dès la sortie de la cité et le véhicule qui suit l'emboutit ! L'accident n'est que matériel et les plénipotentiaires poursuivent leur chemin. Seulement, après de si longs combats, les routes sont jonchées d'obstacles. A Chimay, le général commandant la place incite la délégation à ne pas trop se presser : des arbres ont été abattus volontairement pour gêner la progression des troupes françaises. Il faut dégager le parcours. Quelques kilomètres plus loin, à Trélon, ce sont des mines qu'il faut enlever.

Côté français, les ordres cheminent. De Beaulieu-les-Fontaines à Saint-Quentin, de Saint-Quentin à Villers-lès-Guise, de Villers-lès-Guise à Buironfosse, de Buironfosse à La Capelle. Seuls les gradés sont mis dans la confiance, mais cela n'empêche pas la rumeur de se propager entre les lignes. Une patrouille fait prisonniers plusieurs soldats allemands qui ont déposé leurs armes sur le talus. Mieux, un adjudant, pris avec cinq de ses hommes alors que son groupe s'approche désarmé, s'étonne : il croyait l'armistice déjà signé et voulait saluer « ses braves camarades français ». Mais la guerre n'est pas finie.

A 20h20, les phares des Mercedes percent le brouillard : Haudroy, enfin ! Le général von Winterfeld se présente au chef de bataillon français, le capitaine Lhuillier, et s'excuse de son retard. La délégation est conduite, à la villa Pâques, une grande maison bourgeoise de La Capelle où les attend le commandant de Bourbon-Busset. Les deux

officiers supérieurs s'entretiennent quelques instants et tombent d'accord pour dire que les opérations militaires dureront jusqu'à la signature de l'armistice. La trêve, qui doit prendre fin à minuit, est prolongée jusqu'à 6 heures le lendemain. Les poilus aux avant-postes y gagnent une nuit de tranquillité, c'est toujours ça de pris !

La guerre n'est pas finie, le voyage des plénipotentiaires non plus. Ils roulent vers le sud jusqu'à Homblières, à bord de voitures françaises cette fois. Le général Debenedy a installé son poste de commandement avancé dans le presbytère de ce village voisin de Saint-Quentin. Il accueille à son tour les parlementaires allemands. Dîner frugal, servi sur une table faite de bric et de broc. Au menu, soupe d'orge et de jambon frais aux petits pois, puis nouveau départ, direction Tergnier.

La ville cheminote est en ruines après les destructions opérées début 17 par les Allemands lors de leur repli sur la ligne Hindenburg. Mais la voie ferrée est toujours bonne pour le service. Et c'est en train que la délégation rejoint la forêt de Compiègne et la clairière de Rethondes pendant qu'ailleurs des hommes continuent de tomber. La guerre n'est pas encore finie. ●

Jean-Yves DUPAIN
et Damien BECQUART

Tergnier (Aisne) : le train des parlementaires allemands. BDIC.

7,8,9,10 novembre... la guerre n'est pas finie

1 - R.-G. Nobécourt, l'année du 11 novembre (1918).

2 - *Le journal de Pabert, la vie quotidienne du village d'Etreux sous l'occupation*. Mémoire de maîtrise d'histoire présenté par Franck Le Cars sous la direction de Rémy Cazals - Université de Toulouse Le Mirail.

3 - Document aimablement prêté par le Lieutenant-Colonel Robert Denisse, petit-fils d'Albert Denisse dit "Pabert" cf (2).

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ...

Alors que les plénipotentiaires allemands traversent l'Aisne, la bataille continue à faire rage dans les Ardennes. La 163^e division d'infanterie reçoit l'ordre de traverser la Meuse. Dans son ouvrage "Passage de la Meuse par la 163^e division", le colonel Grasset raconte que le général Boichut, qui dirige la division, peine à y croire. Il sait, comme ses hommes, que la fin de la guerre est proche, mais le général Marjoulet, porteur de l'ordre, insiste : « Il faut passer. Il le faut, à tout prix. L'ennemi hésite à signer l'armistice (...). Il faut frapper son moral par un acte d'audace ». Les troupes françaises perdent 92 hommes dans cette opération.

1- Maréchal Foch
2- Amiral Wemyss
3- Délégué américain
4- Général Weygand

5- M. Erzberger
6- Général v.Gundell
7- Général v. Winterfeld
8- Comte von Oberndorff



Le Wagon du Maréchal Foch tel qu'il était représenté dans *Le Miroir*.



Photo *L'Illustration* : l'avion qui décolla de Tergnier le 11 novembre pour emporter à Spa le texte des conditions d'Armistice.

La guerre



Après une certaine euphorie liée à la victoire, l'épuisement général du pays conduit progressivement la société française à la désillusion et à une condamnation de la guerre. En Allemagne, la République née de la défaite tente de surmonter le conflit. Mais certains à droite et dans l'armée donnent progressivement corps à un mythe selon lequel la situation militaire ne serait en rien à l'origine de la capitulation. La responsabilité de l'échec est d'abord attribuée aux milieux politiques révolutionnaires puis étendue aux sociaux-démocrates et à ceux qui ont appuyé l'accession au pouvoir de ces derniers. Ainsi se propage dans l'Allemagne vaincue la légende du coup de poignard dans le dos.

Entre 1914 et 1918, les sociétés belligérantes ont pour horizon d'attente la fin de la guerre et la paix qui suivra. Cette fin tant espérée est advenue, apportant avec elle d'autres espoirs, mais aussi illusions et désillusions. En France, le soulagement que l'épouvantable épreuve soit terminée se combine avec la fierté de la victoire pour déboucher d'abord sur une exultation collective. Nombre de Français se sentent confortés dans la conviction de l'innocence de leur pays dans le déclenchement et le déroulement des hostilités. Pour eux, le futur traité de paix, fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ouvrira sur un nouvel avenir d'entente pacifique. Ainsi, la France qui a défendu le droit avec succès demeurera à l'avant-garde de l'humanité.

Une fois retombé l'enthousiasme de la victoire, cette compréhension présomptueuse de l'histoire ne disparaît pas, mais l'interprétation globale de la guerre se modifie peu à peu. Le sentiment national doit en effet faire face à l'épuisement géné-

ral du pays, ce qui conduit progressivement à une condamnation de la guerre. La paix décevante et l'échec de l'ordre instauré à Versailles provoquent la désillusion : la guerre, inefficace à instaurer un équilibre pacifique durable à la hauteur des sacrifices consentis, est de plus en plus perçue comme une œuvre de destruction qui ne doit plus se reproduire. La victoire, en faisant disparaître toute cause de nationalisme insatisfait, facilite finalement les réorientations pacifistes.

En Allemagne, peu de gens sont conscients de l'état réel de l'armée au moment de l'armistice : l'irruption de la défaite provoque un choc immense et une profonde déconvenue. En outre, le Traité de Versailles rend bientôt l'Allemagne responsable du conflit alors que pendant quatre ans, la population a vécu sur l'idée d'un encerclement légitimant toutes les attaques pour desserrer l'étau. Plus que le soulagement, c'est la consternation qui domine.



Les Allemands sont dès lors portés à refuser la réalité de la défaite : la reconnaître et l'accepter reviendrait à trahir les morts du conflit en concédant qu'ils auraient été sacrifiés en vain. En vue de donner néanmoins un sens à la guerre, les attitudes s'affrontent en fonction des attentes que chacun avait placées en elle, de la poursuite du combat initié depuis 1914 à la remobilisation dans la révolution. Le sens de la guerre reste donc conflictuel. La République née de la défaite s'efforce, pour affirmer sa légitimité, de surmonter le conflit et d'en forger une interprétation consensuelle. Elle se heurte cependant à l'image mythifiée d'une guerre qui n'a plus que peu à voir avec la réalité, et qui domine désormais les représentations publiques. ●

Elise JULIEN

1 - Enfants dans Chavignon après guerre. On aperçoit, à droite de la chaussée, des obus empilés. Archives départementales de l'Aisne.
2 - Laon est libéré le 13 octobre 1918. Rencontre entre des civils et des soldats français le 14 octobre 1918. BDIC.

réinterprétée

LA LÉGENDE DU COUP DE POIGNARD DANS LE DOS

Au lendemain de l'armistice, une légende se répand en Allemagne selon laquelle l'armée allemande n'aurait pas été vaincue sur le champ de bataille, mais « poignardée dans le dos » depuis l'arrière. Cette idée se développe sur un terrain préparé par les événements des derniers mois du conflit, avant d'envahir le débat public dans les années d'après-guerre.

À l'été 1918, malgré les graves revers du mois d'août et une défaite toujours plus prévisible, Ludendorff continue de se faire fort de gagner la guerre. Ce n'est qu'à la fin septembre qu'il admet la perspective d'une débâcle. Son but est alors de sauver l'armée plus que l'Allemagne. C'est pourquoi il entreprend méticuleusement de transmettre le pouvoir à ses ennemis politiques.

L'effondrement de la Bulgarie lui en fournit le prétexte : il exige que le pouvoir civil demande un armistice dans les 24 heures car il n'est pas certain de pouvoir empêcher plus longtemps une catastrophe militaire. Cette demande doit cependant être formulée par ceux qui se sont toujours prononcés pour une paix négociée, c'est-à-dire les partis de la majorité du Reichstag. Pour les convaincre d'accéder aux affaires, Ludendorff propose une parlementarisation du régime. Le 5 octobre 1918, un nouveau gouvernement prend la tête du pays, dans lequel les sociaux-démocrates jouent un rôle de premier plan. Celui-ci s'empresse d'adresser à Wilson une demande d'armistice dont il endosse toute la responsabilité : admettre publiquement le rôle de l'état-major dans cette demande serait un aveu de défaite préjudiciable à la négociation de la paix. Ainsi, la volonté d'obtenir le meilleur compromis en politique étrangère conduit à une décision potentiellement lourde de conséquences en politique intérieure.

En effet, Ludendorff peut laisser entendre qu'il s'est contenté d'approuver une démarche proposée par les civils. Rapidement, il adopte même la posture du général courageux qui se dresse devant un gouvernement de capitulards, à tel point qu'il doit démissionner. D'autres responsables militaires restés en place sont néanmoins décidés à mener le combat jusqu'au bout : l'amiral Scheer organise ainsi fin octobre, contre la volonté du gouvernement, une sortie de la flotte.



Une mutinerie éclate alors en rade de Kiel, et les marins entraînent dans leur révolte les soldats en garnison et les travailleurs. De leur côté, pour faire aboutir les négociations avec l'Entente, les sociaux-démocrates exigent l'abdication de l'empereur. En quelques jours, l'Allemagne passe de la dictature militaire à la république des conseils.

La droite se pose d'emblée en accusatrice de ceux qui, au cours de ces événements, auraient tout sacrifié à la paix. C'est laisser entendre que la défaite serait due à des causes politiques internes et non à la situation militaire. L'idée d'un « coup de poignard » prend bientôt forme. S'appuyant sur l'hypothétique déclaration d'un général anglais selon laquelle l'armée allemande aurait été poignardée dans le dos par « la population civile », elle ne circonscrit d'abord aucun groupe clairement, ce qui permet de moduler les responsabilités à la convenance. Elle désigne d'abord les éléments radicaux à l'origine de la révolution, inspirés par l'étranger. Elle vise plus largement toutes les idées subversives qui auraient contribué à démoraliser l'armée, ce qui revient à mettre en cause la social-démocratie et à renouer avec un discours antérieur selon lequel le SPD serait un parti apatride, éternel

renégat menaçant l'unité allemande. L'accusation s'élargit aussi à tous les démocrates ayant permis l'accession de ces traîtres au pouvoir. De nombreux militaires, historiens et mémorialistes apportent leur contribution à cette légende. L'épisode de la fin peu glorieuse de l'armée se transforme en saga héroïque dont l'honneur des chefs militaires peut sortir sauf. Contre cette légende qui s'installe dans les esprits, le nouveau régime ne trouve que de faibles parades : rectifications apportées par d'importants acteurs de cette fin de guerre, publication d'un livre blanc sur les origines de l'armistice, création d'une

Ludendorff adopte la posture du général courageux qui se dresse devant un gouvernement de capitulards

commission d'enquête parlementaire. Mais des arguments fondés sur la raison ne peuvent rien contre une légende qui joue avant tout sur l'affect et qui explique trop

bien l'inexplicable. Moralement et politiquement confortable pour les milieux conservateurs allemands, la légende du coup de poignard dans le dos est systématiquement utilisée, conjointement à la rhétorique des « criminels de novembre », à des fins de propagande contre la République de Weimar. Elle contribuera largement à la désagrégation du régime démocratique.

Elise JULIEN

À Haudroy, au nord de La Capelle, les voitures des plénipotentiaires allemands venus négocier l'armistice. Photo Société historique de Soissons.

DERNIÈRES HEURES AVANT L'ARMISTICE
VAINQUEUR OU VAINCU EN 1918?
L'HOMME QUI SIGNA POUR L'ALLEMAGNE

Matthias Erzberger : La paix à en mourir

Un civil pour diriger la délégation allemande qui allait signer l'armistice! On peut imaginer la surprise du maréchal Foch à la lecture de la liste des plénipotentiaires qui lui est communiquée le 6 novembre 1918. Un simple secrétaire d'Etat du nom d'Erzberger accompagné par des officiers de second ordre. Ainsi en avait-on décidé au grand quartier général de l'armée allemande et dans l'entourage du maréchal Hindenburg. Un choix non dénué d'arrière-pensées et aux conséquences dramatiques pour Matthias Erzberger.

L'homme qui dirige la délégation allemande d'armistice s'appelle Matthias Erzberger. Il a 43 ans. Ce fils d'artisan de Souabe (Bade-Wurtemberg) a d'abord été journaliste et militant catholique. En 1903, il est élu au Reichstag dont il est, à 28 ans, le plus jeune député. Il s'impose bientôt comme l'un des leaders du « Zentrumsparlei », le parti du centre catholique, ancêtre de l'actuelle CDU.

Mais c'est le 6 juillet 1917 que son destin s'est véritablement scellé. Ce jour-là, Erzberger intervient dans un débat au Reichstag pour justifier une paix sans annexions. C'est un formidable revirement pour un homme connu jusqu'alors pour ses positions militaristes et expansionnistes. En 1914, il réclamait l'intégration au Reich de la Belgique et des pays baltes. En 1917, l'échec de la guerre sous-marine à outrance amène Erzberger à s'opposer ouvertement aux hommes du Grand Quartier général, à Hindenburg et à Ludendorff, au moment où des négociations de paix séparée sont menées par l'Autriche et par le pape. Son initiative aboutit le 19 juillet au vote d'une résolution de paix par une majorité de députés : ceux du centre catholique ont joint leurs voix à celles des sociaux-démocrates.

Matthias Erzberger (1875-1921). Dans une lettre de sa fille Maria, l'homme qui a signé l'armistice de 1918 pour l'Allemagne écrivait en janvier 1920 : « Elle est déjà fondue, la balle qui doit m'abattre ». Haus der Geschichte/Baden-Württemberg.



Le 3 octobre 1918, dans le gouvernement qu'il constitue avec la perspective de terminer la guerre, le nouveau chancelier Max de Bade appelle Erzberger qui est nommé secrétaire d'Etat sans portefeuille. Le 6 novembre, la désignation à la tête de la délégation d'armistice de ce catholique pratiquant pourrait amadouer Foch dont les convictions religieuses sont bien connues. Elle permet surtout à l'état-major de se défaire de ses responsabilités sur un civil.

Dans ses « Souvenirs de guerre » qu'il publie en 1920⁽¹⁾, Erzberger raconte ces cinq journées qui ont fait de lui « l'homme qui a signé l'armistice ». Le départ de Berlin en train le 6 novembre à 17 heures. L'arrivée à Spa en Belgique où se trouve le Grand Quartier Général allemand. La composition de la délégation définitivement fixée et les ultimes instructions de Hindenburg. Il est midi le 6 novembre quand s'ébranle le cortège des cinq Mercedes. A la sortie de la ville, la voiture de tête, celle d'Erzberger, rate un virage. Le convoi est réduit à quatre véhicules qui progressent lentement par Chimay, Trélon et Fourmies où l'on transforme deux nappes pour en faire de grands drapeaux blancs. Avec des heures de retard, c'est enfin le passage des lignes françaises dans la nuit de novembre.

A l'entrée de La Capelle, des soldats demandent à Erzberger des cigarettes et surtout l'interrogent : « Finie, la guerre ? ». Changement de voitures. Dans la Delaunay qui le mène à Tergnier, Erzberger demande au commandant de Bourbon-Busset – qu'il prend pour un prince de Bourbon – comment il faut prononcer le nom du maréchal Foch : « Foche » ou « Foque » ? Il ignore toujours où et quand il doit rencontrer le généralissime. C'est dans la forêt de Compiègne. Première entrevue le 8 à 9 heures au matin du matin. Erzberger prend connaissance des clauses de l'armistice qu'il ne parvient pas à adoucir. Il en réfère à Berlin. Le texte est finalement signé le 11 novembre à 5h30 du matin. Dans moins de six heures, ce sera le cessez-le-feu sur toute la ligne du front.

Une phrase terrible de ses « Mémoires » résume ce qu'a été la route qui l'a mené de Spa à Compiègne : « Ce voyage fut pour moi encore plus bouleversant que celui que j'avais fait trois semaines auparavant pour me rendre jusqu'au lit de mort de mon fils unique ».

Il venait en effet de perdre son fils Oskar, emporté par la grippe espagnole.

Après les élections pour l'Assemblée constituante de Weimar en janvier 1919, il devient secrétaire d'Etat chargé de l'application de l'armistice signé à Compiègne, et donc de la signature de la paix. Erzberger était persuadé que le traité de Versailles, même s'il était, comme il le disait lui-même, « insupportable, inapplicable, et pourtant impossible à ne pas accepter », n'était pas ce « Diktat » dont parlaient les nationalistes allemands. Signer la paix, c'était pour lui la condition indispensable pour construire une Allemagne nouvelle, plus démocratique, et mieux reconnue parmi les nations.

Parce qu'il a signé l'armistice à Compiègne, parce qu'il a défendu le Traité de Versailles, même s'il n'a pas participé à la signature solennelle du 28 juin 1919, Matthias Erzberger devient pour les nationalistes « l'homme à abattre ». Le 23 juin 1919, il échappe à un premier attentat. Peu après, son bureau au ministère des Finances est mitraillé. A la troisième tentative, en janvier

1920, il n'est que légèrement blessé. La quatrième tentative, le 26 août 1921, alors qu'il passe ses vacances en Forêt Noire, lui est fatale. C'est un véritable guet-apens qu'ont monté Heinrich Tillesen et Heinrich Schulz, deux anciens officiers de marine. Les assassins de Matthias Erzberger appartiennent à une société secrète d'extrême-droite, l'Organisation Consul⁽²⁾.

Le crime est salué par de courageux anonymes qui écrivent à la police : « L'Allemagne est enfin libérée de ce traître à la Patrie ». Ce meurtre politique en annonce d'autres. Les démocrates allemands ne s'y trompent pas : ils sont 500 000 à manifester à Berlin le jour de ses obsèques. Hitler non plus. Les assassins de Matthias Erzberger sont amnistiés en 1933, peu après son arrivée au pouvoir. Ils seront même élevés par les nazis au rang de « héros de la résistance nationale »⁽³⁾. ●

Guy MARIVAL

(1) C'est le titre de l'édition française parue en 1921. Le titre allemand « Erlebnisse im Weltkrieg » qu'on pourrait traduire par « Ce que j'ai vécu pendant la Guerre mondiale » est plus explicite.

(2) L'Organisation Consul est également responsable d'autres assassinats comme celui du ministre des Affaires étrangères Walther Rathenau en juin 1922.

(3) Tillesen et Schulz seront rejugés en 1947 et en 1950, et condamnés respectivement à 15 et 12 ans de détention.

Le monument des Fantômes.
Butte Chalmont - Aisne - 2008.
FX Dessirier/CGO2



Visage(s) de guerre et d'après-guerre

Au casse-gueule

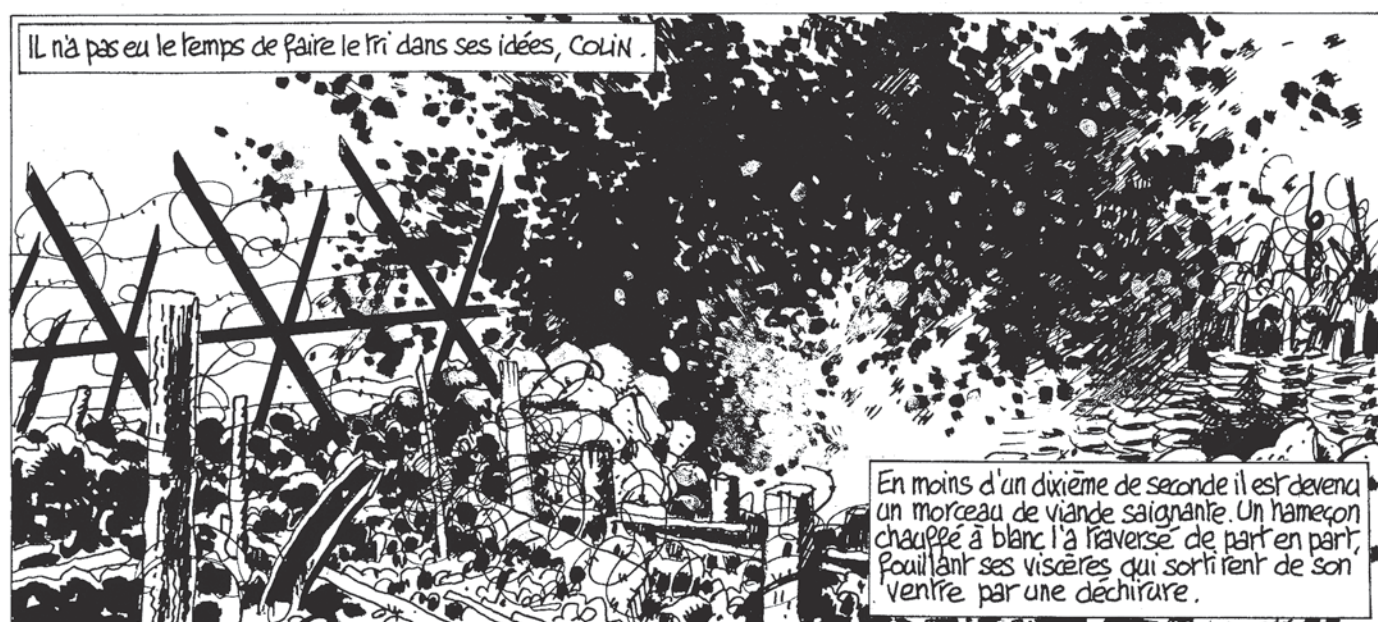


COLIN, avant la grande boucherie, son dada c'était la pêche à la ligne. Il était là au créneau à observer le grouillement des bloches au milieu des mouches à viande sur les deux cadavres qu'on ne pouvait pas approcher pour les enfouir sans risquer un mauvais coup.

Et là, au créneau, il repensait à ses bambous, à ses mouches et à son tout nouveau moulinet qu'il n'avait pas encore eu l'occasion d'essayer.



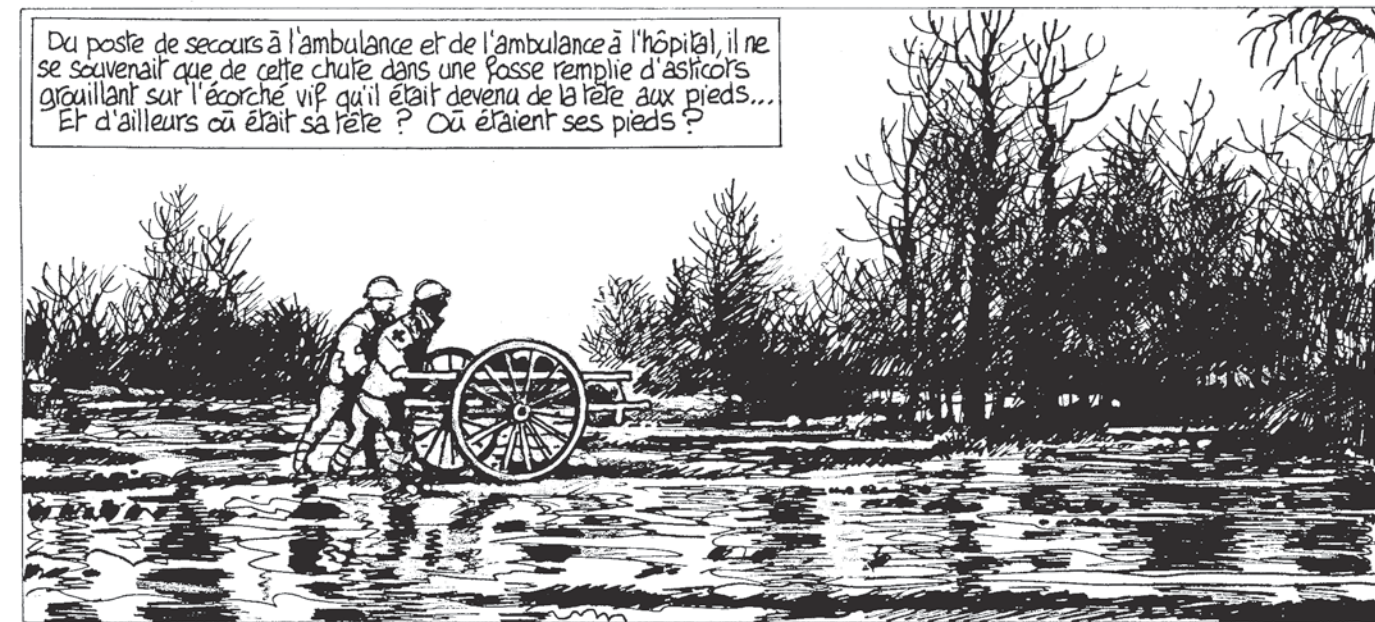
COLIN il se revoyait au bord de la rivière, le pinard au frais dans le courant, sa réserve de vers dans une petite boîte en fer et l'asticot embroché à l'hameçon qui se tordait comme... C'étaient les cadavres qui lui faisaient penser à ça, ou quoi? Non, quand-même pas!



IL n'a pas eu le temps de faire le tri dans ses idées, COLIN.

En moins d'un dixième de seconde il est devenu un morceau de viande saignante. Un hameçon chauffé à blanc l'a traversé de part en part, pouillant ses viscères qui sortirent de son ventre par une déchirure.

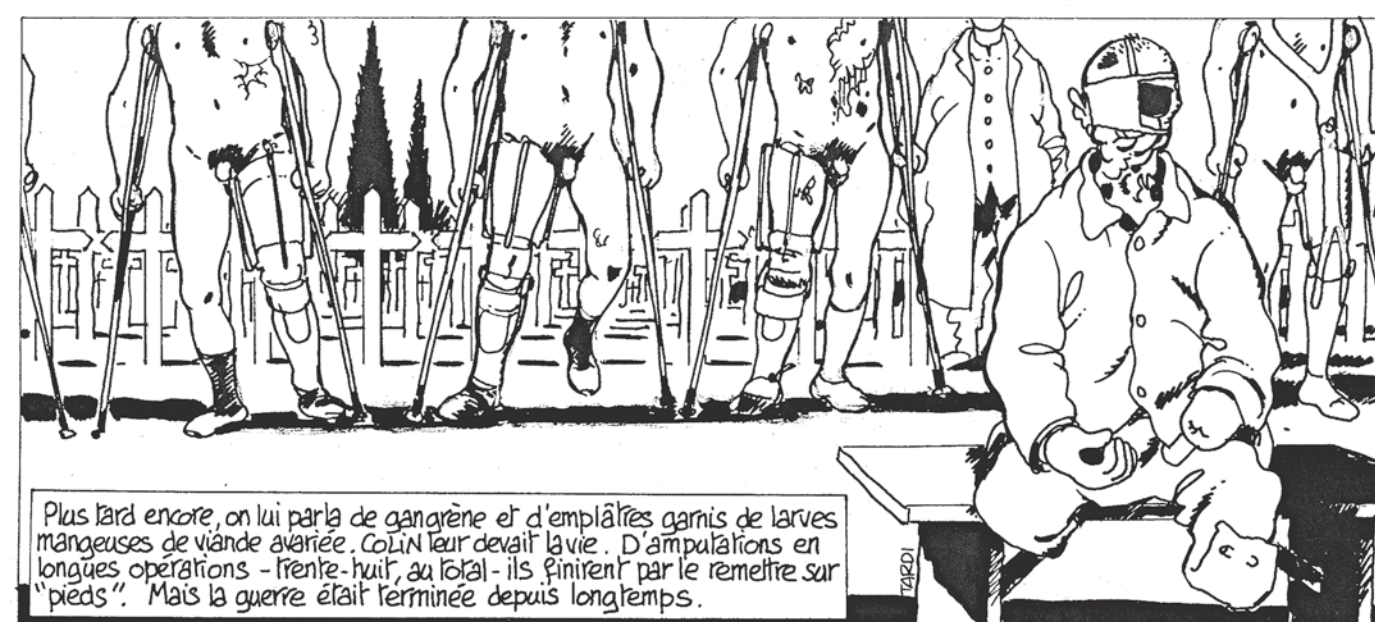
TARDI



Du poste de secours à l'ambulance et de l'ambulance à l'hôpital, il ne se souvenait que de cette chute dans une fosse remplie d'asticots grouillant sur l'écorché vif qu'il était devenu de la tête aux pieds... Et d'ailleurs où était sa tête? Où étaient ses pieds?



Plus tard, dans la puanteur de la salle commune, on lui donna une médaille.



Plus tard encore, on lui parla de gangrène et d'emplâtres garnis de larves mangeuses de viande avariée. COLIN leur devait la vie. D'amputations en longues opérations - trente-huit, au total - ils finirent par le remettre sur "pieds". Mais la guerre était terminée depuis longtemps.

AU CASSE-GUEULE, PAR TARDI

HANS, LOUIS ET CHARLES

INSTANTS DÉROBÉS

AIDE-MÉMOIRE

(Por)traits (re)tirés



Hans

Hans Lange. Né à Lübeck le 14 avril 1899. Engagé fin 1915. Blessé au visage par l'explosion d'une grenade le 19 août 1918. Mitrailleur léger, il se trouve alors dans la Somme, non loin de la petite rivière l'Avre. Tout son visage est touché. Rapatrié à Francfort, hospitalisé à la pension Nickel. Perd la vue progressivement, subira des soins toute sa vie. En 1924, présente avec succès un doctorat de philologie à l'université de Marburg. Marié, 2 enfants. Disparaît fin 1999.

Hans Lange en 1917 et 1997. Photo Didier Pazery dans : *Visages de la Grande Guerre* - Calmann-Lévy.



Louis

Louis de Cazenave. Né le 16 octobre 1897 à Saint-Georges d'Aurac. Devance l'appel et s'engage en janvier 1916. Entre au 42^e régiment d'infanterie coloniale et rejoint le 5^e bataillon de tirailleurs sénégalais. Participe à la bataille du Chemin des Dames en avril 1917. Est versé par la suite au 152^e régiment d'artillerie. Démobilisé en 1919. Entre à la SNCF et épouse, en 1920, Marie, receveuse des Postes avec qui il aura deux enfants. Devenu pacifiste, il milite dans les associations d'anciens combattants. Disparaît le dimanche 20 janvier 2008 à l'âge de 110 ans à son domicile de Brioude en Haute-Loire.

1 - Louis de Cazenave en 1916 lors de son engagement. DR.

2 - Louis de Cazenave en 1918 lors d'une permission. DR.



Charles

Charles Abescat. Né en 1894 à Paris. Devance l'appel du service militaire en 1911 à l'âge de 18 ans. Incorporé au 45^e régiment d'artillerie de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin près d'Orléans. Mobilisé en 1914. Effectue la totalité de la guerre, passe au total six ans, dix mois et seize jours sous les drapeaux. Maréchal des logis à sa démobilisation en 1919. Marié en 1919, trois enfants. Exerce la profession de comptable, collabore à l'administration du Théâtre de l'Atelier créé par Charles Dullin. Disparaît en 1949.

3 - Charles Abescat en 1914.

4 - Charles Abescat lors de son mariage en 1919. Photo famille Abescat. Recherches photos : Didier Pazery.

AU CASSE-GUEULE, PAR TARDI
 HANS, LOUIS ET CHARLES
INSTANTS DÉROBÉS
 AIDE-MEMOIRE

Dedans, un ailleurs

Ces photographies laissent voir quelques instants dérobés à la guerre.

1 Quelle pensée secrète reflètent ces yeux évadés? Le regard du poilu assis à gauche quitte littéralement l'image. La main glissée sous sa veste sur laquelle est agrafée une fourragère, l'homme, qui semble se gratter, est absent de la scène mais tellement présent sur la photo qui l'a immortalisée.

Dans l'instant, le jeu semble occuper exclusivement le photographe et le poilu plus âgé qui lui fait face. A l'inverse de son jeune voisin, ce combattant accroupi, le casque tenu en évidence entre les jambes, participe pleinement à la prise de vue paraissant tenir son rôle de soldat dont une représentation va être saisie.

Mais est-ce lui que le photographe voulait montrer, ou à travers lui le regard si dense de son voisin?



2 Un bâtiment en bardage bois couvert d'un toit de chaume et, au sol, ce qui semble être de la paille: on peut sans trop de risque imaginer que le décor dans lequel se tiennent les trois sujets de la photo est une ferme. Un jeune enfant, un chien et un poilu partagent un moment de complicité. Quels liens les unissent? S'agit-il, à quelques kilomètres du front, d'une rencontre au hasard des arrêts de la troupe en marche? Est-ce un échange entre un père, son enfant et l'animal de la maison à l'occasion d'une permission?

Pas de légende, photo orpheline, mais une impression qui domine: la guerre pour un temps est absente. Il reste cependant, qui colle à l'image, cet uniforme, ce calot, ces bandes molletières. Le temps sera peut-être, est sûrement très court. Elle peut, elle va, probablement très vite revenir.



3 Cette tranchée, c'est de la belle ouvrage. Du bien ordonné. Elle a deux niveaux. On s'y tient au sec. Les angles sont nets. La terre est fermement maintenue à l'extérieur par tout un dispositif de piquets, de grilles métalliques, de gabions, de coffrages en bois. Voilà qui par photo de presse interposée rassurerait tous ceux de l'arrière sur la solidité de nos positions. Voilà qui ferait dans les manuels techniques un excellent exemple pour tous ceux qui sont à l'instruction.

Las, ce soldat adossé au talus, une main pour la poche, l'autre pour la pipe, il n'y est pas. Mais alors pas du tout. C'est pas la tenue qui fait problème. C'est la tête. Regardez, ce regard fixe, ce je ne sais quoi de buté, cette bouche fermée. Il ne montre aucun enthousiasme, il a l'air contrarié. Pire, on pourrait s'imaginer qu'il a le cafard. Le cafard!!!, mais pourquoi? alors que cette belle tranchée!...

Non, ce soldat n'est vraiment pas dans le coup. Mais où est-il?

4 A l'arrière-plan de la photo, au sommet des briques dépassent deux têtes, deux calots attentifs à la scène qui se déroule à quelques mètres. Objet de ces regards perchés, quatre couples lancés sur une improbable piste de danse en terre et à l'air, délimitée par un mur et un bâtiment en bois prolongé d'un préau. Où est la guerre?

Trois femmes seulement, en robe et chignon, pour cinq uniformes. Mathématiquement, l'un des couples est donc constitué de deux hommes. A la guerre comme à la guerre! Un sixième poilu se tient debout à trois pas des danseurs. Mathématiquement fatal pour lui aussi: s'il désire être du bal, il lui faudra attendre son tour. Et si comme lui également, les deux calots, qui du haut du mur regardent la ronde, veulent s'y joindre, ils patienteront aussi. A la guerre comme à la guerre!

Damien BECQUART
 Photos: collection Yves FOHLEN.



Ces quatre photographies font partie d'une série reproduite à partir de négatifs exhumés d'un grenier en 1990 à Chauny (Aisne). Elles appartiennent à Yves Fohlen, guide à la Caverne du Dragon - musée du Chemin des Dames et n'ont été publiées qu'une seule fois dans l'édition de l'Aisne du quotidien *La Voix du Nord*. C'était le 16 avril 1997 à l'occasion du 80^e anniversaire du déclenchement de l'offensive du Chemin des Dames. Selon toute vraisemblance, elles ont été prises fin 1917 - début 1918 dans le secteur de Saint-Quentin.

VISAGE(S) DE GUERRE ET D'APRÈS-GUERRE

AU CASSE-GUEULE, PAR TARDI
HANS, LOUIS ET CHARLES
INSTANTS DÉROBÉS
AIDE-MEMOIRE

Damien Becquart



Guerre

Dans le paysage

Reportage photographique / François-Xavier Dessirier.



1 - La constellation de la douleur
Composée de neuf statues en bois brut calciné, "La Constellation de la douleur" de l'artiste Christian Lapie est érigée aux abords de la Caverne du Dragon sur le Chemin des Dames. L'œuvre rend hommage aux milliers de soldats africains des bataillons de tirailleurs sénégalais tombés au cours de la guerre.

2 - Souliers de poilu
Au détour d'une galerie dans les carrières de Roucy (Aisne), ce qu'il reste d'une paire de souliers ayant appartenu à un soldat français.

3 - Nécropole de Mons-en-Laonnois
Le cimetière militaire de Mons-en-Laonnois (Aisne) où reposent 5 010 soldats allemands ayant pris part aux batailles du Chemin des Dames à l'automne 1914, en 1917 et en 1918 ; ainsi que des combattants tombés lors de la contre-offensive alliée d'août à octobre 1918.

4 - Nécropole de Seringes-et-Nesles
La Nécropole de Seringes-et-Nesles, dans le sud de l'Aisne, où reposent 6 012 soldats américains tombés dans la région.

5 - Fort de la Malmaison
Désarmé et sans garnison, le Fort de la Malmaison sur le Chemin des Dames est investi par les troupes allemandes en 1914. Il sera repris par le 4^e régiment de zouaves en octobre 1917, repassera aux mains des Allemands en mai 1918 puis définitivement reconquis, le 28 septembre 1918 par le 25^e bataillon de chasseurs alpins.

6 - "Passant, arrête-toi"
Monument érigé en forêt de Retz par la mère du sous-lieutenant Georges Edward Cecil, en l'honneur de son fils âgé de 18 ans et de ses camarades anglais et irlandais tombés en cet endroit le 1^{er} septembre 1914.

7 - Bois Belleau
La nécropole de Bois Belleau, près de Châteaui-Thierry, compte 2 289 sépultures de soldats américains tombés au cours de la 2^e bataille de la Marne.

8 - Nu dans la pierre
Sur le mur au-dessus du lavoir dans les carrières de Roucy, un nu sculpté dans la pierre par un soldat français.

9 - La pierre d'Haudroy
Entre La Capelle et Haudroy, le 7 novembre 1918, arrivèrent quatre voitures allemandes, phares allumés et drapeau blanc en évidence. Elles transportaient les plénipotentiaires désignés pour négocier un armistice.

VISAGE(S) DE GUERRE ET D'APRÈS-GUERRE

Les Fantômes, monument commémoratif de la 2^e bataille de la Marne sur la butte Chalmont, près d'Oulchy le Château, est l'une des œuvres majeures de Paul Landowski. L'artiste y a travaillé dix ans, marqué par sa propre expérience de soldat. Inaugurée en juillet 1935, cette sculpture monumentale en granit rose rappelle le sacrifice des hommes précipités dans la guerre.



1 - Les Fantômes. Le monument en 2008. Fx Dessirier/Cg02.
2 - Paul Landowski taillant une figure de la France dans les années 1950. Musée Landowski.

« Ces morts, je les relèverai »

« Défoncer la colline d'où jailliraient les morts dressés. [...] Des paliers autant que les années de guerre, et au bord de la route, une grande figure de La France en marche. Le paysage et la sculpture intimement liés ». C'est ainsi que le sculpteur français d'origine polonaise Paul Landowski (1875-1961) se représente, dans son Journal en 1928, ce qui deviendra Les Fantômes de la Butte de Chalmont. Paul Landowski est alors un artiste réputé. Cette célébrité, il la doit au Grand Prix de Rome obtenu en 1900 pour son *David combattant Goliath*. Son style expressif et classique lui vaut de nombreuses commandes publiques, en particulier des monuments aux morts au sortir de la Grande Guerre (dont le monument aux morts de la ville de Saint-Quentin). Pourtant, son œuvre la plus célèbre n'a aucun rapport avec le conflit : il s'agit du *Christ rédempteur*, sculpture de 30 m de haut qui domine la baie de Rio de Janeiro⁽¹⁾.

L'œuvre connaît un succès immédiat

L'idée d'un monument en hommage au simple soldat lui serait venue dès 1916. En 1919, il réfléchit à une composition dans laquelle des morts de la guerre se relèveraient. Il en fait un modèle en plâtre en 1923. *Les Fantômes*, ce sont sept soldats, représentant chacun une arme différente et au milieu d'eux la figure du héros sacrifié, un jeune homme nu en train de s'élever vers le ciel.

Face au succès du plâtre, plusieurs emplacements sont envisagés. En 1927, le site de la butte Chalmont est choisi. C'est sur cette colline, qui se dresse au milieu de la plaine soissonnaise près d'Oulchy le Château, que sera érigé le monument officiel commémorant la Seconde Bataille de la Marne. L'emplacement ne séduit guère, au pre-

mier abord, le sculpteur. Mais la collaboration avec l'architecte Jean Taillens est fructueuse. L'idée d'une perspective rythmée par des paliers se dessine : l'œuvre s'inscrit dans le paysage. Pour ce monument, Landowski choisit le granit rose, pierre d'éternité selon lui.

Quant à La France qui accueille le visiteur, Landowski en a réalisé neuf versions différentes : « il faut que ce soit une force irrésistible en marche », écrit-il dans son journal en 1931. Finalement, il fait le choix de la sobriété. La France a un vêtement moderne et pour seule arme, une arme défensive ; un bouclier sur lequel sont sculptées la Liberté, l'Égalité et la Fraternité.

Si Paul Landowski a souvent considéré les monuments aux morts comme un gagne-pain, ce n'est pas le cas des *Fantômes*. Œuvre personnelle, loin des représentations stéréotypées de l'époque, elle l'occupera pendant une dizaine d'années. Il viendra même sur place terminer la taille du granit.

L'œuvre inaugurée le 27 juillet 1935 par le président de la République Lebrun connaît un succès immédiat : l'image des Fantômes est diffusée à travers le monde et devient une référence majeure de la sculpture commémorative.

Le président de Gaulle y fait sa dernière allocution publique en juillet 1968. *Les Fantômes* structurent alors une mémoire commune et ambiguë de la guerre : La France en marche indique que cette guerre était juste car défensive alors que Les Fantômes rappellent la souffrance des hommes. ●

Philippe SALSON

1 - Une maquette du Christ Rédempteur de la baie de Rio se trouve à l'église de Ciry-Salsogne près de Soissons.

TÉMOIGNAGES DE COMBATTANTS

- BARTHAS Louis, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, La Découverte poche, 1997 [1^{re} éd. 1978].
- BERTHELÉ Raoul, *L'arrière-front. Un lieutenant photographe de la Grande Guerre*, Privat, 2008.
- CHAÏLA Xavier, *C'est à Craonne sur le plateau...*, FAOL, 1997.
- POMIRO Arnaud, *Carnets de guerre. Des Dardanelles au Chemin des Dames*, Privat, 2006.
- RICHERT Dominique, *Cahiers d'un survivant. Un soldat dans l'Europe en guerre 1914-1918*, La Nuée bleue, 1994 [1^{ère} éd. en allemand, 1989].
- VIGUIER Prosper, *Un chirurgien de la Grande Guerre*, Privat, 2007.

POUR UNE PREMIÈRE APPROCHE

- CAZALS Rémy, *Les mots de 14-18*, Presses Universitaires du Mirail, 2003.
- OFFENSTADT Nicolas, *La Grande Guerre en 30 questions*, Geste éditions, 2007.
- ROUSSEAU Frédéric, *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Ellipses, 2006.

Un manuel :

- BECKER Jean-Jacques, *La Première Guerre mondiale*, Belin-sup, 2003.

Un récit intégrant la dimension mondiale :

- KEEGAN John, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2003.

Une mise au point historiographique :

- PROST Antoine et WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre*, Seuil, 2004

1918

- CABANES Bruno, *La victoire endeillée*. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920), Seuil, 2004.
- TOISON Léon, *Mes pauvres vignes, journal d'un vigneron de Courteau à Château-Thierry (1^{er} juin-21 juillet 1918)*, in *Graines d'Histoire n°9*, printemps 2000, p. 26-32.

SUR QUELQUES ASPECTS PARTICULIERS

La conduite de la guerre, les tranchées, les combattants, les pertes :

- CAZALS Rémy et LOEZ André, *Dans les tranchées de 1914-1918*, Editions Cairn, collection « La vie au quotidien », 2008.
- COCHET François, *Survivre au front, 1914-1918*, 14-18 éditions, 2005.
- FERRO Marc, BROWN Malcolm, CAZALS Rémy, MUELLER Olaf, *Frères de tranchées*, Perrin, 2005 [édition de poche, 2006].

•GOYA Michel, *La Chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Tallandier, 2004.

- HARDIER Thierry et JAGIELSKI Jean-François, *Combattre et mourir pendant la Grande guerre, 1914-1925*, Imago, 2001.

- PROST Antoine, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement social*, n° 222, janvier-mars 2008, p. 41-60.

Allemands, Américains, « indigènes » :

- FRÉMEAUX Jacques, *Les colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'Outre-Mer*, 14-18 éditions, 2006.
- JARDIN Pierre, *Aux racines du mal. 1918, le déni de défaite*, Tallandier, 2005.
- MEIGS Mark, *Optimism at Armageddon. Voices of American Participants in the First World War*, New York University Press, 1997.

Réflexion sur le témoignage :

- CAZALS Rémy et ROUSSEAU Frédéric, 14-18, *le cri d'une génération*, Privat, 2001.
- CRU Jean Norton, *Témoins : essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Presses universitaires de Nancy, 2006 [1^{re} éd. 1929].

Deux colloques organisés dans l'Aisne

- CAZALS Rémy, PICARD Emmanuelle, ROLLAND Denis (dir.), *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Privat, 2005.
- LOEZ André, MARIOT Nicolas (dir.), *Obéir/Désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008.

Les fusillés pour l'exemple et les mutineries

- BACH André. *Fusillés pour l'exemple (1914-1915)*, Tallandier, 2003.
- OFFENSTADT Nicolas, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob/Poche, 2003.
- ROLLAND Denis, *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005.

Les veuves de guerre

- PETIT Stéphanie, *Les veuves de la Grande Guerre : d'éternelles endeillées ?*, Le Cygne, 2007.

Archéologie

- DESFOSSÉS Yves, JACQUES Alain et PRILAUX Gilles, *L'archéologie de la Grande Guerre*, Éditions, Ouest-France, 2008.

“Reconstruction” par le roman

- VAN DER MEERSCH Maxence, *Invasion 14*, dans *Gens du Nord*, Omnibus, 1993.

SITES INTERNET

www.crid1418.org
www.annuaire1418.fr
www.chemindesdames.fr
www.caverne-du-dragon.fr
www.memorial-chemindesdames.fr

BANDES DESSINÉES

- TARDI Jacques, *Adieu Brindavoine* suivi de *La Fleur au fusil*, Casterman.
- TARDI Jacques, *Le trou d'obus*, Pellerin, 1984.
- TARDI Jacques, *C'était la guerre des tranchées*.
- TARDI Jacques (avec Didier DAENINCKS), *Varlot soldat*, L'Association, 1999.
- TARDI Jacques (avec Didier DAENINCKS), *Le der des ders*, Casterman, 1997.

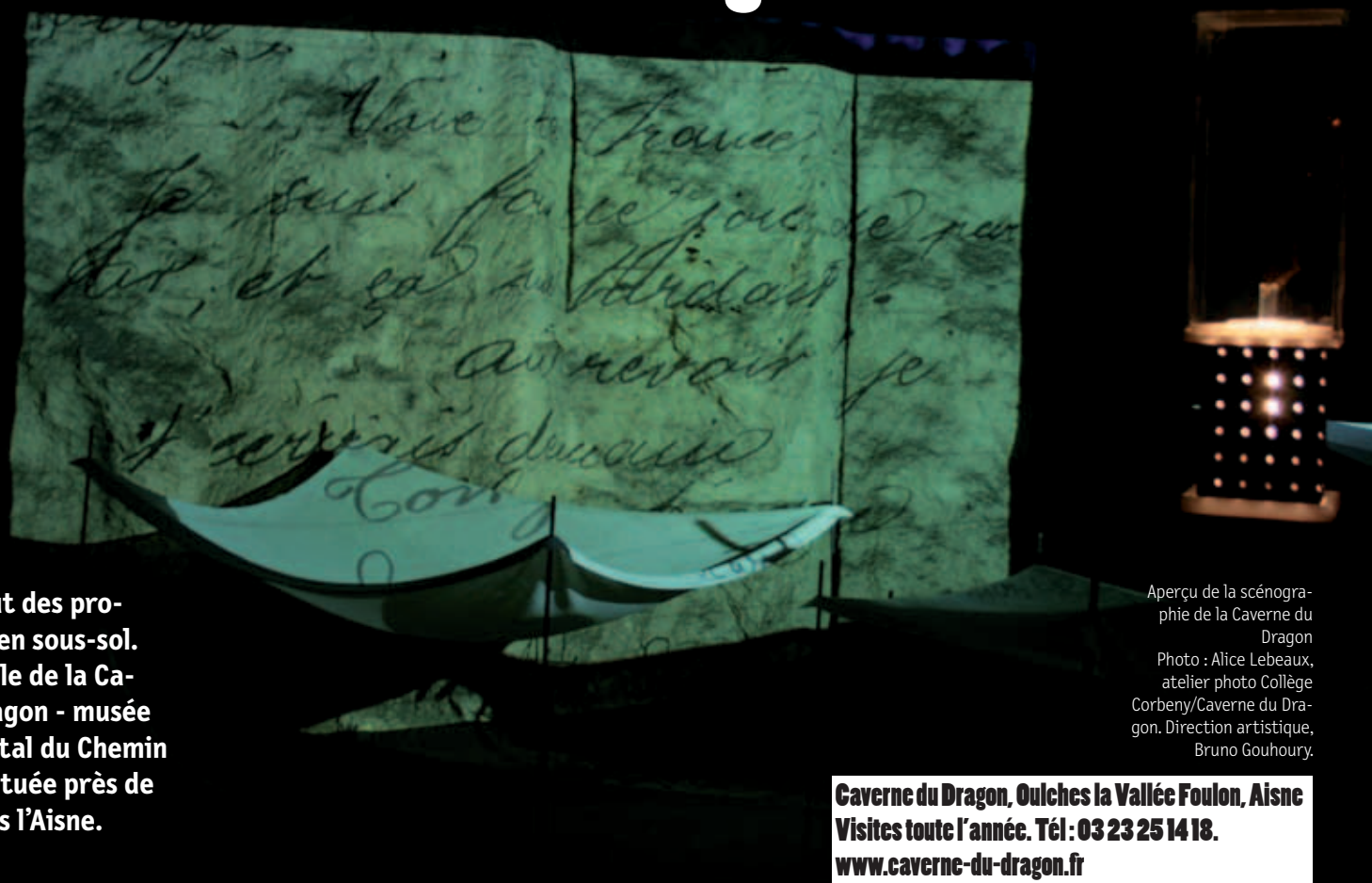
SUR LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE

- BELLOUIN Anne, FRANÇOIS Guy et MARIVAL Guy, 1918 : *Feu sur Paris ! La véritable histoire de la Grosse Bertha*, Conseil général de l'Aisne/Musée du Chemin des Dames, 2008.
- BERTIER DE SAUVIGNY Albert, *Pages d'histoire locale 1914-1919. Notes journalistiques et souvenirs*, Association Soissonnais 14-18, 2001 [1^{ère} éd. 1934].
- DEFENTE Denis (dir.), *Le Chemin des Dames 1914-1918*, Somogy, 2003.
- HÉNIN Onézime, « Ambleny, le temps d'une guerre. Journal (1914-1918) », *Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons*, tome 19, 1989-1993, p. 3-224.
- HESS Paul, *La vie à Reims pendant la guerre de 1914-1918*, anthropos, 1998.
- MUZART Georges, *Soissons pendant la guerre*, Soissonnais 14-18, 1998.
- NOBÉCOURT R.-G., *Les fantassins du Chemin des Dames*, Robert Laffont, 1965.
- NOBÉCOURT (R.-G.), / DE GMELINE Patrick, *Le 11 novembre 1918, La 11^e heure du 11^e jour du 11^e mois*, Presses de la Cité, 1998.
- *L'année du 11 novembre 1918*, Robert Laffont, 1968.
- OFFENSTADT Nicolas (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004.
- RONDEAU Gérard, *Les fantômes du Chemin des Dames*, Seuil, 2003.

FILMS (DISPONIBLES EN DVD)

- CHAPLIN Charles, *Charlot soldat*, 1918.
- MILESTONE Lewis, *A l'ouest rien de nouveau*, 1930.
- RENOIR Jean, *La Grande illusion*, 1937.
- MONICELLI Mario, *La Grande Guerre*, 1959.
- TRUMBO Dalton, *Johnny s'en va en guerre*, 1971.
- TAVERNIER Bertrand, *La vie et rien d'autre*, 1989.
- TAVERNIER Bertrand, *Capitaine Conan*, 1996.
- DUPEYRON François, *La Chambre des officiers*, 2000.
- JEUNET Jean-Pierre, *Un long dimanche de fiançailles*, 2004.
- CARION Christian, *Joyeux Noël*, 2005.

Les dessous de la ligne de front



La guerre eut des prolongements en sous-sol. Visite sensible de la Caverne du Dragon - musée départemental du Chemin des Dames située près de Craonne dans l'Aisne.

Aperçu de la scénographie de la Caverne du Dragon
Photo : Alice Lebeaux, atelier photo Collège Corbeny/Caverne du Dragon. Direction artistique, Bruno Gouhoury.

Caverne du Dragon, Ouiches la Vallée Foulon, Aisne
Visites toute l'année. Tél: 03 23 25 14 18.
www.caverne-du-dragon.fr

Nous sommes 14 mètres sous terre, sous la ligne de front, là où des soldats, français et allemands, ont séjourné. La zone au-dessus est stratégique : c'est l'endroit où le plateau du Chemin des Dames se rétrécit et forme un isthme de 400 mètres de large, l'isthme d'Hurtetbise. Quand les obus explosent au-dessus, on a beau croire en sa bonne étoile, ou serrer dans sa main un porte-bonheur, le doute s'installe.

Trois fois au moins dans la carrière, le plafond s'est effondré. On voit aujourd'hui ce qu'il en reste. Par endroits, des espaces bouleversés, des amoncellements de pierre et de terre. Un lieu souterrain hors du temps, silencieux et froid, où résonne la parole du guide qui évoque les soldats de la Grande Guerre, leur quotidien dans cet antre, les explosions d'obus qu'on peinerait sans cela à imaginer.

Le site de la Caverne du Dragon est une « creute », carrière creusée dans le calcaire du plateau, où l'on extrait de la pierre sans doute dès le XVI^e siècle pour le compte de l'abbaye de Vauclair. L'exploitation cesse dans le courant du XIX^e siècle. Les hommes y reviennent avec la guerre 1914-1918. D'abord les Français qui l'occupent après la bataille de la Marne le 14 septembre 1914. Puis les Allemands qui s'en emparent après de violents combats le 25 Janvier 1915. Ce sont eux qui transforment la carrière en véritable

casernement. Ils aménagent des sorties, montent des murs et des cloisons à l'intérieur pour se protéger des gaz, y amènent l'électricité. L'eau est conservée dans un puits, trop précieuse pour être utilisée pour la toilette.

En moyenne, 400 soldats allemands peuvent séjournier dans la Caverne entre 1915 et 1917. La discipline est stricte car l'armée adverse n'est pas loin. L'air est vicié à cause de l'humidité ambiante, le moral fragile. On entend les gémissements des blessés à l'infirmerie. On sent la puanteur du poste de secours. Il faut tenir malgré les bombardements, le sol qui vibre, l'obscurité, l'angoisse d'apprendre que l'ennemi est au-dessus... et qu'il va falloir contre attaquer ou bien subir les grenades.

« Le combat, sur terre et sous terre : c'est pas très romantique », écrit en avril 1917 le capitaine allemand Kupper alors qu'il se trouve dans la Caverne. Cette année-là, Français et Allemands ne cessent de se déloger. Le 20 avril, les Français prennent pied dans le secteur Sud de la carrière. Le 25 juin ils progressent dans la Caverne et font prison-

Le sol qui vibre, l'obscurité, l'ennemi au-dessus

niers 200 soldats allemands. Le 26 juillet, les Allemands reviennent dans la zone Nord tandis que les Français se maintiennent au sud. De cette date au 2 novembre, les deux camps vont chacun occuper une partie du site alors qu'au-dessus se disputent de violents combats pour la

conquête des entrées adverses. Le 2 novembre, les Allemands abandonnent leurs positions et se replient sur l'Ailette.

Que reste-t-il de la Caverne du Dragon après la guerre ? L'un des 23 Guides illustrés Michelin des Champs de Bataille, parus en novembre 1920, évoque une très courte visite à la lampe électrique ou à la bougie : « *Ayant parcouru 150 à 200 mètres dans la galerie principale de la caverne, où l'on pourrait s'égarer en s'aventurant trop loin, revenir à l'entrée.* » Un premier musée ouvre ses portes en 1969, sous l'égide du Souvenir Français. C'est d'abord un lieu de mémoire, où quelques objets, collectés notamment lors de campagnes de dons, permettent d'évoquer le monde militaire de 1914-1918.

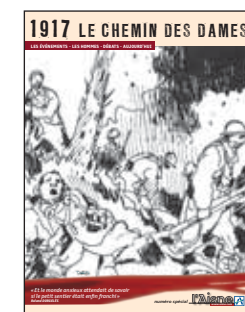
L'actuel musée départemental, inauguré le 5 juillet 1999, permet de cheminer plus longuement dans la Caverne et d'y recueillir toutes les informations avérées sur le lieu et son évolution. On peut aussi simplement venir en ressentir l'atmosphère. La scénographie proposée a voulu laisser le champ ouvert à toutes les expériences de visite. Ainsi, l'installation des flambeaux de la mémoire de Lef Kazuka propose-t-elle, par la lumière, de garder vivante une mémoire qui aurait pu s'éteindre avec les témoins directs du conflit. En 2007, à l'occasion du 90^e anniversaire des combats de 1917, le musée a pris officiellement le nom de « Musée du Chemin des Dames », soulignant la vocation de la Caverne à s'ouvrir sur ce territoire. ● Yves FOHLEN et Anne BELLOUIN



Chemin des Dames 2008.

F. Dessinier/CRDZ.

Chemin des Dames Du sens et des sens



Après 1918, téléchargez gratuitement 1917.
www.chemindesdames.fr

La crête Les panoramas La randonnée
www.randonner.fr



La Caverne du Dragon - Musée du Chemin des Dames.

Alice Lebeaux.

Caverne du Dragon Le musée
www.caverne-du-dragon.fr



Craonne, journée du poilu, 16 avril 2008.

F. Dessinier/CRDZ.

Craonne La mémoire vive La chanson
www.tichot.com



Chemin des Dames



Été 2007, ligne bleuet sur le Chemin des Dames.

Didier Tatin.



“Constellation de la Douleur”, monument en hommage aux tirailleurs sénégalais. Christian Lapie.



CHAVIGNON (AISNE)

Cette photographie fait partie d'un reportage réalisé dans l'Aisne au début des années 1920, pour le compte du *Food for France Fund*, œuvre philanthropique américaine chargée de rassembler des fonds pour le ravitaillement des régions dévastées. Le reportage plaidait la cause des sinistrés en mettant en lumière les conditions de vie précaires, souvent insalubres, des Axonais habitant près des champs de bataille. Les munitions non éclatées ou abandonnées par les troupes représentent un danger pour les populations, surtout pour les enfants qui n'en sont pas conscients. L'essentiel du travail de désobusage est accompli en 1924, selon le préfet de l'Aisne de l'époque.

Recherche Caroline Durançois, photo : Archives départementales de l'Aisne (2 Fi Chavignon 4).